

**La classe créative et le développement
économique : le cas des centres urbains
du Canada atlantique**

**Nicole Barrieau
en collaboration avec
Donald J. Savoie**

Octobre 2006



L'Institut canadien de recherche en politiques et administration publiques (ICRPAP) a été créé en 1983 et est établi sur le campus de l'Université de Moncton. Organisme indépendant et sans but lucratif, il est régi par un conseil d'administration. Sa mission est de mener et d'encourager la recherche fondamentale et appliquée au chapitre des politiques publiques internationales, nationales, régionales et provinciales ayant un impact sur les provinces de l'Atlantique, en particulier. L'ICRPAP mène des recherches sur les politiques publiques afférentes à trois axes prioritaires, soit l'administration publique et la gouvernance, le développement économique et social et les communautés acadiennes.

Les objectifs de l'Institut sont les suivants :

- susciter un débat public éclairé sur les questions de politiques publiques se rapportant à la région du Canada atlantique;
- effectuer des recherches et inciter la communauté universitaire de l'Université de Moncton à entreprendre des recherches en ce domaine;
- fournir à tous les intéressés des renseignements objectifs portant sur les recherches menées dans le domaine de l'analyse des politiques;
- parrainer ou organiser des conférences, réunions et séminaires sur des questions liées aux politiques publiques.

Tout spécialiste intéressé à entreprendre des recherches sur les questions de développement régional est invité à communiquer avec l'Institut.



L'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APÉCA) représente les intérêts de la région de l'Atlantique dans le processus fédéral d'élaboration de politiques et elle est chargée de promouvoir des politiques et des programmes du gouvernement du Canada qui favorisent le développement économique dans les quatre provinces atlantiques. À cette fin, l'APÉCA mène des recherches sur les politiques visant un grand nombre de questions, de difficultés et de possibilités liées au développement de l'économie de la région.

Le travail de recherche sur les politiques de l'Agence est exécuté de façon stratégique et prévoit une participation active de partenaires des secteurs public et privé ainsi que des principaux intervenants de toute la région de l'Atlantique et de l'extérieur de la région. Parmi ces partenaires, on retrouve des organismes indépendants de promotion des affaires publiques, des ministères et organismes du secteur public, des universités, des collèges, des économistes, des regroupements d'entreprises et les sociétés.

Cette étude a été réalisée sous l'égide de l'APÉCA par l'entremise de la Mesure de recherche stratégique visant la région de l'Atlantique, qui procure une tribune propice à l'analyse des questions économiques clés touchant à l'économie du Canada atlantique. Les opinions exprimées dans la présente étude ne correspondent pas nécessairement à celles de l'APÉCA ni à celles du gouvernement du Canada. Toute erreur ou omission est exclusivement attribuable à l'auteur.

**La classe créative et le développement
économique : le cas des centres urbains
du Canada atlantique**

Table des matières

Remerciements.....	6
Sommaire.....	7
Introduction	15
I – La créativité en tant que moteur de la croissance dans les centres urbains	19
Une nouvelle théorie de la croissance économique : la théorie de Richard Florida sur la classe créative.....	19
La culture, la qualité du lieu et le développement économique	25
II – Aperçu de l'économie du Canada atlantique : le contexte régional	28
La dynamique de la population	28
La main-d'œuvre et la structure de l'emploi.....	35
III – Les mesures de l'économie de la création dans les principaux centres urbains du Canada atlantique	46
Les indices de Florida	49
L'indice de talent.....	49
L'indice bohémien.....	51
L'indice de mosaïque ethnique.....	54
L'indice de pôle technologique	54
Résumé.....	58
Les travailleurs créatifs au Canada atlantique	60
L'économie du savoir, l'innovation et les travailleurs de la création au Canada atlantique : mises en garde et perspectives au sujet de la théorie de la classe créative	64
Analyse	68

IV – Le point de vue des praticiens du développement économique et du secteur culturel.....	74
Au sujet des défis des régions urbaines.....	74
Au sujet de l'approche de la classe créative	76
V – Ce qu'il faut faire : relever les défis des centres urbains du Canada atlantique	78
Conclusion : examen des centres urbains du Canada atlantique.....	82
Bibliographie	84
Liste des figures.....	88
Liste des tableaux.....	90

Remerciements

Nous désirons exprimer notre reconnaissance à Wade AuCoin, analyste en politiques à l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), pour sa collaboration soutenue à la planification et à la réalisation de ce projet de recherche. Nous avons aussi bénéficié de la contribution de plusieurs autres membres du personnel de l'APÉCA qui nous ont fourni de précieuses observations et suggestions après avoir lu une version antérieure du présent rapport.

La participation de divers praticiens du développement économique et du secteur culturel de la région de l'Atlantique a également été essentielle au succès de ce projet. Nous les remercions de nous avoir fait profiter de leur temps, de leurs points de vue éclairés et de leur expertise.

Daniel Bourgeois nous a fait profiter de ses commentaires constructifs qui nous ont permis d'améliorer la qualité du contenu du rapport, et nous avons grandement apprécié sa collaboration. Notre reconnaissance s'adresse aussi à Natalie Maltais, qui a réalisé plusieurs entrevues téléphoniques dans le cadre de ce projet.

Finalement, nous désirons remercier Manon Cormier et Ginette Benoît pour l'aide importante qu'elles ont fournie sur les plans administratif et technique.

Ce projet a reçu l'aide financière de l'APÉCA. Il va sans dire que les auteurs assument l'entière responsabilité des opinions exprimées dans la présente étude et de toute erreur qu'elle pourrait contenir.

Sommaire

Les réalités qu'ont entraînées la nouvelle économie et l'intégration continentale et mondiale font en sorte que le développement économique des régions est plus que jamais lié à leur capacité d'innovation et à leur créativité. Dans *The Rise of the Creative Class*¹, le chercheur américain Richard Florida soutient que la créativité et la diversité sont la base de la croissance économique régionale et qu'elles constituent un avantage concurrentiel dans le contexte économique que nous connaissons. La théorie de Florida sur la classe créative a influencé bon nombre de dirigeants politiques et de décideurs en Amérique du Nord, en Europe et en Océanie, même si son ouvrage est loin de faire l'unanimité. La théorie de la classe créative est-elle valable pour les centres urbains de petite et moyenne taille? Ce qui est plus important encore, est-elle valable pour les centres urbains du Canada atlantique?

Dans cette étude, nous examinons l'approche de Florida et tâchons de déterminer dans quelle mesure sa théorie s'applique à quatre principaux centres urbains du Canada atlantique : St. John's, Charlottetown, Halifax et Moncton². Nous avons délibérément choisi un centre urbain pour chaque province de l'Atlantique et nous posons que chacun est au cœur de la croissance économique de sa province. Plus particulièrement, l'étude poursuit trois grands objectifs. Le premier consiste à situer les tendances démographiques et économiques observées dans les centres urbains du Canada atlantique par rapport aux tendances correspondantes à l'échelle régionale et nationale. Le deuxième est d'établir le profil des travailleurs créatifs dans les principaux centres urbains du Canada atlantique et d'évaluer la théorie de Florida – ses limites et les perspectives qu'elle permet d'ouvrir. Le troisième objectif est de formuler des recommandations de politiques relatives au développement économique du Canada atlantique en général et des centres urbains de la région en particulier.

La théorie de la classe créative

La théorie de Florida sur la classe créative peut se résumer ainsi : une ville-région qui encourage la créativité et la diversité et qui offre une bonne qualité de vie attirera des personnes de talent – des membres de la classe créative – et des entreprises innovatrices. Par conséquent, la présence d'une classe créative et de ses talents devient une variable intermédiaire importante en vue d'attirer des industries de haute technologie et de générer des revenus régionaux plus élevés³. Les travailleurs créatifs sont extrêmement mobiles et polyvalents, et ils ont à la fois la possibilité et le

¹ Richard Florida, *The Rise of the Creative Class, And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, Basic Books, 2002.

² Les centres urbains incluent les municipalités adjacentes situées autour du noyau urbain.

³ R. Florida, « The Economic Geography of Talent », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 92, n° 4 (2002), p. 743.

désir de s'installer dans des régions qui correspondent à leurs aspirations et à leur style de vie. En somme, la théorie de la classe créative s'intéresse plus précisément à la création des conditions – ou à l'établissement des fondements – de la croissance économique.

La théorie de Florida sur le développement économique régional contredit les théories classiques en ce sens que, selon Florida, ce ne sont pas les individus qui suivent les emplois, mais bien les entreprises (en particulier les entreprises de haute technologie) qui s'établissent dans les régions autour desquelles gravitent des personnes créatives. Sa définition de la classe créative est large et comprend une gamme de professionnels tels que les artistes, les architectes, les ingénieurs, les avocats, les scientifiques, les professeurs, les chercheurs, etc. Bref, la classe créative est constituée des travailleurs qui innovent et qui sont à l'origine de nouvelles idées, de nouvelles technologies et de contenus créatifs. Contrairement aux autres classes de travailleurs (tels les cols bleus et les travailleurs du secteur des services), l'atout des travailleurs créatifs réside dans leur capacité à réfléchir et à travailler de façon indépendante. De façon générale, ils possèdent un ensemble de compétences hautement recherchées, ce qui leur donne le loisir de choisir où ils veulent vivre et travailler. Selon Florida, la classe créative est en train d'émerger comme une véritable force dans les économies nord-américaine et européenne.

Florida et ses collègues ont élaboré quatre variables afin de mesurer la performance de villes-régions canadiennes et de déterminer leur classement selon la classe créative. Il s'agit de : l'indice de talent, qui désigne le pourcentage de la population (âgée de 20 ans et plus) ayant au moins un baccalauréat; l'indice bohémien, qui mesure l'emploi lié aux arts et à la création; l'indice de mosaïque ethnique, qui désigne le pourcentage de la population née à l'étranger; et l'indice de pôle technologique, qui reflète le degré de spécialisation d'une ville-région dans les activités à forte composante technologique. Florida établit ensuite des corrélations afin de mesurer la force des relations linéaires entre des paires de variables. En d'autres termes, la méthode qu'il emploie ne permet pas d'établir un lien de cause à effet entre des variables.

Les mesures de l'économie de la création au Canada atlantique

À partir des données du recensement de 2001, nous appliquons les indices de Florida à la région de l'Atlantique et comparons les variables afin de déterminer le degré de corrélation qui existe entre elles, en nous concentrant sur les quatre centres urbains choisis du Canada atlantique (St. John's, Charlottetown, Halifax et Moncton). Des recherches antérieures sur les villes canadiennes se sont penchées exclusivement sur des régions métropolitaines de recensement (RMR). Nous avons élargi le champ de notre étude pour y inclure des agglomérations de recensement (AR), et ce, afin de recueillir des données sur Charlottetown et Moncton. Parce que nous avons un plus large ensemble de villes qui comprend des AR et des RMR, nous disposons d'une meilleure base de comparaison entre les grandes régions métropolitaines et les régions urbaines de petite et moyenne taille. Notre échantillon comprend toutes les RMR (27 en tout) plus 18 AR.

Le classement des villes-régions selon leur classe créative illustre comment les quatre principaux centres urbains du Canada atlantique se comparent à un groupe plus large de 45 RMR et AR du Canada. Le tableau sommaire ci-dessous énumère les 10 premières villes-régions pour chaque indice et donne le classement de St. John's, de Charlottetown, de Halifax et de Moncton. Globalement, les centres urbains de la région de l'Atlantique se sont bien défendus au chapitre de l'indice de talent et de l'indice bohémien. Autrement dit, ils comptaient une proportion relativement élevée de diplômés universitaires et d'artistes professionnels. Halifax a particulièrement bien fait à l'égard de ces deux indices, St. John's et Charlottetown presque aussi bien. Charlottetown, tout comme Guelph, a enregistré des résultats assez surprenants en surpassant plusieurs centres urbains de plus grande taille dans les deux catégories. Quant à Moncton, bien qu'elle se soit classée loin derrière les autres villes du Canada atlantique et la moyenne nationale concernant ces deux indices, elle a bien fait par rapport aux autres AR de taille comparable. Le tableau sommaire révèle aussi que les villes du Canada atlantique ont obtenu des résultats franchement décevants pour ce qui est des indices de mosaïque ethnique et de pôle technologique, ce qui reflète le manque de diversité ethnique et la faible concentration d'activités de haute technologie. Quoi qu'il en soit, cet exercice de classement a démontré que les principales villes du Canada atlantique possèdent un solide bassin de gens créatifs et talentueux sur lesquels asseoir des stratégies de développement économique. Des mesures complémentaires pour attirer et retenir des travailleurs étrangers hautement qualifiés permettraient de solidifier encore les assises économiques de la région.

Classement sommaire des villes selon chacun des indices de la classe créative

Rang selon la population	Rang selon les indices de créativité			
	Talent	Bohémien	Mosaïque ethnique	Pôle technologique
1 Toronto	1 Ottawa-Hull	1 Vancouver	1 Toronto	1 Toronto
2 Montréal	2 Toronto	2 Victoria	2 Vancouver	2 Montréal
3 Vancouver	3 Guelph	3 Toronto	3 Hamilton	3 Ottawa-Hull
4 Ottawa-Hull	4 Calgary	4 Montréal	4 Windsor	4 Vancouver
5 Calgary	5 Halifax	5 Calgary	5 Kitchener	5 Calgary
6 Edmonton	6 Vancouver	6 Ottawa-Hull	6 Abbotsford	6 Edmonton
7 Québec	7 Victoria	7 Halifax	7 Calgary	7 Québec
8 Winnipeg	8 Kingston	8 Winnipeg	8 Guelph	8 Winnipeg
9 Hamilton	9 Saskatoon	9 Charlottetown	9 Victoria	9 Kitchener
10 London	10 Montréal	10 St. John's	10 London	10 Halifax
13 Halifax	12 Charlottetown	33 Moncton	36 Halifax	17 St. John's
19 St. John's	13 St. John's		39 Charlottetown	25 Moncton
29 Moncton	23 Moncton		41 St. John's	30 Charlottetown
45 Charlottetown			42 Moncton	

À partir du classement des villes selon les indices, nous avons établi des corrélations entre les variables étudiées afin de déterminer le degré de corrélation entre les paires de variables. Il importe de souligner que la méthode statistique de la « corrélation » ne permet pas de mettre en évidence un lien de cause à effet entre deux variables, mais seulement l'existence d'un lien et sa force. Le degré de corrélation entre les variables étudiées appliquées au Canada atlantique est le suivant :

- L'indice bohémien est fortement corrélé à l'indice de talent (les villes qui attirent les personnes créatives et les artistes attirent aussi des travailleurs de talent).
- L'indice de talent est fortement corrélé à l'indice de mosaïque ethnique (les villes qui attirent des étrangers attirent aussi des travailleurs de talent).
- L'indice de talent est fortement corrélé à l'indice de pôle technologique (les villes comptant un important effectif dans les technologies comptent aussi des gens de talent).
- Il existe une corrélation moins forte mais tout de même positive entre l'indice bohémien et l'indice de pôle technologique (les villes à forte composante technologique ont aussi de nombreux habitants créatifs).
- Enfin, il existe une forte corrélation positive entre les indices de mosaïque ethnique et de pôle technologique (les villes à forte composante technologique sont aussi des villes cosmopolites).

En combinant la liste des professions de la classe créative de Florida et les catégories de travailleurs du savoir établies par Statistique Canada, nous pouvons circonscrire la classe créative du Canada atlantique et déterminer son poids relatif dans la population active totale. En 2001, la classe créative dans l'ensemble du Canada formait 24,3 % de la population active. Cela correspond grosso modo à l'estimation de Florida, qui établissait à un quart environ la proportion de travailleurs créatifs dans la main-d'œuvre canadienne totale (comparativement à un tiers aux États-Unis). À l'intérieur du Canada atlantique, St. John's, Charlottetown et Halifax affichaient toutes des pourcentages supérieurs à ceux de l'ensemble du Canada. St. John's avait le plus fort pourcentage de créatifs, soit 28,1 % de la main-d'œuvre totale ou 25 400 travailleurs. À Halifax, la classe créative représentait 27,2 % de la main-d'œuvre totale (53 390 travailleurs). Charlottetown venait en troisième place dans la région avec 25,6 % de la main-d'œuvre ou 32 140 travailleurs dans les professions de la classe créative. Moncton, qui dénombrait 22,8 % de travailleurs créatifs parmi sa main-d'œuvre, ce qui est inférieur au pourcentage national, venait au dernier rang. Les principaux centres urbains du Canada atlantique semblent disposer d'un solide bassin de travailleurs qualifiés, très instruits et créatifs. Chaque ville choisie était clairement le chef de file dans sa province à cet égard. Néanmoins, l'appellation « classe créative » est impropre et arbitraire, car on retrouve des gens créatifs et des gens non créatifs dans toutes les professions.

Par exemple, cette classification ne rend pas compte de certains pêcheurs, machinistes ou agriculteurs susceptibles de faire preuve d'innovation et d'une grande créativité.

Possibilités d'action pour le Canada atlantique

Notre analyse révèle que d'importantes disparités économiques séparent la région de l'Atlantique du reste du Canada. Parmi les réalités régionales les plus inquiétantes, mentionnons le vieillissement de la population, l'exode des jeunes, la petitesse du marché du travail, la faible croissance de la productivité et une immigration internationale très modeste. Cependant, les principaux centres urbains du Canada atlantique font mieux que l'ensemble de la région en ce qui concerne la plupart des indicateurs économiques, en plus d'avoir une proportion de travailleurs créatifs supérieure à la moyenne nationale. À la lumière de ce contexte, il semble opportun d'explorer de nouvelles stratégies de développement économique touchant le Canada atlantique en général et ses centres urbains en particulier. Pour tout dire, bon nombre des intervenants du développement économique que nous avons interrogés se sont montrés sceptiques envers la façon de voir de Florida. D'un point de vue pratique, les entreprises qui songent à s'installer au Canada atlantique recherchent d'abord et avant tout des travailleurs qualifiés, des taux d'imposition concurrentiels et des infrastructures de base répondant à leurs besoins. Certains répondants ont cependant suggéré que les centres urbains de l'Atlantique devraient faire davantage pour mettre en valeur les avantages des villes périphériques de taille moyenne dans le but d'attirer de jeunes travailleurs qualifiés dans la région. Mais pour bâtir des économies solides, il sera nécessaire que les centres urbains du Canada atlantique créent des perspectives d'emplois significatifs et bien rémunérés.

Si attrayante puisse paraître la théorie de la classe créative sur papier, ce n'est pas une panacée. Les principaux reproches que nous faisons à la théorie de la classe créative ont trait à la taille des villes et à la méthode utilisée par Florida. En effet, Florida a clairement conçu sa théorie en ayant en tête de grandes régions métropolitaines, et certains de ses indices de créativité sont manifestement biaisés en pénalisant les villes de petite et moyenne taille par rapport aux grands centres urbains (en particulier l'indice de pôle technologique). Quoi qu'il en soit, certains éléments de son message s'avèrent tout de même relativement pertinents pour les principaux centres urbains du Canada atlantique. Bien que la réalité des petites et moyennes villes comme celles du Canada atlantique ne colle pas tout à fait à la théorie de Florida, nous avons pu montrer que les centres urbains du Canada atlantique possèdent au moins deux des grandes qualités décrites dans le modèle de Florida, à savoir un pourcentage élevé de diplômés universitaires et une forte concentration de travailleurs créatifs (artistes). Il ne fait aucun doute que cet effectif est un important atout que peuvent exploiter les stratégies urbaines.

Le Canada atlantique semble occuper une position idéale pour mettre en œuvre certains éléments des politiques prescrites par Florida. Le style de vie dans la région, le rythme de vie détendu, les plages, les parcs et les coûts de logement abordables devraient plaire aux gens créatifs. Bref, on

pourrait croire que la région a tout ce qu'il faut pour devenir un laboratoire de développement économique comme l'entend Florida. Néanmoins, ce qui fait contrepoids aux forces de la région, c'est que les activités de haute technologie, de recherche et d'innovation du Canada atlantique, qui sont au cœur de la théorie de Florida, ne comptent que pour une petite portion de la production nationale à ce chapitre.

Les gouvernements peuvent adopter de nombreuses mesures dans le sens des politiques prescrites par Florida. Il existe toutefois déjà de nombreuses initiatives gouvernementales qui cadrent avec la vision du monde de Florida. Diverses initiatives mises en œuvre par les gouvernements tant fédéral que provinciaux correspondent bien aux idées de Florida. Les efforts visant à promouvoir la région de l'Atlantique auprès des néo-Canadiens, la décision du gouvernement du Nouveau-Brunswick d'introduire des incitatifs fiscaux afin d'encourager les étudiants universitaires internationaux à demeurer dans la province après l'obtention de leur diplôme et les efforts particuliers de R-D déployés par les quatre gouvernements provinciaux vont tous dans le sens du programme de Florida.

Il est peu probable que Florida ou qui que ce soit réussisse à transformer l'économie du Canada atlantique à court terme. Il faudra du temps et un engagement soutenu de la part de tous les principaux acteurs économiques, tant les gouvernements que les universités et le secteur privé. Les défis économiques que la région doit relever sont de portée considérable. Ils sont aussi bien connus : le manque de néo-Canadiens, une population urbaine relativement faible, un secteur privé qui n'investit pas assez dans la R-D et l'innovation, et ainsi de suite. Les solutions? Florida évoque plusieurs possibilités. Elles comprennent la promotion du développement urbain, ce qui pourrait se traduire notamment par une importance accrue accordée au corridor Halifax-Moncton et à St. John's. Florida insiste sur l'importance du rôle que les universités peuvent jouer dans la promotion du développement économique, spécialement par l'entremise de leurs activités de recherche.

Les gouvernements fédéral et provinciaux devront aussi se montrer créatifs dans l'élaboration de politiques publiques afin de rehausser l'attrait de la qualité du lieu de façon à garder et à attirer les gens dans la région. L'industrie culturelle et artistique, les musées et les installations récréatives sont tous des éléments importants des infrastructures régionales qui cherchent à attirer les meilleurs individus et les plus brillants esprits créatifs. La stratégie régionale de développement économique n'y attachait pas une grande importance par le passé, mais elle devrait le faire à l'avenir. Les infrastructures, les transports et les ressources naturelles continueront d'être importants, car la géographie et l'emplacement ont encore une incidence sur le développement économique au Canada atlantique. Après tout, une politique judicieuse de développement économique doit bâtir sur les forces et les avantages. Néanmoins, la région doit prendre au sérieux l'opinion de Florida selon laquelle le capital humain sera dans l'avenir un facteur clé de réussite. Étant donné que les travailleurs peuvent se déplacer d'un endroit à un autre, les régions ont intérêt à améliorer leur qualité de vie afin d'attirer les personnes de talent et de les retenir. L'attitude à préconiser consiste à prendre soin des travailleurs hautement qualifiés et à les garder dans la

région. Les gouvernements devraient s'efforcer de rendre le climat propice aux personnes autant qu'aux affaires. Ils devraient mettre en œuvre une stratégie axée sur le capital humain qui cible des moyens d'attirer et de retenir les personnes talentueuses par l'entremise de l'éducation, de la formation et de l'immigration.

Les régions urbaines choisies du Canada atlantique sont des chefs de file au chapitre de l'emploi et de la croissance économique et elles jouent déjà un rôle central dans la croissance des économies provinciales et régionale. La région de l'Atlantique doit s'interroger sur le rôle du gouvernement fédéral dans le développement urbain de la région. Il va sans dire que les besoins des centres urbains de l'Atlantique en matière de développement économique ne sont pas les mêmes que ceux de Toronto. St. John's, Charlottetown, Halifax, Moncton et d'autres villes de la région auront besoin d'aide pour améliorer leurs infrastructures, développer leurs marchés et former de nouveaux partenariats. Nos villes n'ont pas les mêmes moyens de planification que Toronto ou Ottawa. Les gouvernements de nos provinces, petits comparativement aux gouvernements du Québec et de l'Ontario, ne sont certainement pas en mesure d'offrir aux municipalités la même aide à la planification. Ce n'est qu'une autre raison pour laquelle les quatre provinces de l'Atlantique doivent nouer des liens étroits de collaboration afin de promouvoir le développement de leurs villes. Mais cela ne suffira pas. Le gouvernement fédéral peut faire beaucoup pour favoriser le développement de nos villes par l'entremise de ses programmes, mais aussi par son influence auprès des provinces. Dans le passé, le gouvernement fédéral a souvent été en quelque sorte l'artisan de la coopération régionale dans le tourisme et le commerce. Il devrait en aller de même pour le développement urbain.

Le programme de politiques publiques touchant la région pourrait comprendre de nombreux aspects qui vont du développement urbain aux moyens de promouvoir la recherche et développement dans le secteur privé, en passant par le développement des infrastructures, la promotion du commerce, une réforme fiscale, les défis et le développement des régions rurales, le rôle des universités, les moyens de promouvoir le développement économique axé sur l'innovation, le resserrement de la coopération régionale, et ainsi de suite. En fait, la liste est beaucoup trop longue, et la situation commande un renforcement des priorités et de la coopération. Celui-ci ne se produira pas en vase clos ou simplement parce qu'il devrait avoir lieu. Il se produira uniquement si des citoyens engagés du Canada atlantique provenant des quatre coins de la région et de divers secteurs économiques s'unissent pour qu'il se réalise.

Si les opinions de Florida sur la croissance économique peuvent sembler convaincantes, ses arguments demeurent hautement hypothétiques et sa méthode prête largement le flanc à la critique. Un peu comme certaines théories économiques qui l'ont précédée, la théorie de la classe créative n'est pas une panacée pour le Canada atlantique. On ne peut recommander de mesures fondées sur la force de relations linéaires à partir des travaux de Florida, mais il est possible d'en retirer plusieurs indications précieuses. Ainsi, la nouvelle économie est différente de l'ancienne et tend à favoriser le capital humain plutôt que les ressources naturelles et les régions urbaines plutôt que les régions rurales. De plus, elle est très concurrentielle et elle est dirigée par le secteur privé.

Si les collectivités, les entreprises privées et les universités de quatre petites provinces essaient de s'y tailler une place par leurs propres moyens, elles n'y parviendront pas. Le Canada atlantique a besoin d'un forum où tous les principaux acteurs économiques peuvent se rencontrer pour comparer leurs notes, faire du réseautage et planifier la voie du développement économique. Voilà l'élément le plus important du programme d'action, et le gouvernement fédéral peut jouer un rôle de premier plan à cet égard.

Introduction

Même si elles sont de compétence provinciale, les villes ont reçu beaucoup d'attention dans la sphère politique fédérale, au point que « bâtir des villes concurrentielles » est devenu une espèce de leitmotiv économique tant pour les dirigeants politiques que pour les décideurs. Les centres urbains du Canada ont figuré de façon sporadique parmi les priorités du gouvernement fédéral au cours des dernières décennies¹. Le plus récent renouvellement de l'engagement du gouvernement fédéral en faveur d'un programme urbain s'est manifesté par la création du Groupe de travail sur les questions urbaines en 2001. Le rapport final du Groupe, qui a été rendu public en novembre 2002, a clairement mis en évidence les objectifs du gouvernement : renforcer les centres urbains du Canada de façon qu'ils puissent maintenir leur compétitivité, attirer les investissements et contribuer au développement de leurs régions respectives². Le rapport s'est concentré sur des questions dans lesquelles le gouvernement peut intervenir, tels la pénurie de logements abordables, les réseaux de transport inadéquats et la détérioration des infrastructures, et il a suscité de nombreuses discussions entourant un « nouveau pacte » pour les villes canadiennes. Cependant, le programme urbain du gouvernement fédéral omet de s'attaquer directement aux questions liées au développement économique. Il fait valoir l'importance d'investir dans les infrastructures afin de soutenir la croissance dans les zones urbaines, mais il passe sous silence la nécessité d'investir dans les villes qui désirent amorcer le processus de croissance. Pour cette raison, entre autres, des critiques ont allégué que les recommandations du Groupe de travail sont beaucoup plus importantes pour les grandes régions métropolitaines³. Qu'en est-il des centres urbains de plus petite taille comme ceux du Canada atlantique? Les régions urbaines de petite et moyenne taille n'ont pas autant retenu l'attention que les grandes régions métropolitaines.

Le Canada est une nation largement urbanisée; 80 % de sa population vit en milieu urbain et près du tiers vit dans l'une des trois principales régions métropolitaines (Toronto, Montréal et Vancouver). On observe toutefois un paysage démographique fort différent quand on adopte une perspective régionale. Selon le recensement de 2001, seulement 54 % de la population du Canada atlantique résidait en milieu urbain. Il faut noter que les centres urbains de la région de l'Atlantique n'ont ni le poids démographique, ni l'influence économique ou politique des principaux centres urbains du pays. En fait, la population totale des quatre provinces de l'Atlantique (environ 2,3 millions d'habitants) est moins élevée que celle des régions métropolitaines de Toronto et de Montréal, et à peine plus élevée que celle de Vancouver. Cela dit, la proportion de résidents du Canada atlantique vivant en milieu urbain a continué de s'accroître légèrement de 1991 à 2001,

¹ Le gouvernement fédéral a créé le département d'État chargé des affaires urbaines en 1971 dans un effort visant à élaborer une politique à l'égard des centres urbains du Canada, mais celui-ci a été aboli en 1979.

² Groupe de travail du Premier ministre sur les questions urbaines, *La stratégie urbaine du Canada : un cadre d'action*, Ottawa, Groupe de travail de Premier ministre sur les questions urbaines, novembre 2002.

³ J.M. Wolfe, « A National Urban Policy for Canada? Prospects and Challenges », *Revue canadienne de recherche urbaine = Canadian Journal of Urban Research*, vol. 12, n° 1 (2003), p. 11.

après avoir connu une tendance générale à l'urbanisation⁴. Cela confirme la nécessité d'appréhender les régions urbaines dans une perspective de politiques publiques.

Les centres urbains, vers lesquels convergent les gens et les emplois, sont souvent décrits comme des moteurs de la croissance économique. L'avènement de la mondialisation et le virage vers une économie axée sur le savoir ont eu un impact retentissant sur la distribution spatiale de l'activité économique, et ces circonstances ont eu pour effet de renforcer le rôle des villes. Au Canada atlantique, les agglomérations urbaines seront appelées à jouer un rôle encore plus grand afin que la région s'adapte aux exigences de la nouvelle économie et qu'elle puisse rivaliser avec le reste du pays. Selon une analyse récente, « si le Canada atlantique veut réussir, il doit diriger son attention vers certains paramètres nouveaux de croissance, tels que le renforcement de la capacité des grands centres urbains de fournir une base aux emplois de haute qualité associés à l'économie de la croissance [...] »⁵.

La dynamique rurale-urbaine est un sujet à la fois complexe et délicat. Est-ce qu'un type de régions devrait prospérer au détriment des autres régions? L'attention accordée récemment au renforcement des régions urbaines incite à se demander si les régions rurales continueront d'avoir une importance au 21^e siècle. Le présent rapport ne cherchera certainement pas à diminuer l'importance que les collectivités rurales soient vibrantes, mais il mettra l'accent sur les avantages de la présence de centres urbains forts et viables au Canada atlantique. En fin de compte, les régions rurales et urbaines devraient être considérées comme interreliées et interdépendantes de telle façon que la croissance des régions urbaines ne restreint en rien les opportunités des collectivités rurales. Dans un article récent, J. Simmons et L.S. Bourne imaginent pour le Canada un système urbain où « les gagnants [...] seront les centres urbains et leur arrière-pays immédiat (ou zone d'influence) qui sont plus grands, qui sont branchés sur l'économie continentale et mondiale, qui sont la destination de flux d'immigration, qui comptent une population jeune et diversifiée, qui sont situés à proximité de certains attraits de l'environnement et qui ont un accès raisonnable à des biens et services publics de premier ordre »⁶. Le raisonnement de Simmons et Bourne est très répandu dans les cercles universitaires comme dans les milieux politiques, et il vaut non seulement pour le Canada mais aussi pour la plupart des régions du monde industrialisé. Les centres urbains, pour lesquels les relations économiques régionales ou nationales étaient autrefois le centre d'attention et la source de prospérité, font maintenant partie de réseaux mondiaux complexes. Des forces macro-économiques sont en train de redessiner l'organisation de l'espace économique et les modèles d'établissements humains, et le Canada atlantique n'y échappe pas.

⁴ En 1991, 51 % de la population du Canada atlantique vivait dans les régions urbaines, comparativement à 54 % en 2001.

⁵ Conseil économique des provinces de l'Atlantique (CEPA), *Un agenda pour la croissance et la prospérité au Canada atlantique*, Halifax, CEPA, 2004, p. 17.

⁶ J. Simmons et L.S. Bourne, « New fault lines? Recent trends in the Canadian urban system and their implications for planning and public policy », *Revue canadienne de recherche urbaine = Canadian Journal of Urban Research*, vol. 12, n° 1 (2003), p. 23 (traduction libre).

Les réalités qu'ont entraînées la nouvelle économie et l'intégration mondiale et continentale font en sorte que le développement économique des régions est plus que jamais lié à leur capacité d'innovation et à leur créativité. Dans son livre novateur *The Rise of the Creative Class*⁷, le chercheur américain Richard Florida soutient que la créativité et la diversité sont la base de la croissance économique et qu'elles constituent un avantage concurrentiel dans le contexte économique que nous connaissons. La théorie de Florida sur la classe créative a influencé bon nombre de dirigeants politiques et de décideurs en Amérique du Nord, en Europe et en Océanie. Cela dit, son ouvrage est loin de faire l'unanimité, ses détracteurs étant probablement aussi nombreux que ses partisans. La théorie de la classe créative est essentiellement une théorie du développement urbain élaborée à partir du laboratoire de recherche initial de Florida, en l'occurrence de grandes régions métropolitaines des États-Unis. Il s'agit également d'une théorie de l'économie du savoir selon laquelle la qualité du lieu est importante. Ce sont en particulier les arts et la culture, le style de vie et les activités récréatives qui améliorent la qualité d'un lieu.

À la lumière du contexte socioéconomique actuel, il sera nécessaire d'adopter de nouvelles stratégies afin d'orienter le développement économique futur du Canada atlantique et de ses régions urbaines. La théorie de la classe créative est-elle valable pour les centres urbains de petite et moyenne taille? Dans l'affirmative, un certain nombre de questions de politiques se posent. Mais ce qui est plus important encore, est-elle valable pour les centres urbains du Canada atlantique? Les politiques et les programmes économiques devraient-ils viser particulièrement à attirer du capital humain plutôt que des entreprises privées? La qualité de vie et la présence d'une main-d'œuvre créative favorisent-elles le développement économique? Comment les centres urbains du Canada atlantique peuvent-ils renforcer leur compétitivité sur les scènes nationale et internationale? Le présent rapport tente de répondre à ces questions.

Dans la présente étude, nous examinons l'approche de Florida et tâchons de déterminer dans quelle mesure sa théorie s'applique à quatre principaux centres urbains du Canada atlantique : St. John's, Charlottetown, Halifax et Moncton⁸. Nous avons délibérément choisi un centre urbain pour chaque province de l'Atlantique et nous posons que chacun est au cœur de la croissance économique de sa province. Nous n'avons pas l'intention d'exclure d'autres centres urbains de la région. Les recommandations de politiques que nous formulons dans ce rapport présenteront de l'intérêt pour toutes les régions urbaines du Canada atlantique. Plus particulièrement, l'étude poursuit trois grands objectifs. Le premier consiste à situer les tendances démographiques et économiques observées dans les centres urbains du Canada atlantique par rapport aux tendances correspondantes à l'échelle régionale et nationale. Le deuxième est d'établir le profil des travailleurs créatifs dans les principaux centres urbains du Canada atlantique et d'évaluer la théorie de Florida – ses limites et les perspectives qu'elle permet d'ouvrir. Le troisième objectif et le plus

⁷ Richard Florida, *The Rise of the Creative Class, And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, Basic Books, 2002.

⁸ Les centres urbains incluent les municipalités adjacentes situées autour du noyau urbain.

important est de formuler des recommandations de politiques relatives au développement économique du Canada atlantique en général et des centres urbains de la région en particulier.

L'analyse de données statistiques quantitatives provenant principalement de Statistique Canada s'accompagne d'information qualitative recueillie lors d'entrevues menées auprès de 26 agents de développement local et régional, intervenants municipaux et des représentants du milieu artistique et culturel qui contribuent à la qualité du lieu. Ce rapport comprend cinq sections. La première passe en revue les concepts sur lesquels s'appuie cette étude. Outre les principes fondamentaux de la théorie de la classe créative, nous tentons de mettre en lumière le rôle de la culture et de la qualité du lieu à l'égard du développement économique. La section 2 présente un aperçu de l'économie du Canada atlantique en accordant une attention particulière à ses principaux centres urbains selon la perspective de la dynamique des populations et de la structure de la main-d'œuvre et de l'emploi. Cette section met en rapport le développement de la région de l'Atlantique avec les moyennes nationales, et le développement des centres urbains du Canada atlantique avec les moyennes provinciales et régionales. La troisième section mesure l'économie créative dans les principaux centres urbains du Canada atlantique en se fondant sur les indices élaborés par Richard Florida, et elle établit les corrélations entre des variables telles que la diversité, les travailleurs créatifs et instruits, la concentration d'activités de haute technologie et les revenus moyens. La quatrième section donne la voix aux agents de développement local et régional, aux intervenants municipaux et aux représentants du milieu des arts et de la culture en faisant ressortir les résultats de nos entrevues. Les personnes interrogées ont été invitées à commenter, entre autres questions, l'approche de la classe créative et les moyens de rendre les centres urbains du Canada atlantique concurrentiels. Enfin, la dernière section est consacrée aux recommandations de politiques à l'égard des centres urbains de la région.

I

La créativité en tant que moteur de la croissance dans les centres urbains

Une nouvelle théorie de la croissance : la théorie de Richard Florida sur la classe créative

Le langage du développement économique est en constante évolution et s'enrichit régulièrement de nouveaux concepts. L'un des plus récents d'entre eux est l'économie de la création. En effet, une nouvelle vague de chercheurs suggèrent que nous sommes en train de passer d'une économie industrielle et plus conventionnelle à une économie de la création. J. Howkins écrit que « la créativité n'est pas un phénomène nouveau, pas plus que la science économique, mais ce qui est nouveau, c'est la nature et l'étendue de la relation qui existe entre elles et la façon dont elles se marient pour créer une valeur extraordinaire et la richesse⁹ ». La créativité est souvent considérée comme une notion abstraite, mais on peut la définir simplement comme étant la capacité de créer quelque chose de nouveau¹⁰, qu'il s'agisse d'idées, de produits, de services ou de procédés. La créativité s'exerce dans tout un éventail d'activités qui reposent sur l'innovation et la recherche et développement (R-D) dans divers domaines tels que les sciences naturelles, le génie, l'informatique, les communications, la finance et la santé. De nos jours, on loue la créativité comme un tremplin de l'innovation et un catalyseur de croissance économique. En deux mots, la théorie de Florida se résume comme suit : les régions urbaines prospères sont celles qui savent attirer les personnes créatives et les gens de talent. Dans l'avenir, le succès d'une ville ou d'une région dépendra de ses capacités intellectuelles et de ses capacités créatrices.

Richard Florida a largement contribué à cette nouvelle vague. Sa théorie sur le rôle de la créativité et de la diversité dans la croissance économique exposée dans *The Rise of the Creative Class* fournit matière à réflexion sur l'avenir des centres urbains dans la nouvelle économie. S'appuyant sur des concepts tels que l'économie de la création et la classe créative, Florida allègue que la créativité et la diversité sont les fondements de la croissance économique régionale et que ces deux éléments constituent un avantage concurrentiel dans le contexte de la nouvelle économie. Sa théorie peut se résumer ainsi : une ville-région qui encourage la créativité et la diversité et qui offre une bonne qualité de vie attirera des personnes de talent – des membres de la classe créative – et des entreprises innovatrices. Par conséquent, la présence d'une classe créative et de ses talents devient une variable intermédiaire importante en vue d'attirer des industries de haute technologie

⁹ J. Howkins, *The Creative Economy: How People Make Money from Ideas*, Londres, Allen Lane/Penguin Press, 2001, p. viii (traduction libre). Howkins indique que l'économie de la création a connu une expansion très rapide. Son taux de croissance dans les pays de l'OCDE au cours de années 1990 a été deux fois supérieur à celui de l'ensemble des industries de services et quatre fois supérieur à celui de l'ensemble du secteur manufacturier (p. xvi).

¹⁰ *Ibid.*, p. ix.

et de générer des revenus régionaux plus élevés¹¹. Les travailleurs créatifs sont extrêmement mobiles et polyvalents, et ils ont à la fois la possibilité et le désir de s'installer dans des régions qui correspondent à leurs aspirations et à leur style de vie.

La théorie de Florida sur le développement économique régional contredit les théories classiques en ce sens que, selon Florida, ce ne sont pas les individus qui suivent les emplois, mais bien les entreprises (en particulier les entreprises de haute technologie) qui s'établissent dans les régions autour desquelles gravitent des personnes créatives. Sa définition de la classe créative est large et comprend une gamme de professionnels tels que les artistes, les architectes, les ingénieurs, les avocats, les scientifiques, les professeurs, les chercheurs, etc. Bref, la classe créative est constituée des travailleurs qui innovent et qui sont à l'origine de nouvelles idées, de nouvelles technologies et de contenus créatifs. Contrairement aux autres classes de travailleurs (tels les cols bleus et les travailleurs du secteur des services), l'atout des travailleurs créatifs réside dans leur capacité à réfléchir et à travailler de façon indépendante. De plus, on les décrit comme étant un groupe très mobile. De façon générale, ils possèdent un ensemble de compétences hautement recherchées, ce qui leur donne le loisir de choisir où ils veulent vivre et travailler. Selon Florida, la classe créative est en train d'émerger comme une véritable force dans les économies nord-américaine et européenne. D'après les données du recensement de 2001, ce groupe de travailleurs représente environ le quart de la main-d'œuvre totale du Canada, comparativement à un tiers aux États-Unis.

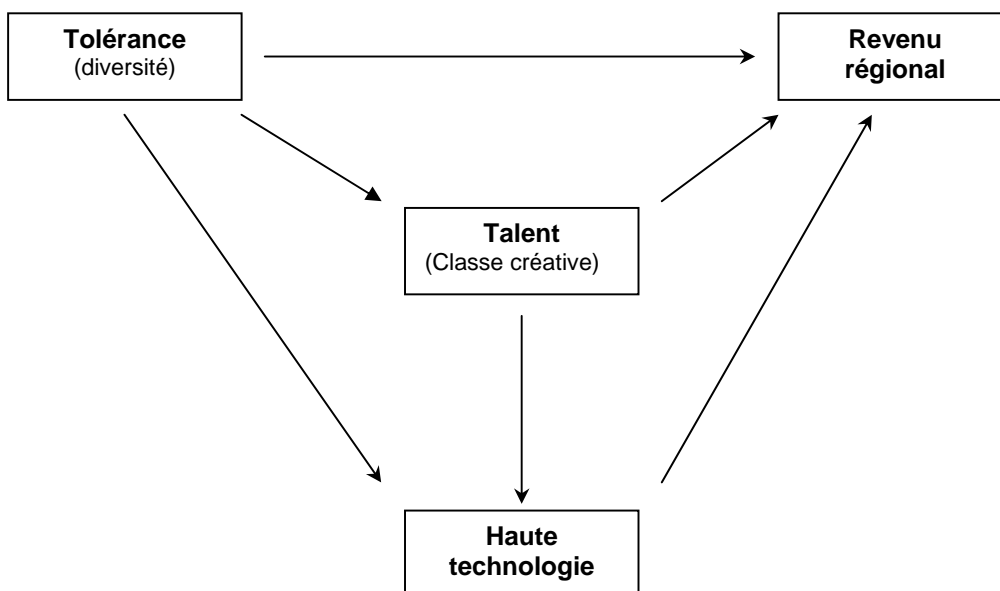
D'après l'hypothèse de Florida, l'innovation et la croissance économique dans une ville-région sont directement proportionnelles au degré d'ouverture de celle-ci à la créativité et à la diversité. Sa théorie se fonde sur ce qu'il appelle les « trois T » du développement économique, soit le talent (le pourcentage de la population qui détient un diplôme universitaire), la tolérance (le pourcentage de la population qui est née à l'extérieur du Canada) et la technologie (le pourcentage des emplois qui se situent dans le secteur de la haute technologie). Selon Florida, ces trois éléments sont essentiels pour attirer les personnes créatives, susciter l'innovation et favoriser la croissance régionale. La dynamique de ces relations est présentée à la figure 1, qui illustre l'effet des trois T sur le revenu régional. Florida suggère essentiellement que le succès des efforts de développement économique dans une région donnée dépend dans une large mesure du rapport entre ces trois éléments. Les trois T aident à expliquer comment se produit le développement d'une région et déterminer les facteurs qui ont une incidence sur la croissance. Florida et ses collègues canadiens ont élaboré les variables suivantes afin de mesurer la performance des régions canadiennes¹² :

¹¹ R. Florida, « The Economic Geography of Talent », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 92, n° 4 (2002), p. 743.

¹² À l'origine, les variables utilisées par Florida ont été conçues pour l'étude de régions américaines. Des mesures comparables pour le Canada ont été établies pour la première fois dans M. Gertler *et al.*, *Competing on Creativity: Placing Ontario's Cities in North American Context*, rapport produit pour le ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation de l'Ontario et l'Institute for Competitiveness and Prosperity, 2002, p. 3-4. Nous expliquerons plus en détail les sources de ces mesures et leurs méthodes de calcul dans la section 3.

- l'indice de talent : une mesure du capital humain fondée sur le pourcentage de la population qui détient au moins un baccalauréat;
- l'indice bohémien : une mesure de la population active occupée qui travaille dans le domaine des arts et de la culture;
- l'indice de mosaïque ethnique : une mesure de la concentration de la population née à l'étranger;
- l'indice de pôle technologique : une mesure des emplois de haute technologie.

Figure 1
Structure de la relation entre la technologie, la tolérance et le talent



Source : R. Florida, « The Economic Geography of Talent », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 92, n° 4 (2002), p. 745 (traduction libre).

Les économistes reconnaissent depuis longtemps le rôle important que la technologie et le capital humain jouent dans l'essor économique des régions. La technologie et le capital humain sont vus comme des facteurs de production de base, un peu comme les matières premières. Dans cet esprit, toutes les régions sont pourvues de technologie et de créativité, mais à des degrés divers. En général, l'innovation et la croissance économique tendent à se manifester dans les régions qui

présentent une plus forte concentration d'activités de haute technologie et de talent créateur. En revanche, la technologie et le talent, contrairement aux facteurs de production traditionnels, sont des ressources extrêmement mobiles qui sont en mesure de privilégier une région plutôt qu'une autre. Là où la théorie de Florida se révèle originale, c'est qu'elle introduit une nouvelle variable, soit la tolérance, dans l'équation de la croissance économique régionale. La tolérance, qui se définit comme l'ouverture à la diversité (immigrants, artistes, gais et lesbiennes, etc.), aide à mobiliser le talent et la technologie. À l'aide de corrélations, l'étude de Florida révèle que les villes-régions qui présentent un degré de tolérance élevé sont plus susceptibles d'attirer et de conserver des activités de haute technologie et un bassin de travailleurs créatifs¹³.

Florida avance que nous entrons dans une nouvelle ère économique dans laquelle créativité et diversité sont les moteurs du développement. Dans son étude, il insiste sur le fait que les membres de la classe créative sont attirés par des régions urbaines riches en activités culturelles et artistiques et dans lesquelles la population est variée (origine ethnique, orientation sexuelle, etc.). Les membres de la classe créative choisissent généralement un endroit qui correspond à leur style de vie et qui reflète leurs intérêts. En fait, la « qualité du lieu » est devenu un facteur déterminant dans le choix du milieu de vie des créatifs. Ceux-ci recherchent une scène artistique et culturelle dynamique, des infrastructures récréatives extérieures (pistes cyclables et de randonnée), des bars et des restaurants de tous genres, des spectacles, et ainsi de suite¹⁴. Les entreprises de haute technologie, pour leur part, sont attirées par les villes-régions autour desquelles gravitent des travailleurs hautement qualifiés et doués.

Florida n'endosse pas la thèse selon laquelle la concentration d'artistes dans une région géographique donnée conduira à la croissance de l'économie régionale; il soutient plutôt que leur présence en grand nombre est un indicateur de l'existence d'une culture sous-jacente propice à la créativité. La croissance économique deviendra alors un produit de la classe créative, et les villes-régions qui savent attirer et exploiter le talent obtiendront de meilleurs résultats. Une étude récente révèle également que le taux d'entrepreneuriat est fortement lié la présence d'un environnement créatif. Florida et ses collaborateurs démontrent une forte corrélation entre le démarrage d'entreprises et la concentration de talent créateur. De plus, ils font voir que la concentration de capital humain encourage l'esprit d'entreprise¹⁵.

Nombreux sont les économistes et les décideurs qui partagent le point de vue voulant que la créativité engendre l'innovation et entraîne des changements technologiques. Par exemple, l'économie de la création fait l'objet d'une vaste initiative en Nouvelle-Angleterre. À l'instigation de

¹³ Il faut rappeler que les corrélations n'expriment pas un lien de causalité. R. Florida, « The Great Creative Class Debate: Revenge of the Squelchers », *The Next American City*, n° 5 (2004), sur Internet : http://www.americancity.org/article.php?id_article=39.

¹⁴ R. Florida, *Competing in the Age of Talent: Quality of Place and the New Economy*, rapport préparé pour la fondation R.K. Mellon, Heinz Endowments et Sustainable Pittsburg, Pittsburg, 2000, p. 44.

¹⁵ S.Y. Lee, R. Florida et Z.J. Acs, « Creativity and Entrepreneurship: A Regional Analysis of New Firm Formation », *Regional Studies*, vol. 38, n° 8 (2004), p. 879-891.

représentants des secteurs public et privé, du milieu artistique et du monde universitaire, cette stratégie régionale situe l'économie de la création au cœur des efforts de développement économique en Nouvelle-Angleterre¹⁶. En fait, la recherche de Florida a influencé de nombreux dirigeants municipaux en Amérique du Nord ainsi qu'en Europe et elle a eu une action déterminante sur diverses stratégies de développement économique local et régional. Toronto, Montréal, Kingston, Winnipeg et Halifax sont parmi les municipalités canadiennes qui ont déjà emboîté le pas au mouvement de la classe créative. Le concept de ville créative est attrayant pour les universitaires et les décideurs qui estiment que la créativité mène à la formation d'environnements innovateurs, lesquels engendrent par la suite la prospérité économique. Il a même donné lieu à l'établissement d'un organisme pancanadien appelé le Réseau des villes créatives. Il s'agit d'un forum où les intervenants municipaux de partout au Canada se rencontrent dans un effort visant à amener la dimension culturelle au premier plan des efforts de développement économique et social.

En novembre 2002, Florida et trois de ses collègues ont préparé l'étude *Competing on Creativity: Placing Ontario's Cities in North American Context* pour le compte du ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation de l'Ontario et de l'Institute for Competitiveness and Prosperity. Le titre du rapport est quelque peu trompeur, car l'analyse de l'équipe de recherche nous éclaire sur la situation de toutes les grandes villes-régions du Canada, pas seulement celles de l'Ontario. S'appuyant sur les données du recensement de 1996, le rapport a démontré que les régions métropolitaines du Canada qui étaient des terrains fertiles pour les arts et l'immigration étaient également des terrains fertiles pour l'industrie axée sur les technologies. Les chercheurs ont expliqué que ces villes-régions « semblent attirer et galvaniser les personnes qui sont cruciales pour la réussite économique : les travailleurs créatifs, les ingénieurs et les scientifiques qui élaborent de nouveaux produits et procédés industriels, et les gens d'affaires créatifs, les financiers et autres travailleurs qui jouent un rôle de chefs de file dans la création de nouvelles entreprises et l'amélioration des entreprises existantes¹⁷ ».

D'autres ont tendance à se montrer plus cyniques envers une telle approche, en particulier dans le cas de régions défavorisées sur le plan socioéconomique – catégorie à laquelle la région de l'Atlantique appartient sans doute. Jugeant cette approche davantage utopique que pratique, une auteure écrit : « [...] est-il sage qu'une région défavorisée au plan de l'emploi centre ses efforts sur des stratégies axées sur les commodités qui attirent les travailleurs du savoir, au détriment de la création d'emplois? [...] Une stratégie de développement économique qui s'intéresse uniquement à l'amélioration des commodités rappelle les stratégies axées sur les parcs commerciaux des années 1970 et 1980, qui ont donné naissance au vieil adage "si nous le construisons, ils viendront"¹⁸. » La question qui découle des écrits de Richard Florida revient à la question classique

¹⁶ New England Council, *The Creative Economy Initiative: The Role of the Arts and Culture in New England's Competitiveness*, Boston, New England Council, 2000.

¹⁷ R. Florida et M. Gertler, « Cities: Talent's Critical Mass », *The Globe and Mail*, 3 janvier 2003 (traduction libre).

¹⁸ B. Donald, « Competitiveness and Quality of Life in City Regions: Compatible Concepts? », Montréal, communication présentée à l'assemblée générale annuelle de l'Association canadienne des géographes, 2001, p. 10 (traduction libre).

de l'œuf ou la poule : est-ce la croissance économique des régions urbaines qui attire les travailleurs créatifs et compétents, ou est-ce la présence de travailleurs créatifs et compétents qui attire la croissance économique des régions urbaines?

Certes, on ne peut s'attendre à ce que le renforcement de la capacité créatrice et l'élimination des obstacles à la diversité guérissent les régions urbaines de tous leurs maux, ni au Canada atlantique ni ailleurs. D'ailleurs, la théorie de la classe créative élaborée par Florida ne fait pas que des adeptes. Divers théoriciens et praticiens du développement économique et du développement urbain ont émis de sérieuses réserves sur sa valeur. Des sceptiques ont qualifié les opinions de Florida de rêveries élitistes ou de soi-disant prophéties. Une observatrice explique qu'au Royaume-Uni divers décideurs ont épousé des stratégies de développement économique qui reposent sur les industries de la création et la classe créative, en accordant peu ou pas d'attention aux particularités de chaque région ou à la composition spécifique de la main-d'œuvre existante : « Toutes les régions poursuivent la même stratégie de développement économique axée sur la culture ou le savoir en dépit des preuves qui montrent que leur capital humain ne peut pas la soutenir, et elles auront du mal, à court et à moyen terme, à attirer ou à garder le genre de travailleurs dont dépendent ces économies¹⁹. » Cela illustre l'argument voulant que les stratégies, les politiques ou les programmes de développement économique ne peuvent être conçus en vase clos. Une stratégie qui s'appuie sur l'approche de la classe créative ou qui s'en inspire ne saurait se dissocier du tissu économique, social ou culturel qui compose les villes. Il serait illusoire de vouloir faire autrement.

Plus près de nous, un rapport commandité par Patrimoine Canadien abonde dans le même sens. Aux yeux de ses auteurs, il semble paradoxal qu'un environnement fortement axé sur la culture soit vu comme un puissant pôle d'attraction pour les travailleurs créatifs alors que la plupart des artistes à qui nous devons ce dynamisme vivent sous le seuil de pauvreté. Il est tout aussi contradictoire de promouvoir la diversité dans nos centres urbains sans consacrer les ressources adéquates (humaines et financières) à l'intégration des immigrants internationaux²⁰. Le même raisonnement pourrait s'appliquer à ceux qui font l'éloge des vertus de l'éducation postsecondaire et de la formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée sans pour autant s'attaquer aux graves problèmes liés à l'endettement des étudiants. Par ailleurs, une stratégie de croissance économique fondée sur la main-d'œuvre créative fait craindre l'élargissement de l'écart entre les travailleurs hautement spécialisés et bien rémunérés et les travailleurs moins spécialisés et à faible revenu. De telles iniquités pourraient mettre en danger le développement rationnel et durable des centres urbains.

Les opinions de Florida laissent peu de gens indifférents. Ses écrits ont provoqué des débats sur la pertinence de la créativité, de la diversité et de la qualité de vie au regard de l'expansion

¹⁹ K. Oakley, « Not So Cool Britannia: The Role of the Creative Industries in Economic Development », *International Journal of Cultural Studies*, vol. 7, n° 1 (2004), p. 73 (traduction libre).

²⁰ B. Donald et D. Morrow, *Competing for Talent: Implications for Social and Cultural Policy in Canadian City-Regions*, Ottawa, Patrimoine canadien, 2003, p. 8-11.

économique de nos centres urbains. Si la créativité fait maintenant partie du vocabulaire courant des urbanistes et des politiciens locaux, on le doit en grande partie à l'habileté avec laquelle Florida met en valeur sa théorie et en fait la promotion. Certains critiques allèguent que la théorie de Florida ne fait que détourner notre attention des « véritables » enjeux et défis auxquels font face les villes nord-américaines, tels l'étalement urbain, le vieillissement des infrastructures, la concurrence intermunicipale, le transfert de responsabilités, le logement et les contraintes financières.

Bien que le concept de ville ou de région créative soit relativement nouveau, il se situe au cœur d'un nombre grandissant de stratégies économiques, même au sein de la région de l'Atlantique. À la fin de 2005, en l'espace de quelques mois, les villes de Halifax et de Moncton ont lancé leurs stratégies respectives de développement économique. Les stratégies font toutes deux référence à la théorie de Florida et à la nécessité de souscrire au moins à certains de ses éléments. De toute évidence, le passage d'une économie aux assises industrielles à une économie axée sur le savoir justifie une approche différente. Deux questions fondamentales ont guidé Florida tout au long de ses recherches. La première est : comment se produit la croissance économique régionale? Et la seconde : qu'est-ce qui dirige cette croissance? Dans les prochaines sections du présent rapport, nous tenterons de voir si les conclusions de Florida – qui sont les prémisses de *The Rise of the Creative Class* – trouvent écho au Canada atlantique et comment.

La culture, la qualité du lieu et le développement économique

La théorie de Florida sur la classe créative est d'abord et avant tout une théorie de développement économique régional et non une théorie de développement culturel. De nombreux représentants et intervenants du secteur culturel ont souscrit aux opinions exprimées par Florida puisque sa théorie fait ressortir l'importance d'un milieu culturel dynamique. Pourtant, Florida et les représentants du milieu culturel mentionnent souvent la créativité, la culture et la qualité du lieu. Le succès populaire de ses recherches universitaires explique en grande partie que des termes tels que « villes créatives » et « économie de la création » sont entrés dans le jargon du développement économique et de l'urbanisme.

Parallèlement aux travaux de Florida, un nombre grandissant de rapports et d'articles ont paru sur la contribution de la culture et de la qualité du lieu au développement économique des centres urbains. Selon un rapport de la National Governors' Association, le secteur culturel aux États-Unis apparaît comme un facteur de la vitalité économique des villes et des centres urbains en raison de son importante contribution directe et indirecte aux économies régionales. Les auteurs soutiennent qu'une vie culturelle dynamique entraîne plusieurs retombées avantageuses. En plus d'y générer des revenus, des emplois et des recettes fiscales, la vitalité culturelle accroît la visibilité d'une ville

ou d'une région urbaine²¹. Une collectivité attrayante et ouverte sur la culture est susceptible d'attirer de nouveaux résidents, des investisseurs et des touristes. Même si la présence d'institutions culturelles ne garantit pas la croissance économique d'une collectivité, des observations récentes laissent entendre que les investissements dans la culture augmentent les chances de succès d'une stratégie de développement économique²².

En 2002, la Canada West Foundation, un organisme de recherche sur les politiques publiques situé à Calgary qui offre ses services dans les provinces de l'Ouest, a publié un document de travail sur les liens entre la culture et la compétitivité économique. Le rapport encourage une approche du développement économique des régions urbaines qui intègre les arts et la culture. « Les arts et la culture peuvent servir d'instrument permettant aux villes de l'Ouest canadien d'améliorer leur qualité de vie et d'accroître la créativité et l'innovation au sein de leur économie. Les arts et la culture peuvent aussi procurer un outil aux villes de l'Ouest canadien afin qu'elles rehaussent leur image, qu'elles attirent des travailleurs qualifiés et qu'elles augmentent leur compétitivité mondiale²³. » Un groupe de chercheurs de l'Université du Minnesota, faisant appel à des analyses statistiques pour appuyer leurs conclusions, font voir l'incidence positive des arts sur la croissance économique régionale dans une étude de cas portant sur Minneapolis et St. Paul, au Minnesota. Des preuves empiriques révèlent que la concentration d'artistes contribue à la croissance de la productivité et du revenu régional, des investissements du secteur privé et de l'innovation²⁴.

En 2004, les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, qui ont pour mission de faire avancer les connaissances et le débat public sur les questions sociales et économiques importantes pour le bien-être des Canadiens et des Canadiennes, ont fait paraître quatre publications sous le thème des villes créatives. Ces rapports débouchent sur les liens entre la créativité et les activités liées à l'économie du savoir. Meric S. Gertler, éminent professeur de l'Université de Toronto, affirme que les villes créatives « jouent un rôle plus important que jamais dans l'amélioration du dynamisme, de la résistance et de la compétitivité générale de notre économie nationale. Elles le font en améliorant la capacité d'innover des travailleurs, des entreprises et autres organismes installés dans nos régions urbaines. Avec le virage largement admis vers une économie du savoir et de l'apprentissage, les villes créatives sont devenues le lieu clé pour créer la valeur économique en soutenant la promotion de l'innovation, de la résistance et

²¹ National Governors' Association (NGA), *The Role of the Arts in Economic Development*, Washington (DC), NGA Center for Best Practices, 2001, p. 1.

²² E. Strom, *Strengthening Communities Through Culture*, Washington (DC), Center for Arts and Culture, 2001, p. 24-25.

²³ J. Azmier, *Culture and Economic Competitiveness: An Emerging Role for Arts in Canada*, Calgary, Canada West Foundation, 2002, p. 9.

²⁴ A. Markusen et D. King, *The Artistic Dividend: The Arts' Hidden Contributions to Regional Development*, Minneapolis, Humphrey Institute of Public Affairs, Université du Minnesota, 2003. Un rapport mis à jour vient corroborer les conclusions de cette étude initiale. Voir A. Markusen, G. Schrock et M. Cameron, *The Artistic Dividend Revisited*, Minneapolis, Humphrey Institute of Public Affairs, Université du Minnesota, 2004.

de la qualité²⁵. » La série d'études des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques a certainement aidé à mettre l'accent sur l'extraordinaire potentiel offert par l'exploitation de la créativité. Par le fait même, elle a aussi mis en lumière le manque de conscientisation et de compréhension du grand public et des principaux paliers de gouvernement quant au véritable potentiel qu'offre l'exploitation de la créativité des collectivités canadiennes.

Les produits culturels sont porteurs d'effets positifs sur la société dans son ensemble. Selon le concept économique d'externalité positive, les activités culturelles génèrent des retombées qui à la fois maximisent le bien-être national et produisent des avantages économiques pour l'ensemble du pays. Jeff Dayton-Johnson, ancien professeur d'économie à l'Université Dalhousie, déclare même que les retombées d'un secteur culturel vigoureux ont des répercussions sociales et économiques sur toute la société²⁶. L'intérêt que les décideurs politiques et la société en général portent aux arts et à la culture s'est grandement accru au cours de la dernière décennie. La plupart d'entre eux reconnaissent que la culture contribue à la qualité de vie et à l'économie. De nos jours, le secteur culturel et les industries axées sur la création participent pleinement à la nouvelle économie, et on ne peut plus les considérer comme marginaux. Ils tirent le meilleur profit de la créativité, de l'innovation, du savoir et des nouvelles technologies. En outre, les industries axées sur la création « constituent une partie de l'infrastructure nécessaire dans une région moderne, contribuant ainsi à attirer et à garder les investisseurs, les travailleurs qualifiés et les étudiants [et] peuvent contribuer à créer un intérêt à l'égard de la région, augmentant l'intérêt collectif pour la région, tant sur le plan national qu'international²⁷ ».

Après avoir passé en revue certains des fondements théoriques et conceptuels de l'économie de la création et de la classe créative, nous allons maintenant porter notre attention sur des données contextuelles qui nous permettent de comparer la situation démographique et économique des centres urbains choisis du Canada atlantique à celle de l'ensemble de la région et à la moyenne nationale. La section qui suit illustre la croissance et la performance qu'ont connues les villes de St. John's, Charlottetown, Halifax et Moncton au cours des années. Elle cherche aussi à voir dans quelle mesure ces villes ont été au cœur de la croissance économique et démographique dans leur province et l'ensemble de la région.

²⁵ M. Gertler, *Les villes créatives : Quelle est leur raison d'être, comment fonctionnent-elles et comment les bâtissons-nous?*, Ottawa, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, 2004, p. 1.

²⁶ J. Dayton-Johnson, *Qu'y a-t-il de différent à propos des produits culturels? Un cadre économique*, Ottawa, Patrimoine canadien, 2000, p. 17.

²⁷ Cité dans D. Coish, *Régions métropolitaines de recensement constituant des grappes culturelles*, Ottawa, Statistique Canada, 2004, p. 10.

II

Aperçu de l'économie du Canada atlantique : le contexte régional

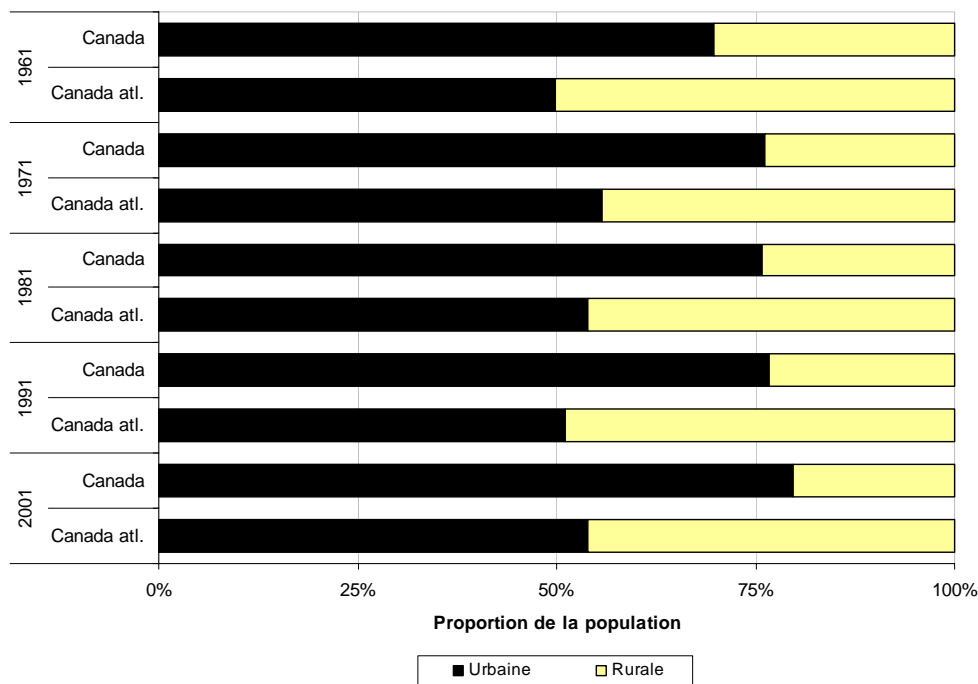
Dynamique de la population

D'après les données du recensement de 2001, la population du Canada atlantique était de 2,3 millions d'habitants, soit 7,6 % de la population du pays. La proportion de personnes vivant en région rurale au Canada atlantique était supérieure, et de beaucoup, à la moyenne nationale. En 2001, 46 % des habitants du Canada atlantique vivaient en milieu rural comparativement à 20 % de l'ensemble des Canadiens. En moyenne, 54 % des Canadiens de l'Atlantique vivaient en milieu urbain, alors que la proportion de population urbaine était supérieure à 60 % dans toutes les autres provinces. Les tendances observées dans les données des derniers recensements indiquent toutefois que les résidents du Canada atlantique sont de plus en plus nombreux à converger vers les régions urbaines²⁸. Historiquement, l'effectif des ruraux dans les provinces de l'Atlantique a toujours été relativement beaucoup plus important que dans le reste du Canada.

Il est clair que, selon les critères internationaux, la région de l'Atlantique n'a pas de « grand » centre urbain. La région métropolitaine la plus importante y est Halifax, qui arrivait au 13^e rang au pays en 2001 pour la taille de sa population (359 183 habitants). St. John's, avec une population de 172 918 habitants, était la deuxième région métropolitaine de l'Atlantique et la 19^e au pays. La troisième ville en importance dans la région était Saint John (N.-B.), qui comptait 122 678 habitants. Autrement dit, à l'échelle nationale ou internationale, les centres urbains du Canada atlantique ne font pas le poids, et ce, pas plus démographiquement qu'économiquement. De plus, d'importantes disparités économiques séparent la région de l'Atlantique du reste du Canada. Dans l'histoire du pays, la population rurale a toujours été beaucoup plus importante au Canada atlantique que dans les autres régions canadiennes. En 1961, 50 % de la population régionale vivait en milieu rural comparativement à 30 % à l'échelle nationale. Pendant que le Canada s'urbanisait au fil des décennies, peu de choses ont changé dans le cas des provinces de l'Atlantique : en 2001, la proportion de population rurale y avait décliné à 46 % tandis qu'elle avait chuté à 20 % dans l'ensemble du Canada. La figure 3 illustre l'évolution des populations urbaine et rurale du Canada atlantique par rapport à la moyenne nationale.

²⁸ Rappelons que nous faisons appel à la définition des régions urbaines et rurales formulée par Statistique Canada, où les régions urbaines sont des unités géographiques qui ont une concentration démographique supérieure à 1 000 habitants et une densité de population d'au moins 400 habitants par kilomètre carré. Pour leur part, les régions rurales englobent tous les territoires situés à l'extérieur des régions urbaines.

Figure 2
Populations urbaine et rurale en proportion de la population totale, Canada atlantique et Canada, 1961-2001



Source : Statistique Canada, recensements du Canada de 1961, 1971, 1981, 1991 et 2001.

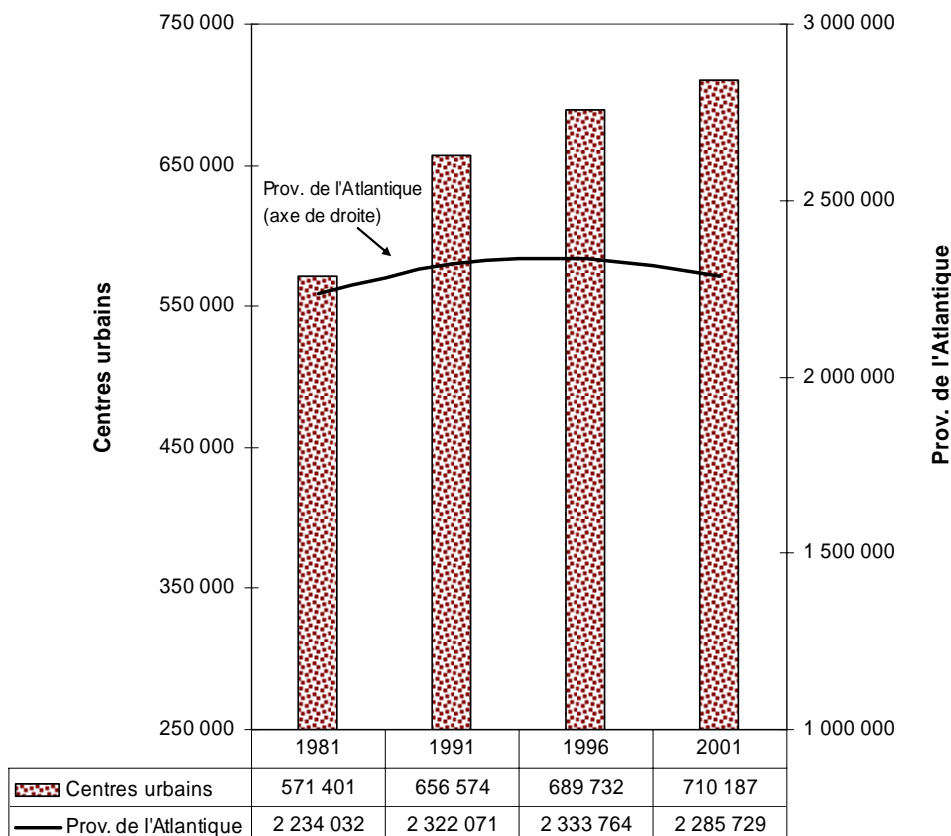
Les régions les plus urbanisées du Canada sont appelées les régions métropolitaines de recensement (RMR). Elles sont formées d'une ou de plusieurs municipalités adjacentes situées autour d'une grande région urbaine et comptent au moins 100 000 habitants. Environ les deux tiers (64 %) de la population canadienne vit dans les 27 RMR du pays. Le Canada atlantique ne dénombre que trois RMR : Halifax, St. John's et Saint John²⁹. Aux fins de la présente étude, nous avons choisi de limiter notre analyse à un centre principal dans chacune des provinces de l'Atlantique. C'est pourquoi nous allons nous concentrer sur ce que l'on considère couramment comme les quatre chefs de file parmi les centres urbains du Canada atlantique, c'est-à-dire St. John's, Charlottetown, Halifax et Moncton. Charlottetown et Moncton sont des agglomérations de recensement (AR), dont la définition conceptuelle est semblable à celle des RMR si ce n'est que ces régions géographiques possèdent un plus petit noyau urbain (de 10 000 à 99 999 habitants).

²⁹ À la suite d'une révision des critères servant à définir les régions métropolitaines de recensement, Moncton s'ajoutera à la liste des RMR lors du recensement de 2006.

Dans l'ensemble, la population du Canada atlantique a décliné de 1,6 % entre 1991 et 2001, alors que la population nationale s'est accrue en moyenne de 9,9 %. Le déclin démographique régional tire ses origines de l'important exode de travailleurs qui vivaient auparavant à Terre-Neuve-et-Labrador, la seule province de l'Atlantique qui a vu sa population diminuer au cours de cette période (-9,8 %). Néanmoins, la croissance démographique dans les autres provinces a été considérablement moins forte que la moyenne nationale : 4,3 % à l'Île-du-Prince-Édouard, 0,9 % en Nouvelle-Écosse et 0,8 % au Nouveau-Brunswick. Les quatre centres urbains choisis du Canada atlantique ont vu leur population augmenter au cours de la même période. Si St. John's a connu une maigre augmentation (0,6 %), la croissance démographique de 12,1 % à Halifax a été bien supérieure à la moyenne canadienne de 9,9 %. Moncton a connu une croissance démographique légèrement inférieure (9,6 %) à la moyenne nationale, suivie de Charlottetown (6,5 %). Ensemble, ces quatre régions urbaines représentaient 31 % de la population totale du Canada atlantique en 2001. La figure 3 illustre l'augmentation graduelle de leur population qu'ont connue les quatre régions urbaines à l'étude depuis 1981, par rapport à la population relativement constante des provinces de l'Atlantique. En fait, selon un rapport récent, il semble que les régions urbaines du Canada atlantique tendent à connaître un rythme de croissance plus rapide que les autres collectivités : « De façon générale, pour connaître un essor démographique, les DV [divisions de recensement] devaient être soit une région métropolitaine, soit adjacentes à une telle région³⁰. » D'après les données du recensement de 2001, nos quatre municipalités se sont classées comme suit, en ordre décroissant de leur population : Halifax (359 183 hab.), St. John's (172 918 hab.), Moncton (117 727 hab.) et Charlottetown (58 358 hab.).

³⁰ P.-M. Desjardins, *Un profil socioéconomique du Canada atlantique : les caractéristiques des régions rurales et urbaines et leurs implications pour les politiques publiques*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2005, p. 35.

Figure 3
Tendances démographiques au Canada atlantique et dans ses principaux centres urbains, 1981-2001



Source : Statistique Canada, recensements de 1981, 1991, 1996 et 2001.

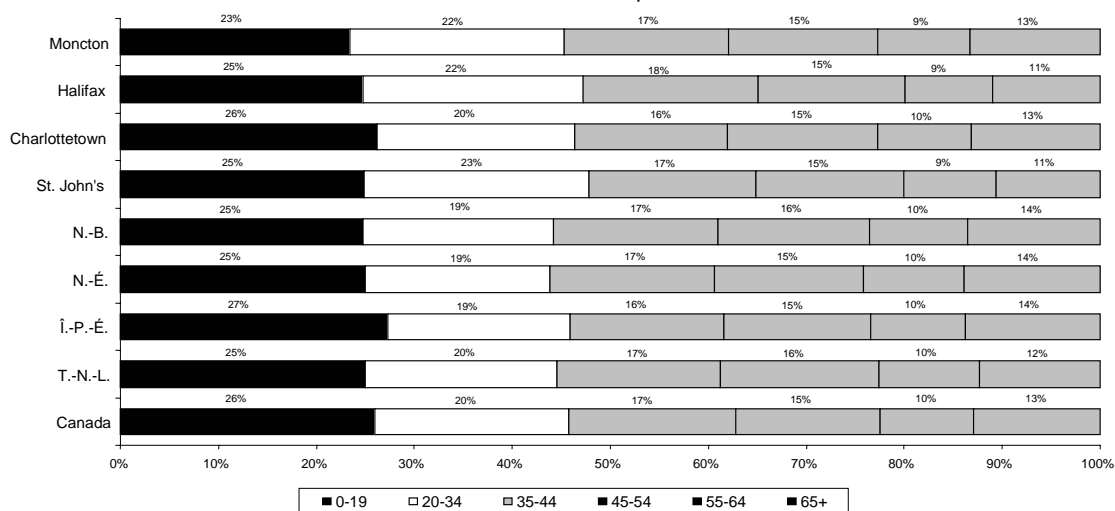
Les régions urbaines qui retiennent notre attention, à l'exception de Moncton, représentent une part importante de la population totale de leurs provinces respectives. Depuis les deux dernières décennies, Halifax a accru sa part de la population totale de la Nouvelle-Écosse. En 2001, environ 40 % de la population néo-écossaise y habitait. Par ailleurs, environ 43 % de la population de l'Île-du-Prince-Édouard vivait à Charlottetown, 34 % de la population de Terre-Neuve-et-Labrador vivait à St. John's et seulement 16 % des Néo-Brunswickois résidaient à Moncton. En effet, le Nouveau-Brunswick est l'exception dans le contexte du Canada atlantique, car c'est la seule province qui compte trois régions urbaines de taille considérable. Ensemble, Moncton, Saint John et Fredericton représentent environ 44 % de la population du Nouveau-Brunswick. Avec ses 122 678 habitants, Saint John était la ville la plus peuplée de la province en 2001, mais sa population avait décliné de 2,5 % depuis 1991 alors que celle de Moncton s'était accrue de 9,6 % au cours de la même période. On considère souvent que la région du Grand Moncton est la région urbaine qui connaît la

croissance la plus rapide au Nouveau-Brunswick tant sur le plan économique que démographique³¹.

a) Population par groupes d'âge

De façon générale, la population du Canada atlantique est plus âgée que la moyenne nationale. Dans les quatre provinces, la proportion de la population qui appartient au groupe de 65 ans et plus est supérieure à la moyenne nationale. À l'opposé, la région comptait une plus faible proportion de sa population dans les groupes d'âge de 0 à 19 ans et de 20 à 34 ans que la moyenne nationale (voir figure 4). L'analyse des principaux centres urbains de la région révèle que la composition de leur population est légèrement différente de celle de l'ensemble du Canada atlantique. Les quatre centres dénombraient collectivement une plus grande proportion de population dans le groupe de 20 à 34 ans et une plus faible proportion dans les groupes de 55 à 64 ans et de 65 ans et plus. Ces chiffres corroborent les constatations d'un récent rapport sur la dynamique des populations urbaines et rurales du Canada atlantique qui affirme que, « dans l'ensemble, la population des régions métropolitaines a tendance à être légèrement plus jeune que celle des régions rurales³² ».

Figure 4
Répartition de la population par groupe d'âge, Canada, Canada atlantique et régions urbaines choisies, 2001



Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

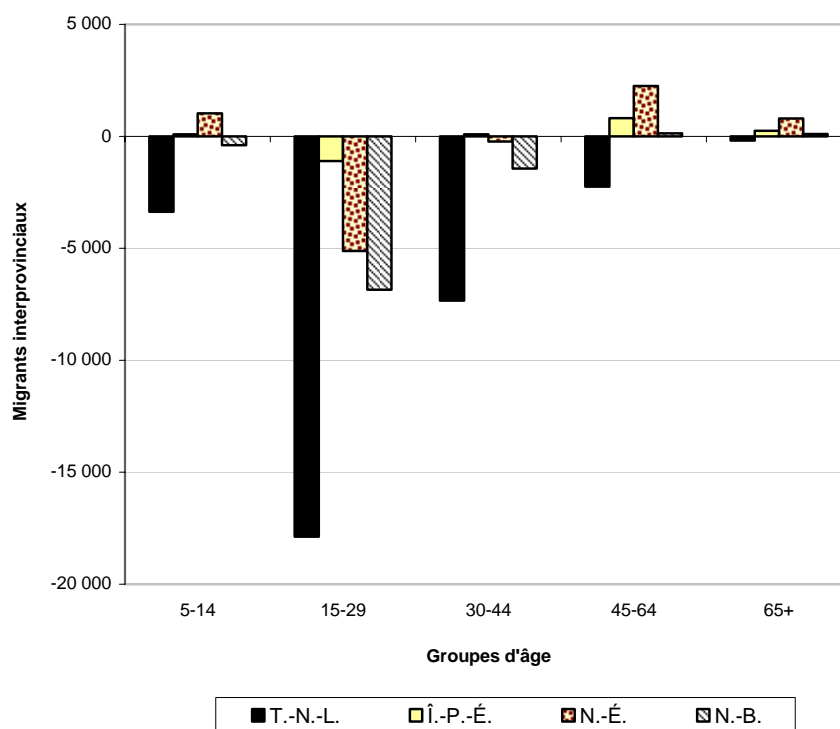
³¹ Cela est dû en grande partie à la croissance de la municipalité adjacente de Dieppe, qui est comprise dans l'agglomération de recensement de Moncton.

³² P.-M. Desjardins, *Un profil socioéconomique du Canada atlantique*, p. 38.

b) Migration interprovinciale

Au cours des dernières décennies, la région de l'Atlantique a constamment vu sa population décroître sous l'effet de la migration interprovinciale et n'a reçu en revanche que très peu d'immigrants du reste du Canada. Ce phénomène n'est pas particulier au Canada atlantique, car toutes les provinces canadiennes à l'exception de l'Alberta et de la Colombie-Britannique ont constamment enregistré un solde migratoire négatif. Le Canada atlantique a enregistré un solde négatif de la migration interprovinciale entre 1996 et 2001, de l'ordre de -40 575 habitants. Au cours de cette période, Terre-Neuve-et-Labrador a connu une perte de quelque 47 100 personnes et un gain de 16 000 personnes, ce qui se traduit par une perte nette de 31 000 habitants. L'Île-du-Prince-Édouard a enregistré le seul gain au Canada atlantique, soit une migration nette de 135 personnes (arrivée d'environ 7 905 personnes et départ de 7 770 personnes). Le nombre d'immigrants en Nouvelle-Écosse totalisait près de 53 000 personnes tandis que le nombre d'émigrants s'élevait à 54 300 personnes, soit une perte nette de 1 300 personnes. Enfin, quelque 32 600 personnes se sont établies au Nouveau-Brunswick tandis qu'environ 41 000 personnes ont quitté la province, ce qui représente dans l'ensemble une perte nette de près de 8 400 habitants. La figure 5 présente la ventilation provinciale des migrants interprovinciaux par groupe d'âge. Elle fait voir la perte étonnante de jeunes adultes de la catégorie de 15 à 29 ans, en particulier à Terre-Neuve-et-Labrador.

Figure 5
Migration interprovinciale nette au Canada atlantique, par groupe d'âge, 1996-2001



Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

c) Immigration

Dans l'ensemble, les efforts du Canada atlantique pour attirer des immigrants internationaux ont remporté peu de succès. D'après les données du recensement de 2001, moins de 1,5 % de tous les immigrants vivant au Canada avaient choisi l'une des quatre provinces de l'Atlantique comme lieu de résidence. Parmi les quelque 76 000 personnes nées à l'étranger que dénombrait la région en 2001, 54 % résidaient en Nouvelle-Écosse, 30 % au Nouveau-Brunswick, 11 % à Terre-Neuve-et-Labrador et 5 % à l'Île-du-Prince-Édouard.

Tableau 1
Population née à l'étranger vivant au Canada atlantique et dans ses principaux centres urbains, selon la période d'immigration, 2001

	Population immigrante 2001	Période d'immigration					
		Avant 1961	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1991-2001	1996-2001
Terre-Neuve et Lab.	8 030	1 635	1 510	1 700	1 165	2 015	1 130
St. John's	4 885	800	965	935	790	1 395	825
Ile-du-Prince-Édouard	4 140	1 155	645	960	585	790	485
Charlottetown	2 200	595	405	520	200	485	375
Nouvelle-Écosse	41 315	9 555	7 060	8 140	6 275	10 290	5 745
Halifax	24 390	4 480	3 905	4 470	4 025	7 505	4 435
Nouveau-Brunswick	22 465	5 385	3 845	5 565	3 275	4 400	2 575
Moncton	3 360	885	495	975	390	620	400

Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

St. John's, Charlottetown et Halifax ont attiré la plupart des immigrants vivant dans leur province (61 %, 53 % et 59 % respectivement). Moncton, par contre, était le lieu de résidence de seulement 15 % de la population des immigrants du Nouveau-Brunswick. Le tableau 1 répartit la population née à l'étranger selon la période où elle a immigré. Il révèle que très peu de nouveaux immigrants s'y sont établis depuis les années 1990. Trois habitants sur quatre de la région de l'Atlantique qui sont nés à l'étranger sont arrivés avant 1990, ce qui est bien en deçà de la moyenne nationale.

La main-d'œuvre et la structure de l'emploi

L'évolution de la structure par âge de la population aura des répercussions sur la croissance de l'économie du Canada atlantique dans les décennies à venir. Alors que les taux de fertilité diminuent partout au Canada, de moins en moins de personnes entreront sur le marché du travail. Statistique Canada a prévu récemment que le nombre d'ainés âgés de 65 ans ou plus dépassera celui des enfants de moins de 15 ans dans une dizaine d'années³³. Étant donné que le rythme de la croissance économique dans l'avenir dépendra du taux de croissance de la main-d'œuvre et de l'augmentation de la production nette par travailleur, c'est l'un des plus grands défis qui attendent la région. D'après les données du recensement de 2001, un peu plus de la moitié des travailleurs du Canada atlantique (52 %) sont des baby-boomers, ce qui signifie qu'ils sont nés entre 1946 et 1965, et ils étaient âgés entre 36 et 55 ans en 2001. Leur proportion de la main-d'œuvre était légèrement inférieure dans les principaux centres urbains du Canada atlantique (49 %). Les changements démographiques entraîneront une augmentation importante du groupe de 65 ans et plus et un déclin du groupe de 20 à 64 ans. Les plus âgés des baby-boomers arriveront bientôt à l'âge officiel de la retraite ou l'ont déjà atteint. À mesure que les baby-boomers se retireront de la

³³ Statistique Canada, *Le Quotidien*, 15 décembre 2005.

main-d'œuvre, l'un des défis qui se poseront pour les gouvernements aussi bien que les entreprises du secteur privé sera que le marché du travail demeure viable. Comme on pourrait s'y attendre, on met beaucoup l'accent sur l'attraction et la rétention de jeunes travailleurs qualifiés qui seront appelés à combler la pénurie imminente de main-d'œuvre provoquée par le départ des baby-boomers.

Le vieillissement de la main-d'œuvre du Canada atlantique n'est sans inquiéter. Le pourcentage de travailleurs âgés parmi la main-d'œuvre des quatre provinces de l'Atlantique a augmenté entre 1996 et 2001 tandis que celui de jeunes travailleurs a diminué (voir tableau 2). Le Canada atlantique a enregistré une baisse importante de la proportion de travailleurs dans le groupe d'âge de 15 à 24 ans. La plupart des provinces canadiennes sont aux prises avec les réalités de l'évolution des tendances démographiques (c.-à-d. des taux de natalité à la baisse et une population vieillissante), alors que le pourcentage de travailleurs âgés de 25 à 34 ans a diminué partout au pays. On observait une tendance semblable dans les principaux centres urbains de la région de l'Atlantique, quoique la diminution à Moncton (-3 %) ait été sensiblement inférieure à la moyenne nationale (-10 %). À l'autre bout du spectre, la croissance de la proportion de la main-d'œuvre âgée de 55 à 64 ans – qui approche l'âge de la retraite – dans les quatre provinces de l'Atlantique était supérieure à la moyenne nationale. L'augmentation s'est même révélée plus marquée dans les principaux centres urbains de la région.

Tableau 2
Variation (en pourcentage) de la main-d'œuvre par groupe d'âge, Canada, Canada atlantique et principaux centres urbains de la région, 1996-2001

	Groupes d'âge						
	Total	15-24	25-34	35-44	45-54	55-64	65+
Canada	7%	9%	-10%	6%	21%	23%	19%
T.-N.-et-Labrador	-2%	-11%	-19%	-4%	19%	31%	29%
Île-du-Prince-Édouard	4%	-1%	-15%	4%	21%	26%	16%
Nouvelle-Écosse	3%	-1%	-16%	3%	20%	26%	10%
Nouveau-Brunswick	2%	-3%	-15%	2%	19%	25%	24%
Canada atlantique	2%	-4%	-16%	1%	19%	27%	17%
St. John's	3%	2%	-12%	1%	19%	36%	29%
Charlottetown	5%	4%	-12%	1%	19%	39%	19%
Halifax	7%	12%	-12%	9%	22%	34%	8%
Moncton	9%	8%	-3%	6%	19%	38%	36%

Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

De façon générale, les travailleurs sont maintenant plus scolarisés qu'ils ne l'étaient il y a quelques décennies. Le nombre d'employés qui n'avaient pas obtenu le diplôme d'études secondaires a considérablement diminué au Canada et dans les provinces de l'Atlantique entre 1990 et 2005, alors que le pourcentage de ceux qui ont fait des études postsecondaires a augmenté de façon tout aussi marquée. Le nombre d'employés qui détenaient un diplôme universitaire – au moins un

baccalauréat – au Canada atlantique est passé de 122 000 en 1990 à 197 800 en 2005. Si impressionnante soit-elle, cette hausse de 62 % au cours de la période de 1990 à 2005 était tout de même bien inférieure à l'augmentation de 72 % enregistrée à l'échelle canadienne. En 2005, 15 % de la main-d'œuvre active du Canada atlantique n'avait pas obtenu le diplôme d'études secondaires, 20 % avait terminé les études secondaires, 46 % avait fait des études postsecondaires partielles et 19 % avait un diplôme universitaire (voir tableau 3).

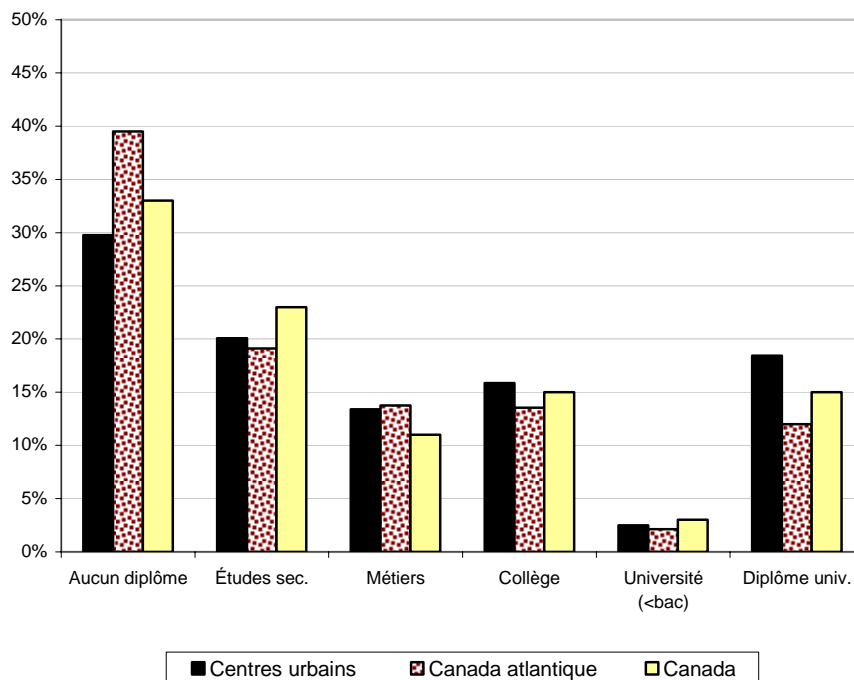
Tableau 3
Emplois selon le niveau de scolarité atteint (15 ans et plus), en proportion de l'emploi total, Canada et Canada atlantique, 1995-2005

	1990		1995		2000		2005	
	Canada atl.	Canada	Canada atl.	Canada	Canada atl.	Canada	Canada atl.	Canada
Moins que la 9e année	9%	7%	6%	5%	4%	4%	3%	3%
Études secondaires partielles	21%	19%	17%	15%	15%	13%	12%	11%
Diplôme d'études secondaires	20%	23%	18%	21%	19%	21%	20%	21%
Études postsec. Partielles	8%	10%	8%	10%	9%	10%	8%	9%
Certificat ou diplôme d'études postsec.	30%	26%	34%	31%	37%	32%	38%	35%
Baccalauréat	9%	10%	11%	12%	11%	13%	13%	15%
Plus que baccalauréat	4%	5%	5%	6%	6%	6%	6%	7%

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

La population âgée de 15 ans et plus est généralement plus scolarisée dans les centres urbains choisis du Canada atlantique que dans l'ensemble de la région, et la figure 6 montre à quel point c'est vrai. Même si leur nombre a chuté de 15 % entre 1991 et 2001, la proportion d'habitants du Canada atlantique qui n'ont pas obtenu le diplôme d'études secondaires demeurait supérieure à la moyenne nationale. Ce n'était pas le cas, cependant, des principaux centres urbains de la région, où la proportion d'individus n'ayant pas obtenu le diplôme d'études secondaires était inférieure à celle enregistrée tant au Canada qu'au Canada atlantique. Au chapitre de l'éducation universitaire, la région de l'Atlantique dans son ensemble se situait encore une fois sous la moyenne canadienne tandis que, dans ses centres urbains, une plus grande proportion de la population détenait un diplôme universitaire. Le nombre de diplômés universitaires s'est accru de façon appréciable entre 1991 et 2001 (de 40 % au Canada atlantique, de 45 % dans ses principaux centres urbains et de 52 % au pays). En 2001, 18 % de la population des centres urbains de la région possédait un diplôme universitaire, comparativement à 12 % dans l'ensemble de la région et à 15 % à l'échelle nationale. La proportion de la population ayant un diplôme d'études secondaires, ayant fait des études postsecondaires partielles, détenant un certificat ou un diplôme professionnel ou ayant fait des études collégiales est demeurée stable aux trois échelles observées.

Figure 6
Proportion de la population de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, Canada, Canada atlantique et principaux centres urbains de la région, 2001



Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

L'emploi au Canada atlantique a progressé à un rythme soutenu de 7 % entre 2000 et 2005 mais inférieur à la moyenne nationale de 10 %. À l'échelle provinciale, l'emploi a crû de 8 % à Terre-Neuve-et-Labrador, à l'Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, et de 6 % au Nouveau-Brunswick. Souvent, les centres urbains sont perçus comme des terres d'avenir car c'est là que se concentrent présumément les emplois et la richesse. L'emploi a progressé plus rapidement dans les centres urbains choisis du Canada atlantique, à l'exception de Charlottetown, que dans les provinces de 1990 à 2005 (voir tableau 4). Au chapitre du chômage, on continue d'y observer de grandes disparités entre la région de l'Atlantique et le reste du Canada. La figure 7 présente l'évolution du taux de chômage de 1990 à 2005 au Canada, au Canada atlantique et dans les principaux centres urbains de la région. Durant cette période de 15 ans, le taux de chômage au Canada atlantique est constamment demeuré de quatre à cinq points de pourcentage supérieur à la moyenne nationale. Le taux global de chômage était de 11,1 % dans la région en 2005, contre 6,7 % à l'échelle nationale. Un examen plus détaillé du taux de chômage par province révèle d'autres disparités à l'intérieur de la région de l'Atlantique. En effet, le taux de chômage était de

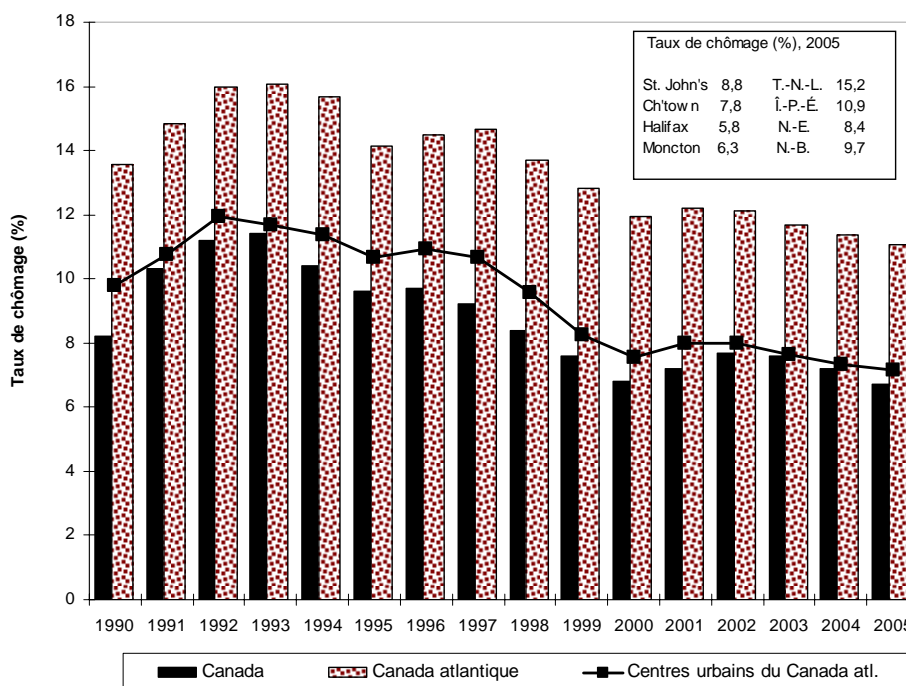
15,2 % à Terre-Neuve-et-Labrador, de 10,9 % à l'Île-du-Prince-Édouard, de 8,4 % en Nouvelle-Écosse et de 9,7 % au Nouveau-Brunswick. Les principaux centres urbains du Canada atlantique, tant individuellement que collectivement, ont connu un taux de chômage beaucoup moins élevé que les taux provinciaux. Le taux de chômage dans les régions urbaines en 2005, qui était beaucoup plus près de la moyenne nationale de 6,7 %, s'établissait comme suit : 8.8 % à St. John's, 7,8 % à Charlottetown, 5,8 % à Halifax et 6,3 % à Moncton.

Tableau 4
Croissance de l'emploi au Canada atlantique et dans ses principaux centres urbains, 1990-2005

	St. John's	T.-N.-L.	Ch'town	Î.-P.-É.	Halifax	N.-É.	Moncton	N.-B.
1990	79 000	206 900	25 400	54 900	165 400	385 200	51 000	300 100
1995	79 600	194 900	26 300	57 100	163 900	374 500	54 700	307 300
2000	83 500	198 100	29 400	62 800	188 300	411 100	60 000	331 400
2005	90 900	214 300	30 700	68 100	204 300	443 600	67 000	350 400
Variation en %, 1990-2005	15%	4%	21%	24%	24%	15%	31%	17%
Variation en %, 2000-2005	9%	8%	4%	8%	8%	8%	12%	6%

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Figure 7
Taux de chômage au Canada, au Canada atlantique et dans les principaux centres urbains de la région, 1990-2005

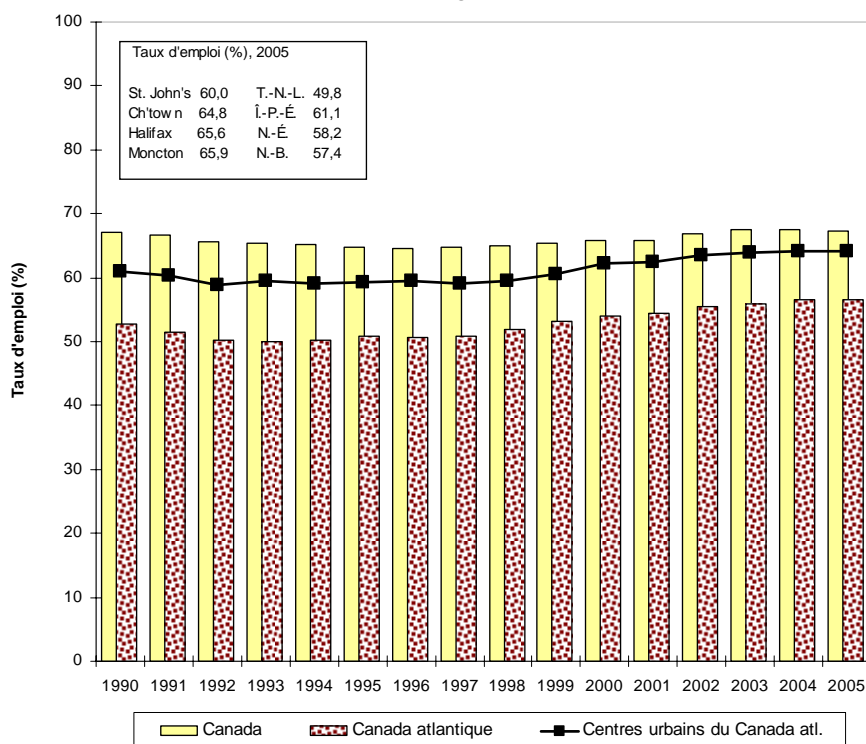


Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Le taux d'emploi désigne le nombre de personnes qui étaient employées au cours de la semaine de référence, exprimé en pourcentage de la population totale de 15 ans et plus (alors que le taux d'activité mesure la proportion de la population en âge de travailler qui prend part au marché du travail, qu'elles soient employées ou non). Suivant la même tendance que celle observée ci-dessus, le taux d'emploi a été plus élevé en moyenne dans le reste du Canada que dans les provinces de l'Atlantique. Néanmoins, l'écart qui les sépare s'est rétréci au cours des dernières années (voir figure 8). Terre-Neuve-et-Labrador avait le plus faible taux d'emploi au pays en 2005, soit 49,8 %. C'est la seule province à avoir constamment enregistré un taux d'emploi inférieur à 50 % depuis les années 1990. La même année, le taux d'emploi était de 61,1 % à l'Île-du-Prince-Édouard, de 58,2 % en Nouvelle-Écosse et de 57,4 % au Nouveau-Brunswick, alors que la moyenne canadienne était de 62,7 %. Le taux d'emploi global dans les quatre principaux centres urbains du Canada atlantique était nettement supérieur aux taux provinciaux, mais néanmoins légèrement inférieur à la moyenne nationale. Toutefois, prises séparément, toutes les villes sauf St. John's rapportaient un taux d'emploi supérieur à la moyenne nationale. Les données de 2005 indiquent que le taux d'emploi était de 60,0 % à St. John's, de 64,8 % à Charlottetown, de 65,6 % à

Halifax et de 65,9 % à Moncton. Le taux d'emploi à St. John's s'est maintenu à au moins 10 points de pourcentage au-dessus du taux provincial depuis 1990.

Figure 8
Taux d'emploi au Canada, au Canada atlantique et dans les principaux centres urbains de la région, 1990-2005



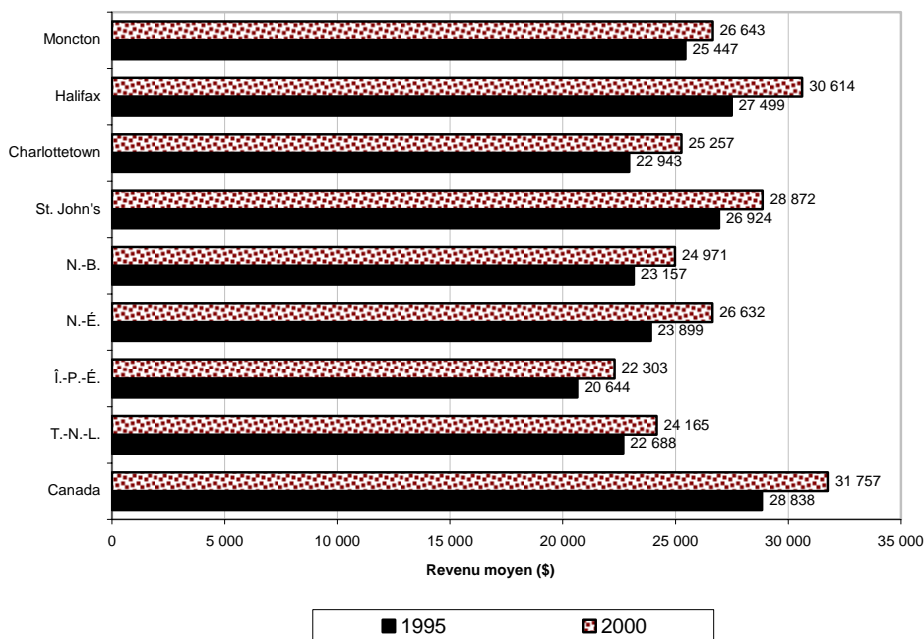
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Le revenu moyen d'emploi est également inférieur au Canada atlantique. Ces disparités résultent directement de la forte composante rurale de la région. De façon générale, le revenu d'emploi par habitant augmente en fonction de la taille des villes, comme le rapporte Statistique Canada à la suite du recensement de 2001 : « Les revenus par habitant inférieurs à la moyenne nationale dans les provinces de l'Atlantique et en Saskatchewan tiennent dans une large mesure à la concentration de leurs populations dans les régions urbaines plus petites et dans les régions rurales³⁴. » Bien que ce ne soit pas vrai pour toutes les provinces, les auteurs affirment que la structure urbaine-rurale est déterminante dans le cas du Canada atlantique. La figure 9 rend compte des revenus moyens d'emploi en 1995 et en 2000. Les données confirment que l'écart de

³⁴ Statistique Canada, « Disparités de revenu entre les provinces selon une perspective urbaine-rurale : données du Recensement de 2001 », Ottawa, *Aperçus sur l'économie canadienne*, n° 12 (2004), p. 14. Voir <http://www.statcan.ca/francais/research/11-624-MIF/11-624-MIF2005012.pdf>.

revenu est plus grand entre la moyenne nationale et les provinces de l'Atlantique qu'entre la moyenne nationale et les centres urbains choisis. Le revenu moyen était de 31 575 \$ au Canada en 2000, contre 24 165 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador, 22 303 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard, 26 632 \$ en Nouvelle-Écosse et 24 971 \$ au Nouveau-Brunswick. La Nouvelle-Écosse est la seule province de l'Atlantique où l'augmentation du revenu moyen a été supérieure à la moyenne nationale au cours de la période de 1995 à 2000 (une augmentation de 11 % en Nouvelle-Écosse comparativement à 10 % au Canada). Ailleurs en Atlantique, les taux de croissance se sont avérés inférieurs à la moyenne nationale : 8 % à l'Île-du-Prince-Édouard et au Nouveau-Brunswick et 7 % à Terre-Neuve-et-Labrador. Les revenus moyens dans les centres urbains du Canada atlantique étaient supérieurs au revenu moyen enregistré dans leurs provinces respectives en 2000. L'écart de revenu était d'environ 4 700 \$ à St. John's, 3 000 \$ à Charlottetown, 4 000 \$ à Halifax et 1 700 \$ à Moncton.

Figure 9
Revenu moyen d'emploi (en dollars constants de 2000) au Canada, au Canada atlantique et dans les principaux centres urbains de la région, 1995-2000



Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

Une plus grande proportion de la main-d'œuvre du Canada atlantique travaille dans les industries primaires (agriculture, foresterie, pêche et chasse), ce qui explique la prépondérance rurale de la région au regard du reste du Canada. Selon le recensement de 2001, 6 % de la main-d'œuvre régionale faisait partie du secteur primaire, comparativement à 4 % à l'échelle nationale. Cette proportion était encore plus élevée à l'Île-du-Prince-Édouard, soit 13 %. La proportion de la main-d'œuvre au sein des administrations publiques était également plus élevée dans la région de l'Atlantique (8 % contre 6 % au Canada). À l'inverse, la région dénombrait une plus faible proportion de sa main-d'œuvre dans la fabrication (11 % au Canada atlantique contre 14 % au Canada) ainsi que dans les services professionnels, scientifiques et techniques (4 % contre 6 %). Le tableau 5 présente la répartition de la main-d'œuvre parmi les industries en 2001. Les administrations publiques se révèlent une importante industrie dans les centres urbains choisis – à l'exception de Moncton, la seule ville qui n'est pas une capitale provinciale. Autrement, la composition industrielle des provinces de l'Atlantique est très comparable au portrait de l'ensemble du Canada.

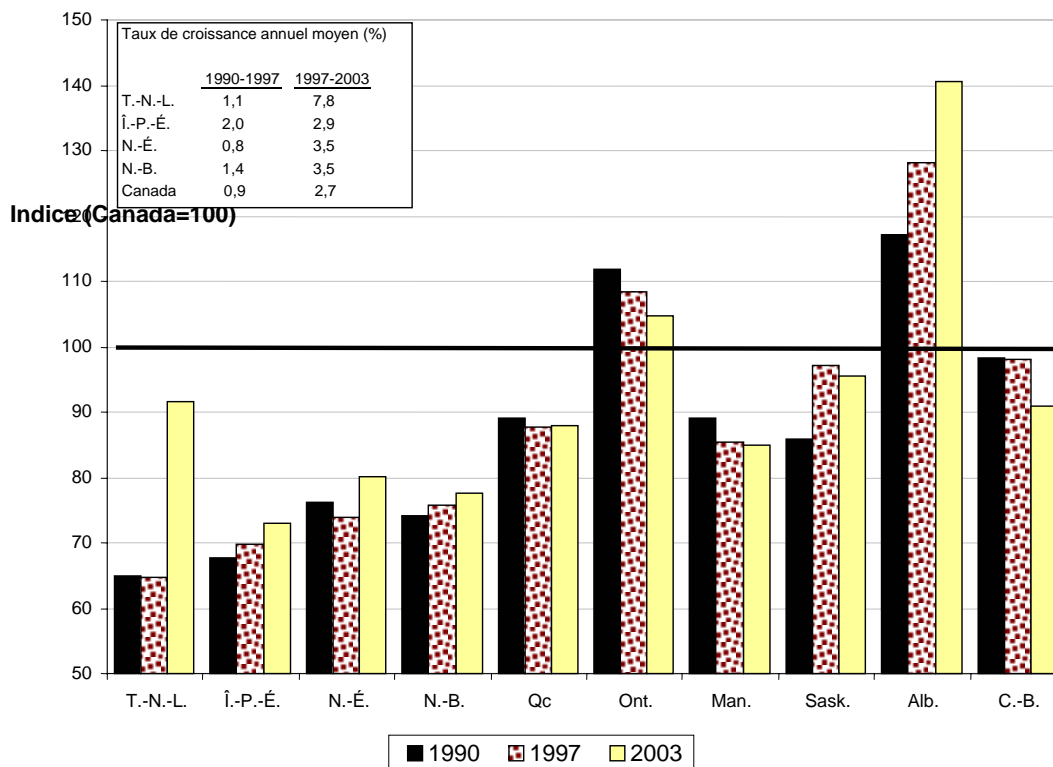
Tableau 5
Main-d'œuvre par industrie (SCIAN 1997) au Canada, au Canada atlantique et dans les principaux centres urbains de la région, en proportion de la main-d'œuvre totale, 2001

	St. John's	T.-N.-L.	Ch'town	Î.-P.-É.	Halifax	N.-É.	Moncton	N.-B.	Canada
Main-d'œuvre - toutes les industries	87 660	232 265	31 875	72 930	193 705	442 425	64 500	365 040	15 576 565
11 Agriculture, foresterie, pêche et chasse	1%	7%	5%	13%	1%	5%	1%	6%	4%
21 Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	2%	2%	0%	0%	1%	1%	0%	1%	1%
22 Services publics	1%	1%	0%	0%	1%	1%	0%	1%	1%
23 Construction	5%	6%	7%	7%	5%	6%	5%	6%	6%
31-33 Fabrication	5%	10%	6%	11%	5%	10%	9%	13%	14%
41 Commerce de gros	4%	3%	3%	3%	4%	4%	6%	3%	4%
44-45 Commerce de détail	12%	13%	12%	11%	12%	12%	12%	11%	11%
48-49 Transport et entreposage	5%	5%	3%	3%	5%	5%	8%	5%	5%
51 Industrie de l'information et industrie culturelle	4%	2%	3%	2%	4%	2%	3%	2%	3%
52 Finance and assurances	3%	2%	2%	2%	5%	3%	5%	3%	4%
53 Services immobiliers, de location et de location à bail	1%	1%	1%	1%	2%	2%	1%	1%	2%
54 Services professionnels, scientifiques et techniques	6%	3%	5%	3%	6%	4%	4%	4%	6%
55 Gestion de sociétés et d'entreprises	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	0%
56 Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	4%	3%	4%	3%	6%	5%	7%	5%	4%
61 Services d'enseignement	8%	7%	8%	6%	7%	7%	6%	7%	7%
62 Soins de santé et assistance sociale	14%	12%	12%	10%	11%	11%	11%	11%	10%
71 Arts, spectacle et loisirs	2%	1%	2%	2%	2%	2%	2%	2%	2%
72 Hébergement et services de restauration	7%	6%	8%	8%	7%	7%	7%	7%	7%
81 Autres services, sauf les administrations publiques	5%	6%	6%	5%	5%	5%	5%	5%	5%
91 Administration publique	12%	9%	12%	10%	11%	9%	6%	8%	6%

Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

L'économie du Canada atlantique se porte mieux maintenant que dans les années 1960. Cela dit, la région continue de tirer de l'arrière sur l'ensemble du pays au chapitre de la productivité, que l'on mesure par le PIB par habitant. En deux mots, le PIB par habitant mesure le succès d'une économie en calculant la production par personne ou la quantité de biens et de services produits par une personne. La figure 10 fait voir que les provinces de l'Atlantique se classaient loin derrière la moyenne nationale en 1990, en 1997 et en 2003 (Canada = 100). Elle illustre aussi qu'elles se sont néanmoins rapprochées de la moyenne nationale au cours de la période de 1997 à 2003 malgré une faible croissance du PIB réel par habitant de 1990 à 1997. Terre-Neuve-et-Labrador a enregistré un taux de croissance annuelle spectaculaire de 1997 à 2003 (7,8 %), soit le taux de croissance le plus élevé au Canada. L'Alberta et l'Ontario mis à part, toutes les provinces ont enregistré un PIB nominal par habitant inférieur à la moyenne nationale de 38 495 \$ en 2003. Les valeurs du PIB nominal par habitant au Canada atlantique étaient les suivantes : 35 243 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador, 28 106 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard, 30 883 \$ en Nouvelle-Écosse et 29 900 \$ au Nouveau-Brunswick. Le fait que l'écart se rétrécit entre les provinces de l'Atlantique et la moyenne nationale est un signe encourageant (en particulier dans le cas de Terre-Neuve-et-Labrador), mais il ne doit pas masquer la réalité, à savoir que la région a encore pas mal de chemin à parcourir avant de rattraper le reste du Canada.

Figure 10
PIB réel par habitant par province (Canada = 100), 1990-2003



Source : Statistique Canada, *Rattrapage et perte de terrain : la performance provinciale du PIB par habitant entre 1990 et 2003*, Ottawa, série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE), n° 11-F0029MIF n° 024 au catalogue, p. 25.

Les provinces de l'Atlantique continuent de faire face à d'importants défis, sur les fronts démographique et économique essentiellement. Parmi les réalités régionales les plus inquiétantes, mentionnons le vieillissement de la population, l'exode des jeunes, la petitesse du marché du travail, la faible croissance de la productivité et une immigration internationale très modeste. De plus, dans de nombreuses régions du Canada atlantique, la diversification des activités économiques demeure particulièrement préoccupante. Cependant, nous avons démontré que les principaux centres urbains du Canada atlantique font mieux que l'ensemble de la région en ce qui concerne la plupart des indicateurs économiques. Un indicateur pour lequel toute la région a obtenu de piètres résultats est celui de l'immigration. À la lumière de ce contexte, il semble opportun d'explorer de nouvelles stratégies de développement économique touchant le Canada atlantique en général et ses centres urbains en particulier.

III

Les mesures de l'économie de la création dans les principaux centres urbains du Canada atlantique

Depuis des années, les économistes ont élaboré des équations et des modèles perfectionnés pour expliquer et évaluer la croissance ou l'absence de croissance **des économique régionales**. La théorie des principales ressources, la théorie des pôles de croissance et la théorie des grappes en sont quelques exemples. La région de l'Atlantique a servi de laboratoire pour l'application de diverses théories de développement économique dans l'après-guerre³⁵. L'approche de la classe créative conçue par Richard Florida est la contribution la plus récente à la théorie du développement économique. Son adaptation au contexte canadien fait appel à quatre indices³⁶ :

- l'indice de talent, qui désigne le pourcentage de la population (âgée de 20 ans et plus) qui a au moins un baccalauréat;
- l'indice bohémien, qui mesure l'emploi lié aux arts et à la création;
- l'indice de mosaïque ethnique, qui désigne le pourcentage de la population née à l'étranger;
- l'indice de pôle technologique, qui reflète le degré de spécialisation d'une ville-région dans les activités à forte composante technologique.

Florida a ensuite établi des corrélations afin de mesurer la force des relations linéaires entre des paires de variables.

Dans cette section, nous appliquons les indices de Florida à la région de l'Atlantique et comparons certaines variables afin de déterminer le degré de corrélation qui existe entre elles. À l'aide des données du recensement de 2001, nous dressons un état des lieux des quatre centres urbains choisis du Canada atlantique (St. John's, Charlottetown, Halifax et Moncton). Bien que d'autres régions urbaines d'importance telles que Sydney (Municipalité régionale du Cap-Breton), Saint John (N.-B.) et Fredericton aient été exclues, nous croyons que l'analyse des quatre centres susmentionnés fournira suffisamment d'informations pour nous permettre de tirer des conclusions au sujet de l'approche de la classe créative dans le contexte du Canada atlantique. Sauf indication contraire, nos sources et nos méthodes sont sensiblement les mêmes que celles utilisées par

³⁵ Pour un survol complet de ces efforts, voir D.J. Savoie, *Visiting Grandchildren: Economic Development in the Maritimes*, Toronto, University of Toronto Press, 2006, chap. 3.

³⁶ Des variables supplémentaires ont été élaborées pour les États-Unis.

Florida et ses collègues dans le cadre d'autres études de cas au Canada³⁷. Alors que dans leurs travaux sur les villes canadiennes Florida et ses collaborateurs se sont penchés exclusivement sur des régions métropolitaines de recensement (RMR), nous avons élargi le champ de notre étude pour y inclure des agglomérations de recensement (AR), et ce, afin de recueillir des données sur Charlottetown et Moncton. Parce que nous avons un plus large ensemble de villes qui comprend des AR et des RMR, nous disposons d'une meilleure base de comparaison entre les grandes régions métropolitaines et les régions urbaines de petite et moyenne taille. Notre échantillon comprend toutes les RMR (27 en tout) plus 18 AR. Nous indiquons également la moyenne nationale à des fins de comparaison. Le tableau 6 présente la liste des villes choisies en les classant en ordre décroissant de population selon les données de 2001. Les villes de Halifax et de St. John's figurent toutes deux dans la première moitié de notre échantillon au chapitre de leur population tandis que Charlottetown est la plus petite région urbaine, comptant environ 58 000 habitants en 2001.

³⁷ Parmi ces études de cas, mentionnons : M. Gertler *et al.*, *Competing on Creativity: Placing Ontario's Cities in North American Context*; M. Gertler et T. Vinodrai, *Competing on Creativity: Focus on Halifax*; et M. Gertler et T. Vinodrai, *Competing on Creativity: An Analysis of Kingston, Ontario*.

Tableau 6
Taille et croissance de la population, RMR et AR choisies, Canada, 1991-2001

	1991	2001	Variation (en %)
1 Toronto (RMR)	3 898 933	4 682 897	20,1%
2 Montréal (RMR)	3 208 970	3 426 350	6,8%
3 Vancouver (RMR)	1 602 590	1 986 965	24,0%
4 Ottawa-Hull (RMR)	941 814	1 063 664	12,9%
5 Calgary (RMR)	754 033	951 395	26,2%
6 Edmonton (RMR)	841 132	937 845	11,5%
7 Québec (RMR)	645 550	682 757	5,8%
8 Winnipeg (RMR)	660 450	671 274	1,6%
9 Hamilton (RMR)	599 760	662 401	10,4%
10 London (RMR)	381 522	432 451	13,3%
11 Kitchener (RMR)	356 421	414 284	16,2%
12 St. Catharines-Niagara (RMR)	364 552	377 009	3,4%
13 Halifax (RMR)	320 501	359 183	12,1%
14 Victoria (RMR)	287 897	311 902	8,3%
15 Windsor (RMR)	262 075	307 877	17,5%
16 Oshawa (RMR)	240 104	296 298	23,4%
17 Saskatoon (RMR)	210 949	225 927	7,1%
18 Regina (RMR)	191 692	192 800	0,6%
19 St. John's (RMR)	171 848	172 918	0,6%
20 Grand Sudbury (RMR)	157 613	155 601	-1,3%
21 Chicoutimi-Jonquière (RMR)	160 928	154 938	-3,7%
22 Sherbrooke (RMR)	140 718	153 811	9,3%
23 Barrie (AR)	97 150	148 480	52,8%
24 Kelowna (AR)	111 846	147 739	32,1%
25 Abbotsford* (RMR)	113 562	147 370	29,8%
26 Kingston* (RMR)	136 303	146 838	7,7%
27 Trois-Rivières (RMR)	136 303	137 507	0,9%
28 Thunder Bay (RMR)	124 925	121 986	-2,4%
29 Moncton (AR)	107 436	117 727	9,6%
30 Guelph (AR)	97 667	117 344	20,1%
31 Peterborough (AR)	98 060	102 423	4,4%
32 Belleville (AR)	92 860	87 395	-5,9%
33 Kamloops (AR)	74 353	86 491	16,3%
34 Brantford* (AR)	97 106	86 417	-11,0%
35 Nanaimo (AR)	73 547	85 664	16,5%
36 Prince George (AR)	69 653	85 035	22,1%
37 Saint-Jean-sur-Richelieu (AR)	73 452	79 600	8,4%
38 Sarnia (AR)	85 008	78 908	-7,2%
39 Drummondville (AR)	61 237	68 451	11,8%
40 Red Deer (AR)	58 145	67 707	16,4%
41 Lethbridge (AR)	60 974	67 374	10,5%
42 North Bay (AR)	65 222	63 681	-2,4%
43 Medicine Hat (AR)	52 681	61 735	17,2%
44 Granby (AR)	56 835	60 264	6,0%
45 Charlottetown (AR)	54 798	58 358	6,5%
CANADA	27 296 859	30 007 094	9,9%

*Abbotsford et Kingston étaient des AR jusqu'en 2001 et sont alors devenues des RMR, tandis que Brantford était une RMR en 1991 et a été déclassée au rang d'AR en 2001.

Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

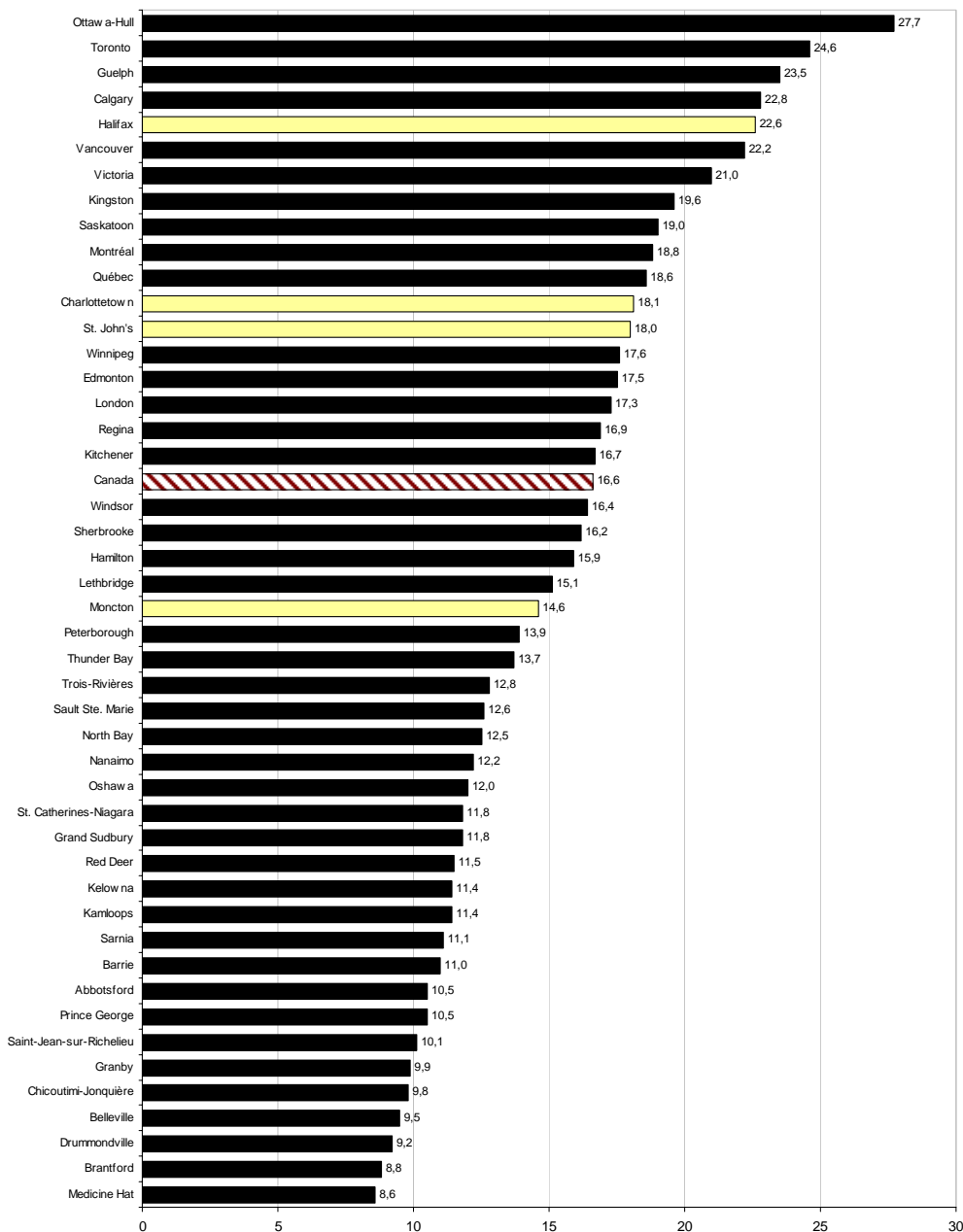
Les indices de Florida

- **L'indice de talent**

Le capital humain est la pierre angulaire de la nouvelle économie. En effet, les travailleurs compétents et talentueux devraient être au 21^e siècle ce qu'étaient les matières premières aux 19^e et 20^e siècles. La croissance dans les économies du savoir devrait donc reposer sur le capital humain. Dans notre étude, l'expression « capital humain » s'entend de la répartition du talent dans la population des 20 ans et plus, c'est-à-dire de la proportion de la population adulte possédant au moins un baccalauréat. La figure 11 montre que Halifax compte une proportion importante de diplômés universitaires dans sa population adulte – 22,6 % –, ce qui la classe au cinquième rang des villes canadiennes pour le talent. Charlottetown et St. John's obtiennent elles aussi des résultats supérieurs à la moyenne nationale, les diplômés universitaires y formant respectivement 18,1 et 18,0 % de la population de 20 ans et plus. Moncton, pour sa part, se situe sous la moyenne nationale : 14,6 % comparativement à 16,6 %. En fait, toutes les capitales provinciales du Canada atlantique peuvent s'enorgueillir d'un fort effectif de diplômés universitaires. À Fredericton, qui ne fait pas partie de notre échantillon, cet effectif représentait 24,7 % de la population adulte, de sorte que cette ville se classait au deuxième rang des villes canadiennes, tout juste derrière Ottawa-Hull. Les capitales provinciales que sont St. John's, Charlottetown, Halifax et Fredericton comptent toutes une forte proportion de leur main-d'œuvre dans les services publics provinciaux et fédéraux, c'est-à-dire des emplois qui exigent un baccalauréat, et elles abritent au moins une grande université.

Il ne fait pas de doute que le talent gravite autour des universités et des collèges. Ce sont des lieux de foisonnement intellectuel et de pensée innovatrice qui non seulement produisent des connaissances, mais aussi les diffusent. Cela dit, le classement selon l'indice de talent néglige une composante importante de la main-d'œuvre, soit les diplômés collégiaux. Or, on comptait presque autant de diplômés des collèges que des universités dans les principaux centres urbains du Canada atlantique en 2001, et certains d'entre eux sont des travailleurs hautement qualifiés. La proportion de diplômés collégiaux au Canada atlantique est légèrement supérieure à la moyenne nationale, et le nombre de diplômés collégiaux s'y est accru plus rapidement que celui des diplômés universitaires (de 43 % contre 40 % entre 1991 et 2001). À l'échelle nationale, la proportion de la population de 20 ans et plus ayant un diplôme collégial était de 15,9 % en 2001. Moncton dénombrait la plus forte proportion de diplômés collégiaux (18,3 % comparativement à 14,6 % de diplômés universitaires) et se classait 12^e sur les 45 villes-régions. Charlottetown comptait presque le même pourcentage de diplômés collégiaux et universitaires (18,1 et 18,2 % respectivement). Tant Halifax (17,3 %) que St. John's (14,9 %) comptaient moins de diplômés collégiaux.

Figure 11
Indice de talent, ou pourcentage de la population de 20 ans et plus ayant au moins un baccalauréat, RMR et AR choisies, Canada, 2001



Proportion de la population de 20 ans et plus ayant au moins un baccalauréat (%)

Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

• L'indice bohémien

Richard Florida considère que l'indice bohémien, qui correspond au nombre de personnes exerçant une profession « artistique » par 1 000 habitants, est un bon indicateur d'un environnement hautement créatif, lequel à son tour est porteur d'innovation. Les professions artistiques comprennent les écrivains, les producteurs, les directeurs, les chorégraphes, les compositeurs, les musiciens, les danseurs, les acteurs, les artistes visuels, les photographes, les graphistes, les artisans et les artistes peintres en textile. En 2001, près de sept Canadiens sur 1 000 occupaient une profession artistique. Fait intéressant, trois des quatre centres urbains de notre échantillon ont obtenu des résultats très élevés concernant cet indice. Dans la région de l'Atlantique, Halifax arrivait au premier rang avec 7,6 artistes par 1 000 habitants. Charlottetown, la moins peuplée des villes de notre échantillon, suivait non loin derrière avec un indice de 6,9. Charlottetown est la seule petite ville à se situer dans les premiers rangs du classement selon l'indice bohémien. L'indice à St. John's était égal à celui observé dans l'ensemble du pays (6,8) alors qu'à Moncton il était relativement plus faible (4,6). En chiffres absolus, on peut répartir le nombre de travailleurs dans les professions artistiques de la façon suivante : 1 180 à St. John's, 405 à Charlottetown, 2 735 à Halifax et 540 à Moncton.

Ces chiffres impressionnent d'autant plus que, dans la région de l'Atlantique, les professions artistiques ne constituent pas un gagne-pain évident. En 2001, le gain annuel moyen des personnes exerçant une profession semblable était nettement inférieur au gain moyen de l'ensemble de la population active. Par ailleurs, les personnes exerçant une profession artistique dans la région de l'Atlantique étaient celles qui, dans tout le Canada, avaient les gains les plus faibles. D'après les données du recensement de 2001, bien que plus instruites, les personnes exerçant une profession artistique au Canada atlantique enregistraient des gains inférieurs de 36 % aux gains enregistrés par l'ensemble des personnes actives de la région (15 980 \$ par année dans le premier cas et 24 518 \$ dans le second cas) et inférieurs de 32 % au gain moyen de tous les travailleurs artistiques canadiens (23 489 \$)³⁸.

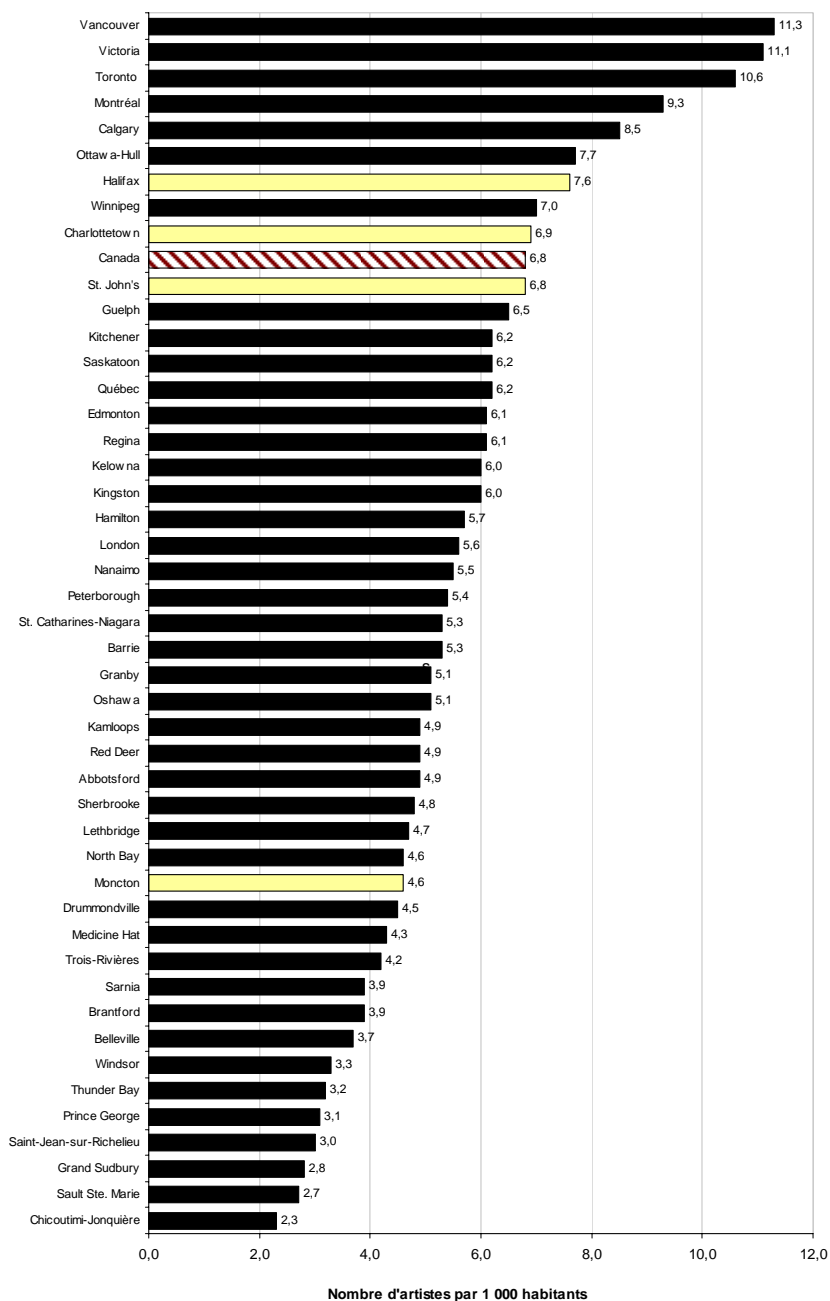
Les municipalités du Canada atlantique consacrent très peu de leurs dépenses à la culture, ce qui contraste fortement avec le reste du Canada. Même si les dépenses municipales au chapitre de la culture par habitant ont augmenté en 2003-2004 par rapport à l'année précédente dans les quatre provinces, elles demeuraient bien inférieures à la moyenne nationale de 63 \$ par habitant³⁹. Ces résultats peuvent s'expliquer en partie par le plus faible taux d'urbanisation du Canada atlantique ainsi que par la petite taille et la faible capacité financière des municipalités de la région. Quelle qu'en soit la raison, ces circonstances soulèvent des questions sur la volonté et la capacité des centres urbains du Canada atlantique d'accroître leurs dépenses au chapitre de la culture. Le

³⁸ Hill Strategies Research Inc., « Les artistes par province, territoire et région métropolitaine du Canada : analyse statistique basée sur le recensement de 2001 », *Regards statistiques sur les arts*, vol. 3, n° 2 (2004), p. 7-8.

³⁹ Les dépenses municipales par habitant étaient de 23 \$ à Terre-Neuve-et-Labrador, de 20 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard, de 37 \$ en Nouvelle-Écosse et de 32 \$ au Nouveau-Brunswick. Voir Statistique Canada, « Dépenses publiques au chapitre de la culture », *Le Quotidien*, 31 octobre 2005, p. 6.

dévoilement successif de politiques culturelles provinciales et municipales dans la région ces dernières années représente une étape décisive vers la légitimation de la culture en tant que partie intégrante du développement économique. Malgré ces lacunes, les principaux centres urbains du Canada atlantique (en particulier Halifax, Charlottetown et St. John's) obtiennent un bon classement sur le plan de leur capacité créatrice.

Figure 12
Indice bohémien, ou nombre d'artistes professionnels par 1 000 habitants, RMR et AR choisies, Canada, 2001



Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

• L'indice de mosaïque ethnique

La diversité ethnique (ou plus précisément la tolérance à la diversité) est au cœur de la théorie de Florida sur la classe créative. L'auteur mesure cette diversité au moyen de l'indice de mosaïque ethnique, lequel correspond au pourcentage de personnes nées à l'étranger dans la population. Depuis quelques décennies, le bilan du Canada atlantique en matière d'immigration internationale n'est pas très reluisant. En fait, la région a eu du mal à attirer et à retenir des immigrants internationaux. Cela dit, compte tenu du vieillissement de la population et de la pénurie annoncée de main-d'œuvre, diverses stratégies d'immigration ont été mises de l'avant à l'échelle locale et régionale. Comme on pouvait s'y attendre, la figure 12 confirme les résultats médiocres des principaux centres urbains du Canada atlantique sur le plan de l'immigration. En 2001, le pourcentage de personnes nées à l'étranger dans la population totale des centres urbains du Canada atlantique (considérés tant individuellement que collectivement) était nettement inférieur à la moyenne nationale (18,4 %). Ainsi, l'effectif étranger en pourcentage de la population totale était de 6,9 % à Halifax, de 3,8 % à Charlottetown et de 2,9 % dans chaque cas à St. John's et à Moncton. Les villes qui obtiennent l'indice le plus élevé sont soit des centres métropolitains, soit des villes limitrophes. À l'opposé, les centres urbains dans les régions périphériques du Canada, telles la région de l'Atlantique, les Prairies ou les régions éloignées des autres provinces, font moins bien. Le sud de la Colombie-Britannique et l'Ontario sont les régions qui attirent – et de loin – la plus grande part des immigrants internationaux.

Pour donner une idée générale de la situation au Canada atlantique, soulignons que les quatre provinces ont attiré au total 2 330 nouveaux immigrants en 2003, ce qui représente environ 1 % de tous les immigrants internationaux qui sont arrivés au Canada⁴⁰. Ce nombre est bien inférieur à la proportion de la population canadienne qui vit dans la région, soit 8 %. Depuis 1981, le nombre d'immigrants qui arrivent au Canada s'est accru de 57 % alors que la région de l'Atlantique attire moins d'immigrants internationaux de nos jours qu'elle ne le faisait il y a 25 ans. La situation apparaît encore plus critique compte tenu des faibles taux d'accroissement naturel de la population. Les centres urbains du Canada atlantique font piètre figure au chapitre de l'indice de mosaïque ethnique défini par Florida.

• L'indice de pôle technologique

L'indice de pôle technologique compare la fraction représentée par une région dans l'emploi national total dans la haute technologie à la fraction représentée par la même région dans l'emploi national total. On redresse ensuite le chiffre obtenu pour tenir compte de la taille de la ville en le multipliant par la part ou fraction représentée par la région dans l'emploi national total dans la haute technologie. La valeur obtenue reflète à la fois la spécialisation dans des activités à forte

⁴⁰ Statistique Canada, CANSIM, tableau 051-0011.

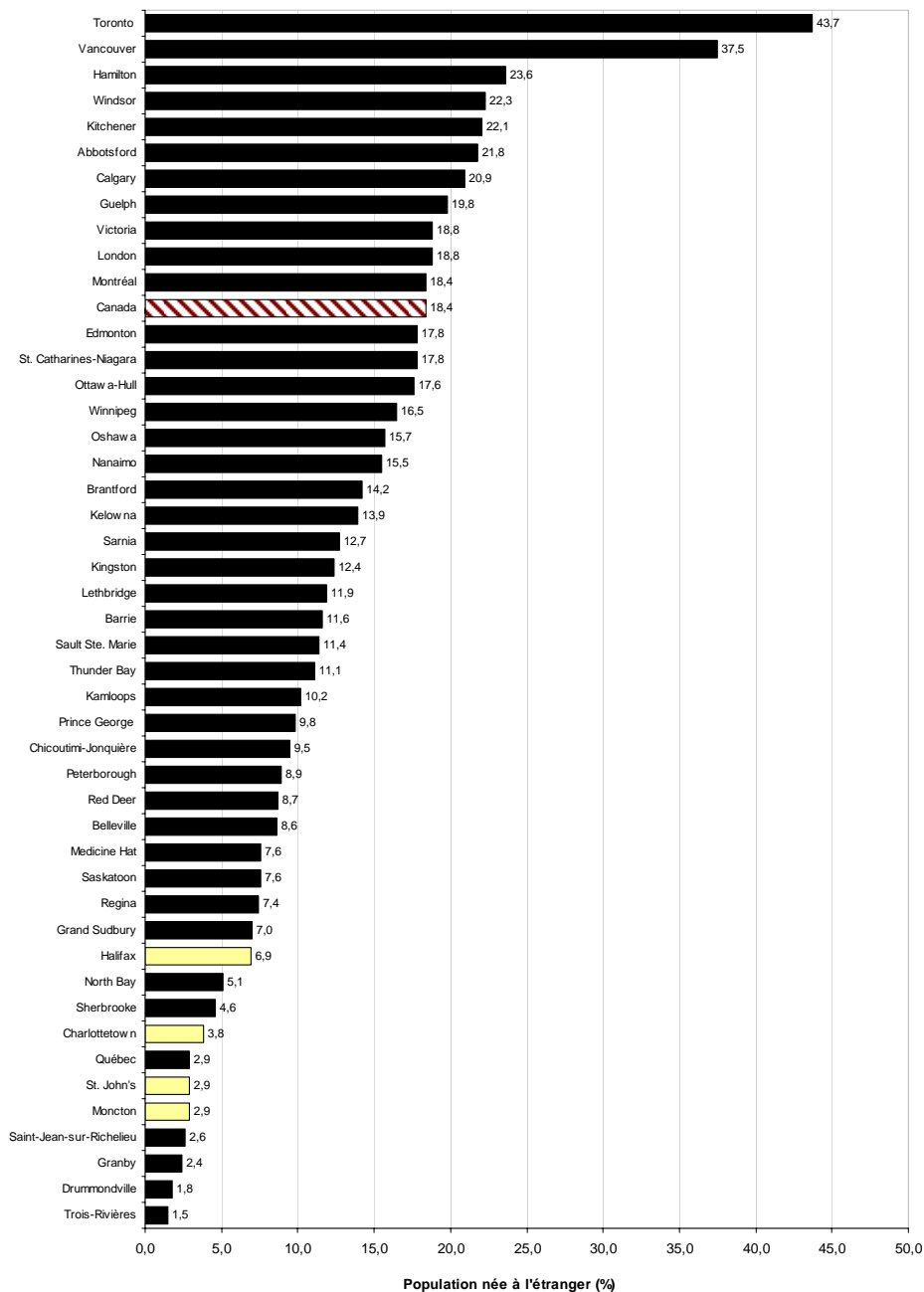
composante technologique et la fréquence de l'emploi dans les technologies⁴¹. L'indice est construit à partir des données sur l'emploi dans tous les secteurs de la haute technologie⁴². Les résultats sont présentés à la figure 14 et illustrent que les grandes métropoles canadiennes (Toronto, Montréal, Ottawa-Hull, Vancouver et Calgary) sont des locomotives dans les technologies les plus pointues et qu'un fossé considérable les sépare des villes de petite et moyenne taille. La région de la capitale nationale a bénéficié des investissements du gouvernement fédéral dans le secteur de la haute technologie. Il importe de souligner que la méthode de calcul de l'indice pénalise les villes de petite et moyenne taille, en ce sens qu'une ville-région de taille relativement petite dont l'économie est très axée sur les secteurs à forte composante technologique se classera derrière une ville-région de plus grande taille qui a un niveau de spécialisation technologique semblable⁴³. Dans cet esprit, on peut prévoir que Halifax et St. John's se classent devant Moncton et Charlottetown en raison de leur plus grande population, mais qu'elles tirent nettement de l'arrière sur les plus grandes villes du Canada.

⁴¹ M. Gertler et T. Vinodrai, « Competing on Creativity: Focus on Halifax », Halifax, Greater Halifax Partnership, 2004. Les données que nous citons dans cette section proviennent du recensement de 2001, et non de la base de données pour le Programme d'analyse longitudinale de l'emploi de 1999, comme c'était le cas pour toutes les autres études de cas du Canada produites par Gertler *et al.* En fin de compte, les résultats présentés ici sont semblables.

⁴² Il s'agit encore une fois des industries définies par Gertler *et al.* dans, notamment, *Competing on Creativity: Placing Ontario's Cities in North American Context*. Elles comprennent : les aéronefs, les pièces d'aéronefs; le matériel électronique; les produits pharmaceutiques; la médecine; le matériel d'usage professionnel et scientifique; les télécommunications; les autres industries des télécommunications; les services d'informatique et les services connexes; les services d'architecture et de génie et les autres services techniques et scientifiques; les laboratoires médicaux et autres laboratoires du domaine de la santé; la production et la distribution de films et de matériel audiovisuel.

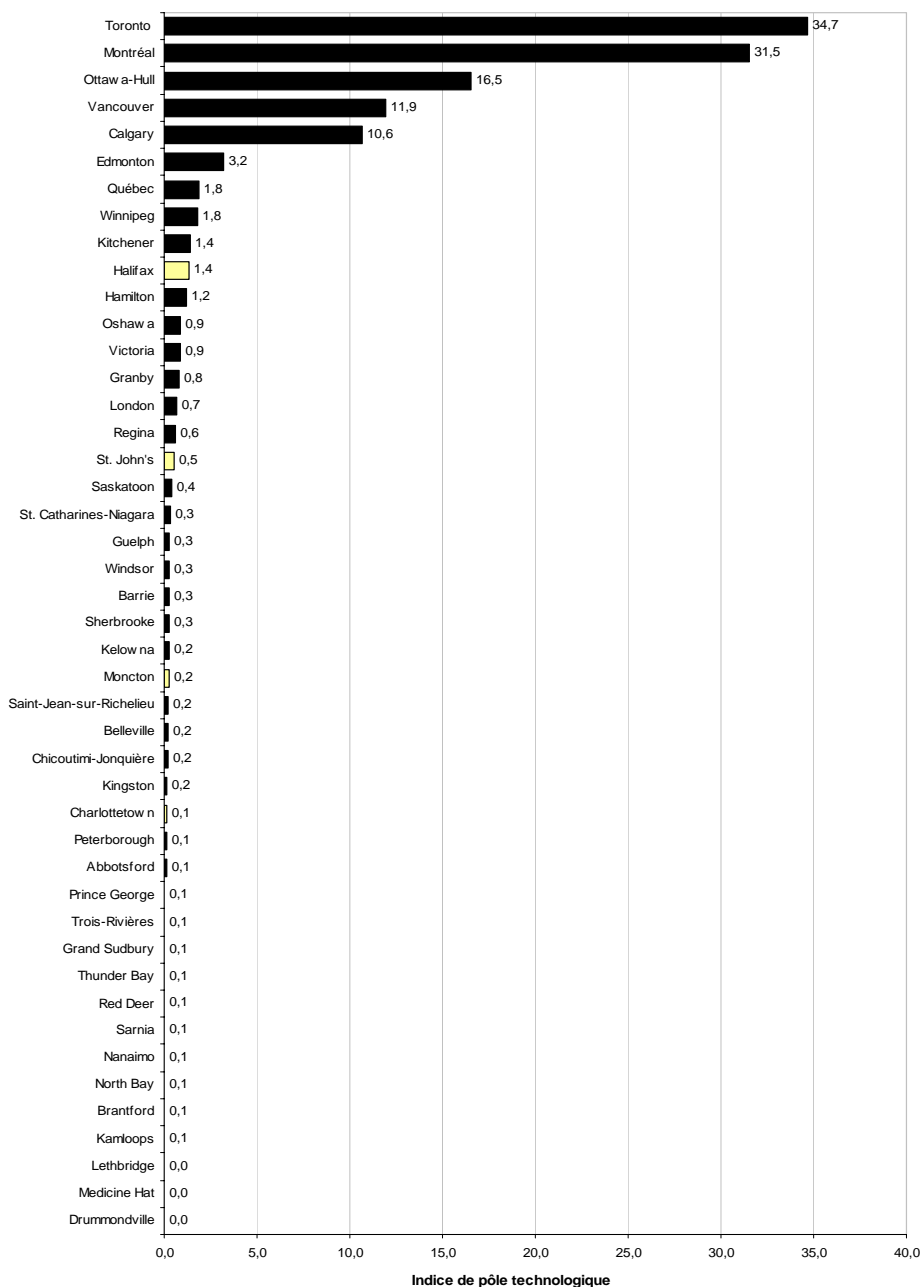
⁴³ C'est l'explication qu'avancent Gertler et Vinodrai dans « Competing on Creativity: An Analysis of Kingston, Ontario », Kingston (Ont.), Kingston Economic Development Corporation, 2003.

Figure 13
Indice de mosaïque ethnique, ou pourcentage de la population née à l'étranger, RMR et AR choisies, Canada, 2001



Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

Figure 14
Indice de pôle technologique, RMR et AR choisies, Canada, 2001



Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

• Résumé

Le classement selon la classe créative a illustré comment les quatre principaux centres urbains du Canada atlantique se comparent à un groupe plus large de 45 RMR et AR du Canada. Le tableau 7 énumère les 10 premières villes-régions (sur 45) pour chaque indice et donne le classement de St. John's, de Charlottetown, de Halifax et de Moncton. Globalement, les centres urbains de la région de l'Atlantique se sont bien défendus au chapitre de l'indice de talent et de l'indice bohémien. Halifax a particulièrement bien fait à l'égard de ces deux indices, St. John's et Charlottetown presque aussi bien. Charlottetown, tout comme Guelph, a enregistré des résultats assez surprenants en surpassant plusieurs centres urbains de plus grande taille dans les deux catégories. Pour ce qui est de Moncton, bien qu'elle se soit classée loin derrière les autres villes du Canada atlantique et l'ensemble des villes canadiennes, elle a bien fait par rapport aux autres AR de taille comparable. Le tableau 7 révèle aussi que les villes du Canada atlantique ont obtenu des résultats franchement décevants pour ce qui est des indices de mosaïque ethnique et de pôle technologique. N'eût été ces deux indices, leur classement général aurait été supérieur. Quoi qu'il en soit, cet exercice de classement a démontré que les principales villes du Canada atlantique possèdent un solide bassin de gens créatifs et talentueux sur lesquels asseoir des stratégies de développement économique. Des mesures complémentaires pour attirer et retenir des travailleurs étrangers hautement qualifiés permettraient de solidifier encore les assises économiques de la région.

Tableau 7
Classe créative – classement sommaire des villes selon chacun des indices

Rang selon la population	Rang selon les indices de créativité			
	Talent	Bohémien	Mosaïque ethnique	Pôle technologique
1 Toronto	1 Ottawa-Hull	1 Vancouver	1 Toronto	1 Toronto
2 Montréal	2 Toronto	2 Victoria	2 Vancouver	2 Montréal
3 Vancouver	3 Guelph	3 Toronto	3 Hamilton	3 Ottawa-Hull
4 Ottawa-Hull	4 Calgary	4 Montréal	4 Windsor	4 Vancouver
5 Calgary	5 Halifax	5 Calgary	5 Kitchener	5 Calgary
6 Edmonton	6 Vancouver	6 Ottawa-Hull	6 Abbotsford	6 Edmonton
7 Québec	7 Victoria	7 Halifax	7 Calgary	7 Québec
8 Winnipeg	8 Kingston	8 Winnipeg	8 Guelph	8 Winnipeg
9 Hamilton	9 Saskatoon	9 Charlottetown	9 Victoria	9 Kitchener
10 London	10 Montréal	10 St. John's	10 London	10 Halifax
13 Halifax	12 Charlottetown	33 Moncton	36 Halifax	17 St. John's
19 St. John's	13 St. John's		39 Charlottetown	25 Moncton
29 Moncton	23 Moncton		41 St. John's	30 Charlottetown
45 Charlottetown			42 Moncton	

À partir du classement des villes selon les indices, nous avons établi des corrélations entre les variables étudiées afin de déterminer le degré de corrélation entre les paires de variables. Il importe de souligner que la méthode statistique de la « corrélation » ne permet pas de mettre en évidence de lien de cause à effet entre deux variables, mais seulement l'existence d'un lien et sa force. Le degré de corrélation entre les variables étudiées appliquées au Canada atlantique est le suivant :

- L'indice bohémien est fortement corrélé à l'indice de talent (les villes qui attirent les personnes créatives et les artistes attirent aussi des travailleurs de talent).
- L'indice de talent est fortement corrélé à l'indice de mosaïque ethnique (les villes qui attirent des étrangers attirent aussi des travailleurs de talent).
- L'indice de talent est fortement corrélé à l'indice de pôle technologique (les villes comptant un important effectif dans les technologies comptent aussi des gens de talent).
- Il existe une corrélation moins forte mais tout de même positive entre l'indice bohémien et l'indice de pôle technologique (les villes à forte composante technologique ont aussi de nombreux habitants créatifs).
- Enfin, il existe une forte corrélation positive entre les indices de mosaïque ethnique et de pôle technologique (les villes à forte composante technologique sont aussi des villes cosmopolites).

Les coefficients de corrélation de notre échantillon de 45 RMR et AR apparaissent au tableau 8. Il existe une corrélation entre deux variables lorsque l'une d'elles est liée à l'autre de quelque façon. Les coefficients de corrélation ci-dessous sont représentés par la lettre r . Les valeurs de r varient de -1 à +1. Plus la valeur de r est près de +1 ou de -1, plus forte est la relation entre les deux variables. Dans une corrélation parfaite, la valeur de r est +1 tandis qu'une valeur de r de 0 signifie qu'il n'y a pas de relation entre les deux variables. Toutes les corrélations entre nos variables sont positives, ce qui signifie que la valeur d'une variable augmente à mesure que celle de l'autre augmente, mais à un rythme différent.

Tableau 8
Matrice des coefficients de corrélation (valeur de r), RMR et AR canadiennes choisies

	<i>Talent</i>	<i>Bohémien</i> <i>(créativité)</i>	<i>Mosaïque ethnique</i> <i>(diversité)</i>	<i>Pôle technologique</i>
<i>Talent</i>	1			
<i>Bohémien (créativité)</i>	0,82	1		
<i>Mosaïque ethnique (diversité)</i>	0,82	0,43	1	
<i>Pôle technologique</i>	0,75	0,37	0,79	1

Il est plus facile de comprendre les coefficients en les élevant au carré, puisque r^2 est égal au pourcentage de variation d'une des variables qui est lié à la variation de l'autre variable. Par exemple, la plus forte relation est celle de talent-bohémien, où $r = 0,77$, et où $r^2 = 0,59$ ou $r^2 = 59\%$. Dans ce cas, nous pouvons donc conclure que la présence d'environ 59 % des gens de talent dans une ville peut s'expliquer par la relation entre le talent et la créativité. Les autres relations, en ordre décroissant de degré de corrélation, sont pôle technologique-bohémien ($r^2 = 40\%$), pôle technologique-mosaïque ethnique ($r^2 = 35\%$), bohémien-mosaïque ethnique ($r^2 = 32\%$), pôle technologique-talent ($r^2 = 28\%$) et mosaïque-talent ($r^2 = 21\%$). Lorsque que nous tenons compte des centres urbains de petite et moyenne taille, toutes les relations sauf une (talent-mosaïque ethnique, qui est d'ailleurs la moins significative des relations) s'avèrent plus faibles que celles analysées par Gertler et ses collaborateurs. Les autres relations étaient toutes plus faibles et celles comprenant l'indice de pôle technologique étaient sensiblement plus faibles.

Les travailleurs créatifs au Canada atlantique

Nous avons mentionné plus tôt que la définition de la classe créative formulée par Richard Florida est plutôt large. Dans *The Rise of the Creative Class*, Florida énumère les grandes catégories professionnelles dans lesquelles travaillent les membres de cette désormais célèbre « classe créative », laquelle réunit, outre les créatifs, un noyau plus petit de « supercréatifs ». Le noyau des supercréatifs comprend les professions dans les catégories suivantes : les ordinateurs et les mathématiques; l'architecture et le génie; les sciences de la vie, les sciences physiques et les sciences sociales; l'éducation, la formation et les bibliothèques; les arts, le design, le divertissement, les sports et les médias. Pour sa part, la classe créative englobe les professions dans les domaines de la gestion, des affaires et de la finance, le domaine juridique, les soins de santé (praticiens et professions techniques) de même que les ventes haut de gamme et la gestion de celles-ci⁴⁴. Les catégories professionnelles énumérées par Florida correspondent, à peu de choses près, aux catégories de travailleurs du savoir établies par Statistique Canada en 2003⁴⁵. Nous nous sommes inspirés de la liste de Florida et de la Classification type des professions de 1991 pour dresser la liste des professions exercées par la classe créative (voir tableau 9). Les catégories professionnelles qui apparaissent au tableau 9 présentent les deux points communs que voici : premièrement, elles correspondent toutes à des professions du savoir, et deuxièmement elles comportent une part quelconque de créativité. Elles s'inscrivent dans six grandes catégories : 1) la gestion; 2) les affaires et la finance; 3) les sciences naturelles et appliquées; 4) la santé; 5) les sciences sociales, l'éducation et les services gouvernementaux; et 6) les arts, la culture et les loisirs. Ce sont des professions soit libérales, soit axées sur la gestion ou encore à caractère technique.

⁴⁴ R. Florida, *The Rise of the Creative Class*, p. 328.

⁴⁵ D. Beckstead et T. Vinodrai, *Nature et ampleur des changements qui ont touché les professions dans l'économie du savoir au Canada, 1971 à 1996*, Ottawa, Statistique Canada, 2003, p. 17. La liste de Statistique Canada compte une seule omission qui saute aux yeux : les professions dans le domaine du sport.

En réalité, l'appellation « classe créative » est impropre et arbitraire et, pour cette raison, elle continuera sans doute de susciter la controverse quant aux catégories professionnelles qu'elle doit ou non inclure. On retrouve des gens créatifs et des gens non créatifs dans toutes les professions. Autrement dit, il ne faut pas présumer que tous les ingénieurs ou que tous les gestionnaires occupent un poste qui requiert de la créativité. Inversement, cette classification ne rend pas compte de certains pêcheurs, machinistes ou conducteurs de machinerie lourde susceptibles de faire preuve d'innovation et d'une grande créativité.

Tableau 9
Catégories professionnelles de la classe créative d'après la Classification type des professions de 1991

A01 Membres des corps législatifs et cadres supérieurs
A11 Directeurs des services administratifs
A12 Directeurs des services de génie, d'architecture, de sciences naturelles et des systèmes informatisés
A13 Directeurs des ventes, du marketing et de la publicité
A30 Directeurs des services financiers et des services aux entreprises
A31 Directeurs des services de communications (sauf la radio et la télédiffusion)
A32 Directeurs des secteurs de la santé, de l'enseignement et des services communautaires et sociaux
A33 Directeurs de l'administration publique
A34 Directeurs des arts, de la culture, des sports et des loisirs
A38 Directeurs de la production primaire (sauf l'agriculture)
A39 Directeurs de la fabrication et des services d'utilité publique
B01 Professionnels en finance, en vérification et en comptabilité
B02 Professionnels en gestion des ressources humaines et en services aux entreprises
C01 Professionnels des sciences physiques
C02 Professionnels des sciences de la vie
C03 Professionnels en génie civil, mécanique, électrique et chimique
C04 Autres ingénieurs
C05 Professionnels en architecture, en urbanisme et en arpentage
C06 Professionnels en mathématiques et en informatique
C07 Professionnels des systèmes informatiques
C11 Personnel technique des sciences physiques
C12 Personnel technique des sciences de la vie
C13 Personnel technique en génie civil, mécanique et industriel
C14 Personnel technique en génie électronique et électrique
C15 Personnel technique en architecture, en dessin, en arpentage et en cartographique
D01 Médecins, dentistes et vétérinaires
D02 Optométristes, chiropraticiens et autres professionnels en diagnostic et en traitement de la santé
D03 Pharmaciens, diététistes et nutritionnistes
D04 Professionnels en thérapie et en évaluation
D11 Professionnels en sciences infirmières
D21 Technologues et techniciens des sciences de la santé (sauf les soins dentaires)
E01 Juges, avocats et notaires (au Québec)
E03 Agents des politiques et des programmes, chercheurs et consultants
E11 Professeurs et professeurs adjoints au niveau universitaire
E12 Professeurs au niveau collégial et instructeurs aux niveaux secondaire et primaire
E13 Enseignants et conseillers pédagogiques aux niveaux secondaire et primaire
F01 Professionnels des bibliothèques, des archives, des musées et des galeries d'art
F02 Professionnels de la rédaction et de la traduction et des relations publiques
F03 Professionnels des arts plastiques et des arts de la scène
F11 Personnel technique des bibliothèques, des archives, des musées et des galeries d'art
F12 Photographes, techniciens en graphisme et personnel technique en production et en diffusion de films et arts de la scène
F13 Annonceurs et autres artistes du spectacle
F14 Concepteurs graphiques et artisans

Sources : D. Beckstead et T. Vinodrai, *Nature et ampleur des changements qui ont touché les professions dans l'économie du savoir au Canada, 1971 à 1996*, Ottawa, Statistique Canada, 2003, p. 17; et R. Florida, *The Rise of the Creative Class, And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, Basic Books, 2002, p. 328-329.

À l'aide des données du recensement de 2001 et de la liste ci-dessus, nous pouvons circonscrire la classe créative du Canada atlantique et déterminer son poids relatif dans la population active totale. Le tableau 10 fait ressortir nos constatations. En 2001, la classe créative dans l'ensemble du Canada formait 24,3 % de la population active. Cela correspond grosso modo à l'estimation de Florida, qui établissait à un quart environ la proportion de travailleurs créatifs dans la main-d'œuvre canadienne totale (comparativement à un tiers aux États-Unis). À l'intérieur du Canada atlantique, St. John's, Charlottetown et Halifax affichaient toutes des pourcentages supérieurs à ceux de l'ensemble du Canada. St. John's avait le plus fort pourcentage de créatifs (28,1 % ou 25 400 travailleurs). Suivaient, dans l'ordre, Halifax (27,2 % ou 53 390 travailleurs), Charlottetown (25,6 % ou 32 140 travailleurs) et, au quatrième et dernier rang, Moncton (avec un pourcentage de 22,8 %, ce qui est inférieur au pourcentage national). Lorsque nous faisons le calcul pour les grandes régions métropolitaines du Canada, les cinq villes qui présentent le plus haut pourcentage de travailleurs créatifs obtiennent les résultats suivants : Ottawa-Hull (38,2 %), Toronto (30,7 %), Calgary (30,5 %), Québec (29,1 %) et Montréal (28,6 %). À l'opposé, les régions métropolitaines canadiennes qui comptent la plus faible proportion de travailleurs créatifs sont Abbotsford (16,3 %), St. Catharines-Niagara (18,2 %), Windsor (20,0 %), le Grand Sudbury (20,3 %) et Thunder Bay (21,3 %).

Tableau 10
Travailleurs dans les professions de la classe créative en proportion de la main-d'œuvre totale, Canada et principaux centres urbains du Canada atlantique, 2001

	Canada	St. John's	Charlottetown	Halifax	Moncton
Main-d'œuvre totale	15 872 070	90 290	32 140	196 590	65 305
Nombre de travailleurs créatifs	3 860 480	25 400	8 235	53 390	14 895
Proportion de travailleurs créatifs	24,3%	28,1%	25,6%	27,2%	22,8%

Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

Tableau 11
Travailleurs dans les professions de la classe créative en proportion de la main-d'œuvre totale, par province, Canada, 2001

	Canada	T.-N.-L.	I.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.
Total labour force	15 872 070	241 495	73 635	451 375	371 805	3 742 485	6 086 815	585 425	512 240	1 696 760	2 059 945
Total creative class occupations	3 860 480	46 365	13 290	95 415	71 870	919 855	1 596 230	120 090	95 535	396 675	492 070
% creative class occupations	24,3%	19,2%	18,0%	21,1%	19,3%	24,6%	26,2%	20,5%	18,7%	23,4%	23,9%

Source : Statistique Canada, recensement de 2001.

Néanmoins, à l'échelle provinciale, la proportion de travailleurs créatifs au Canada atlantique était nettement inférieure tant à la moyenne nationale qu'à celle des centres urbains. Ce sont les provinces les plus grandes et les plus densément peuplées qui comptent une plus grande proportion de travailleurs créatifs au sein de leur main-d'œuvre. En revanche, la part des travailleurs créatifs dans les provinces de l'Atlantique était parmi les moins élevées au Canada. Les travailleurs créatifs représentaient 19,2 % de la main-d'œuvre totale à Terre-Neuve-et-Labrador, 18,0 % à l'Île-du-Prince-Édouard, 21,1 % en Nouvelle-Écosse et 19,3 % au Nouveau-Brunswick.

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, les principaux centres urbains du Canada atlantique semblent disposer d'un solide bassin de travailleurs qualifiés, très instruits et créatifs. Chaque ville choisie était clairement le chef de file dans sa province à cet égard. Mais en fin de compte, ce n'est pas parce qu'ils dénombrent une grande proportion de travailleurs créatifs que certains des principaux centres urbains de la région auront nécessairement du succès dans les activités liées à l'économie du savoir. Comme nous le verrons dans les sections subséquentes, le défi des centres urbains du Canada atlantique consistera à garder les travailleurs hautement qualifiés et très instruits qu'ils comptent déjà et à attirer d'autres personnes de talent.

L'économie du savoir, l'innovation et les travailleurs créatifs au Canada atlantique : mises en garde et perspectives au sujet de la théorie de la classe créative

La présence de ressources naturelles et de matières premières a eu une grande influence sur le développement économique des provinces de l'Atlantique au cours de leur histoire. Depuis avant la Confédération, la croissance économique de nombreuses régions du Canada atlantique – en particulier les régions périphériques – a fortement dépendu de l'exploitation des ressources de la mer, de la forêt, de la terre et du sous-sol. Les théories classiques de la croissance économique se sont concentrées sur le rôle des ressources naturelles et de la géographie, et les entreprises ont été influencées par des variables traditionnelles telles que l'avantage lié à l'emplacement, les infrastructures et les incitatifs fiscaux au moment de choisir un endroit où s'établir. De nos jours, dans le contexte de la nouvelle économie, l'attention se tourne de plus en plus vers des considérations telles que le capital humain, la diversité et la qualité du lieu. Le tableau 12 résume assez succinctement les principaux changements dans la façon de penser entre l'« ancienne » et la « nouvelle » économie. Ces changements sont importants car ils modifient la façon dont les entrepreneurs privés abordent les décisions d'affaires et la façon de penser et d'agir des décideurs.

Tableau 12
Croyances au sujet du développement économique dans l'ancienne et la nouvelle économie

Dans l'ancienne économie, les gens croyaient que :	Dans la nouvelle économie, les gens croient que :
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le principal atout d'un endroit, c'était qu'il soit économique d'y brasser des affaires. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le principal atout d'un endroit, c'est qu'il soit riche en idées et en talent.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La règle d'or était d'attirer les entreprises. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La règle d'or est d'attirer des gens instruits.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un environnement physique de grande qualité était un luxe qui diminuait l'attrait pour les entreprises soucieuses des coûts. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les installations physiques et culturelles sont cruciales pour attirer des travailleurs du savoir.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Des régions prospéraient grâce à un avantage concurrentiel fixe que leur procurait une ressource ou une compétence en particulier. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les régions sont prospères dans la mesure où les organismes et les individus y ont la capacité d'apprendre et de s'adapter.
<ul style="list-style-type: none"> ▪ C'était le gouvernement qui donnait une orientation au développement économique. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Seuls des partenariats audacieux entre les entreprises, le gouvernement et le secteur des organismes sans but lucratif peuvent conduire au changement.

Source : *Austin's Economic Future: The Intersection of Innovation, Creativity, and Quality of Life*, Austin (TX), rapport préparé par Texas Perspectives Inc., 2002 (traduction libre).

Dans la pratique, la distinction entre l'ancienne et la nouvelle économie n'est pas aussi claire et nette. Ainsi, la région de l'Atlantique se retrouve quelque part entre les deux extrêmes. Certains principes de l'ancienne économie continuent d'animer les efforts de développement économique dans la région. L'accès aux ressources primaires, l'emplacement géographique et ce qu'il en coûte pour y faire des affaires demeurent des atouts importants, et la région en fait la promotion avec succès. Les attitudes et les mentalités à l'égard du développement économique sont peut-être appelées à changer dans un avenir prochain, mais on ne doit pas présumer que ce virage dans les croyances soit présentement un fait accompli au Canada atlantique. En fait, les croyances au sujet de l'ancienne économie et celles au sujet de la nouvelle économie constituent peut-être une fausse dichotomie puisque les deux économies présentent des aspects complémentaires et pertinents.

La théorie de Florida sur la classe créative se rapporte beaucoup plus à l'économie du savoir, à la technologie et à l'innovation qu'au développement culturel. Elle s'intéresse plus précisément à la création des conditions – ou à l'établissement des fondements – de la croissance économique. Le Canada atlantique s'enorgueillit de posséder plusieurs atouts, notamment une forte concentration d'universités et de collèges qui créent des connaissances et qui stimulent l'innovation et la recherche et développement (R-D). La région de l'Atlantique, qui compte 17 universités, rapporte le plus haut taux d'inscription à temps plein parmi la population d'âge universitaire (de 18 à 24 ans) au pays⁴⁶. En outre, plusieurs universités de la région se classent parmi les meilleures et les plus prestigieuses du Canada. Les universités sont la source de près des deux tiers de toute la R-D

⁴⁶ Gardner Pinfold Consulting Economists Ltd., « The Economic Impact of Universities in the Atlantic Provinces », rapport préparé pour l'Association des universités de l'Atlantique, février 2006, p. 24. La taille et le champ d'action des 17 universités varient. De plus, certaines d'entre elles ont des campus satellites dont le nombre total ne tient pas compte.

réalisée dans la région de l'Atlantique : « En 2003, les universités ont dépensé 510 millions de dollars pour couvrir des coûts directs et indirects, ce qui représente 63 % de la R-D effectuée dans la région. Par comparaison, les universités représentaient un peu plus de 30 % de la R-D à l'échelle nationale [...]»⁴⁷. » Toutefois, il ne faut pas oublier que les investissements globaux dans la R-D au Canada atlantique ne représentent qu'environ 4 % de tous les investissements en R-D au pays. Pour sa part, le secteur privé réalise seulement 18 % de la R-D dans la région de l'Atlantique. Les biotechnologies, les produits pharmaceutiques, l'aérospatiale, les technologies de l'information et des communications (TIC) et les industries scientifiques sont des secteurs économiques en pleine expansion qui dépendent directement de la main-d'œuvre créative. Qui plus est, les gouvernements fédéral et provinciaux investissent des sommes grandissantes dans l'innovation et la R-D afin de renforcer l'économie du Canada atlantique. L'initiative régionale la plus notable en ce sens est le Fonds d'innovation de l'Atlantique de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique. La région de l'Atlantique tire tout de même de l'arrière sur le reste du Canada pour ce qui est de la croissance des dépenses en R-D. Entre 1999 et 2003, le taux de croissance de la R-D au pays était de 36 % tandis qu'il était de 22 % à l'échelle régionale⁴⁸.

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, la théorie de Florida sur la classe créative concerne particulièrement la création des conditions propices à la croissance, ce qui implique la présence d'un environnement créatif en plus des installations culturelles et des agréments liés au style de vie qui contribuent à attirer et à retenir les gens talentueux. Le Canada atlantique s'est certainement illustré comme un endroit qui foisonne d'activités culturelles et artistiques, spécialement au cours de la dernière décennie⁴⁹. Dans la perspective de Florida, c'est là un aspect important sur lequel la région, et plus particulièrement ses centres urbains, doit continuer de bâtir et qu'elle doit promouvoir si elle veut demeurer concurrentielle dans la course mondiale pour attirer des travailleurs hautement qualifiés et des investisseurs de l'extérieur. Les atouts du Canada atlantique sont ternis, voire éclipsés par d'autres caractéristiques qui sont plus problématiques, telles que la croissance démographique au ralenti, l'émigration et les très faibles niveaux d'immigration internationale.

Dans la nouvelle économie, la création de connaissances et l'information sont des sources fondamentales d'avantage concurrentiel et d'innovation. Les technologies de l'information et des communications (TIC) et les industries scientifiques, qui reposent en grande partie sur la R-D et les travailleurs hautement qualifiés, sont les pierres angulaires de la croissance économique du Canada atlantique. Ces deux secteurs industriels dynamiques sont largement urbains par nature et

⁴⁷ *Ibid.*, p. 30 (traduction libre).

⁴⁸ Statistique Canada, CANSIM, tableau 358-0001. L'Île-du-Prince-Édouard était la seule province de l'Atlantique où le taux de croissance était supérieur à celui de l'ensemble du pays. En effet, les dépenses en R-D s'y sont accrues de 62 % entre 1999 et 2003. Au cours de la même période, les autres provinces ont enregistré les taux de croissance suivants : 27 % à Terre-Neuve-et-Labrador, 20 % en Nouvelle-Écosse et 18 % au Nouveau-Brunswick.

⁴⁹ Pour en savoir davantage à ce sujet, voir N. Barrieau, *Le secteur culturel au Canada atlantique : impact économique et potentiel d'exportation*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2004.

ont connu une expansion rapide dans la région depuis les années 1990. Cette expansion s'est traduite par une productivité accrue et la création d'emplois axés sur le savoir (lire de la classe créative) et bien rémunérés. Les TIC et les industries scientifiques conçoivent et exploitent de nouvelles technologies, et bon nombre d'entreprises ont des brevets de propriété intellectuelle. Selon une étude récente, le secteur des TIC dénombrait 22 000 emplois dans la région en 2002 et celui des industries scientifiques, 24 500 emplois⁵⁰. La grande majorité de ces emplois était située en milieu urbain, en particulier à Halifax et à St. John's. En dépit de leur croissance rapide, les TIC et les industries scientifiques du Canada atlantique ne comptent que pour une faible proportion de la production nationale dans ces secteurs : « [...] la plupart des entreprises des secteurs des TIC et des sciences au Canada atlantique sont de petite taille, spécialement celles qui produisent des biens et services exportables. Par conséquent, les avantages commerciaux associés aux activités de recherche et développement, et associés plus particulièrement aux grandes entreprises, ne sont pas aussi évidents au Canada atlantique. Encore faut-il que la région se dote soit de grappes industrielles, soit d'une forte capacité de concurrence ou bien d'un éventail varié d'industries susceptibles de créer un réseau dynamique de compétences et de services pouvant faire l'objet d'échanges. [...] les secteurs des TIC et des sciences représentent une moins grande part de la production qu'à l'échelle nationale et, ce qui est plus inquiétant encore, leur croissance est plus lente⁵¹. »

En plus d'avoir transformé le type d'emplois privilégié et la structure de l'emploi, l'avènement de la nouvelle économie a eu une incidence sur la répartition géographique des travailleurs. L'économie du savoir est essentiellement un phénomène urbain, si bien que les villes-régions sont devenues des endroits privilégiés de compétitivité. Les diplômés universitaires et postsecondaires et les gens talentueux affluent vers les centres urbains, car les débouchés économiques et les perspectives d'emploi y abondent. Une étude empirique récente sur le Canada atlantique a laissé entendre qu'il y existe « une économie à deux vitesses [où] les activités industrielles à fort contenu de savoir se concentrent dans les régions urbaines, alors que les régions rurales et semi-rurales continuent d'être axées sur l'exploitation des ressources naturelles ». Les auteurs de l'étude poursuivent en insistant sur le besoin impérieux de renforcer les centres urbains du Canada atlantique : « Par rapport à l'avènement de la nouvelle économie, l'adaptation des provinces de l'Atlantique passe donc, d'abord et avant tout, par la capacité d'absorption des zones urbaines dynamiques⁵². »

Une autre étude a reconnu la valeur d'une main-d'œuvre qualifiée et très instruite, tout en soulignant cependant que, souvent, les centres urbains ne sont pas bien équipés pour attirer ce type de travailleurs ou des perspectives commerciales de l'extérieur. « Les travailleurs qualifiés sont essentiels au succès d'une ville, mais toute politique destinée à créer de la richesse doit chercher principalement à encourager et à attirer les entrepreneurs et les entreprises. Les villes

⁵⁰ Conseil économique des provinces de l'Atlantique, « ICT and Science Industries: Their Role in Atlantic Canada's Economy », *Atlantic Report*, vol. 38, n° 4 (2004), p. 4.

⁵¹ *Ibid.* (traduction libre).

⁵² M. Beaudin et S. Breau, *L'emploi, les compétences et l'économie du savoir au Canada atlantique*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2001, p. 145.

doivent savoir se doter des éléments de base nécessaires pour les attirer, c'est-à-dire de bonnes écoles, des routes de qualité, des rues sécuritaires et une taxe municipale raisonnable. Une fois que ces éléments seront en place, les galeries d'art et les emplois de haute technologie suivront⁵³. »

Les théories économiques modernes nous indiquent que la compétitivité d'une région ne dépend pas tant de ses avantages biophysiques que de sa capacité de produire des connaissances et des technologies, de les diffuser et de les utiliser. Alors que l'économie évolue progressivement vers les emplois axés sur le savoir, la compétitivité repose sur une main-d'œuvre hautement qualifiée. En substance, le message de Florida est que le capital humain est plus important que le capital physique (c.-à-d. les ressources naturelles, les infrastructures, l'emplacement géographique, etc.). Bien qu'il puisse y avoir du vrai dans cette assertion en ce qui concerne les régions métropolitaines plus grandes et plus centrales, elle n'a pas été démontrée dans le cas de la région de l'Atlantique. Comme nous l'avons mentionné plus tôt, une grande partie des études récentes sur le développement économique suggèrent que les régions urbaines sont appelées à devenir les moteurs de la restructuration économique, ce qui est plutôt inquiétant dans le cas du Canada atlantique vu la grande proportion de population rurale qu'on y trouve (environ 50 %). Une étude portant sur l'adaptation de régions périphériques de l'est du Canada à l'économie du savoir corrobore la tendance à l'urbanisation des activités économiques. Mario Polèse et Richard Shearmur écrivent que « les régions les plus capables d'attirer la main-d'œuvre nécessaire à l'économie du savoir, c'est-à-dire les travailleurs dotés d'un haut niveau d'instruction et de compétence, seront les plus avantagées. Le lieu où ces travailleurs décident de vivre et de se regrouper est devenu la variable décisive. Le principal défi des régions qui souhaitent attirer les industries du savoir consiste donc à entretenir et à conserver un tel bassin d'expertise⁵⁴. » Cette affirmation reflète certainement les points de vue sous-jacents exprimés par Florida dans sa théorie de la classe créative. Dans le cas du Canada atlantique, les données récentes semblent aller dans le même sens que ces constatations, alors que les travailleurs qualifiés choisissent le plus souvent de s'établir dans l'un des centres urbains de la région. Ce phénomène explique pourquoi la croissance démographique est plus élevée dans les centres urbains du Canada atlantique que dans l'ensemble de la région.

Analyse

Les politiques et les programmes des gouvernements fédéral et provinciaux devraient-ils viser à attirer le capital humain plutôt que les entreprises? La qualité du lieu et la concentration de gens

⁵³ P. Luciani, *Do Cities Create Wealth? A Critique of New Urban Thinking and the Role of Public Policy for Cities*, Halifax, Atlantic Institute for Market Studies, 2004, p. 10 (traduction libre).

⁵⁴ M. Polèse et R. Sheamur, avec la collaboration de Pierre-Marcel Desjardins et Marc Johnson, *La périphérie face à l'économie du savoir : la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*, Montréal, INRS-Urbanisation, culture et société/Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2002, p. 40.

talentueux dans une région donnée ont-ils un effet positif sur la croissance régionale? Dans leur rapport sur le rôle de la créativité dans le développement économique des grandes villes-régions du Canada et de l'Ontario, Meric Gertler, Richard Florida et leurs collègues confirment que les liens entre la créativité, la diversité, le talent et les activités à forte composante technologique sont encore plus forts au Canada qu'aux États-Unis⁵⁵. Du moins, c'est ce qu'il appert dans le cas des grandes régions métropolitaines (RMR). La méthode employée par Florida semble moins convaincante lorsqu'on l'applique aux régions urbaines de petite et moyenne taille comme celles que l'on trouve au Canada atlantique.

Dans la pratique, l'influence précise que la théorie de la classe créative exerce sur les comportements et les actions des praticiens du développement économique demeure incertaine. La section 4 du présent rapport jette un peu de lumière sur cette question. Toutefois, certains faits récents laissent entendre que l'attrait d'une région pour les entrepreneurs et les entreprises tient davantage à des considérations pratiques. Selon une enquête de 2004 portant sur les 41 premières régions urbaines du Canada, le magazine *Canadian Business* a choisi Moncton comme étant le meilleur endroit où faire des affaires au pays⁵⁶. Sur quoi ce choix s'est-il fondé? Parmi les principaux avantages concurrentiels de Moncton qui sont ressortis, mentionnons l'emplacement central, le coût de la vie, l'infrastructure (plus précisément les parcs industriels et la qualité de l'eau), la main-d'œuvre bilingue, les taux de l'impôt sur le revenu et l'accessibilité des représentants élus. Avant d'aller plus loin, il faut souligner que l'enquête reposait principalement sur des données « dures » (coûts de faire des affaires, coût de la vie, croissance économique récente, taux de criminalité, etc.). De plus, nous savons peu de choses sur l'échantillonnage de l'enquête ou sur ses questions. Nous supposons que les besoins des entreprises de haute technologie en matière d'emplacement sont sensiblement différents de ceux d'une entreprise manufacturière (telle une brasserie, par exemple). Cela dit, l'article du *Canadian Business* ne fait aucunement allusion à l'un ou l'autre des facteurs suivants : la présence d'universités, de collèges et de laboratoires de recherche, les travailleurs qualifiés et créatifs, les installations culturelles et le dynamisme culturel ou la qualité de vie. Les conclusions de cette enquête en particulier ne reflètent aucunement le raisonnement de Florida à l'égard du développement économique. Cet exemple illustre également que, dans certains contextes, le capital physique apparaît toujours comme un facteur de réussite pertinent pour le développement économique.

La concentration d'activités axées sur le savoir dans un système urbain ou régional n'est pas l'effet du hasard. Autrement dit, l'économie de la création ne sera pas florissante n'importe où. Les villes universitaires possédant une grande capacité et une longue tradition de recherche sont des tremplins particulièrement efficaces pour l'économie de la création. Les universités et les autres établissements de haut savoir sont en mesure d'agir comme des catalyseurs pour la croissance et le développement économiques, car ils sont des pôles d'attraction pour les activités intellectuelles

⁵⁵ M. Gertler *et al.*, *Competing on Creativity: Placing Ontario's Cities in North American Context*.

⁵⁶ A. Holloway, « The Best Cities for Business in Canada », *Canadian Business*, 22 novembre 2004. Sur Internet : http://www.canadianbusiness.com/investing/article.jsp?content=20041122_63812_63812.

et l'innovation. Ils ont un rôle économique étendu : « Les universités produisent des connaissances et des technologies qui sont ensuite transférées de l'université au secteur privé par l'intermédiaire de centres de transfert technologique, d'incubateurs d'entreprises, de partenariats en R-D, d'alliances entre l'université et l'industrie, de programmes de commercialisation et d'entreprises dérivées. [...] En tant qu'institution clé dans une économie du savoir, l'université joue des rôles multiples qui vont bien au-delà de cette vision étroite de l'université en tant qu'"usine du savoir"⁵⁷. » Les universités fournissent un environnement ouvert au dialogue et aux échanges – en particulier les établissements fortement axés sur la recherche qui possèdent de solides programmes des cycles supérieurs – et agissent comme des aimants sur les étudiants, les professeurs et les chercheurs hautement qualifiés. C'est pourquoi elles sont considérées comme des points d'ancrage de la créativité. Compte tenu de la taille relativement petite de la population régionale, le Canada atlantique compte un nombre considérable d'universités⁵⁸. Même si certaines possèdent une plus grande capacité de recherche que d'autres, il ne fait aucun doute que les universités de la région offrent un potentiel sur lequel il faut miser, car elles peuvent contribuer à renforcer la compétitivité de la région.

Selon Thomas J. Courchene, expert en politiques, nous assistons à un changement de paradigme où les villes-régions émergent comme les instances supérieures du nouvel ordre économique. Au premier plan de ce changement de paradigme se situent, d'une part, les universités, les centres de recherche et les laboratoires de R-D qui attirent les travailleurs de talent et, d'autre part, les politiques socioculturelles qui répondent aux besoins de la classe créative⁵⁹. La nouvelle ère économique se caractérise par l'émergence de citoyens capables de tirer profit de l'information et des connaissances, qui deviennent d'une certaine façon des agents créatifs de progrès social. Afin de relever les défis du 21^e siècle, Courchene recommande une approche politique de l'économie du savoir qui s'appuie sur la perspective du capital humain, ce qu'il appelle l'approche des « citoyens d'abord ». Il recommande en outre d'investir dans les Canadiens, c'est-à-dire d'investir dans leur éducation, leur formation et le perfectionnement de leurs compétences, en vue de rehausser la compétitivité du Canada sur la scène mondiale.

Les exigences du marché du travail et la structure de l'emploi évoluent rapidement et, en conséquence, les centres urbains du Canada atlantique doivent s'adapter au même rythme. Des facteurs de production intangibles tels que le savoir-faire, la technologie et l'ouverture à l'innovation sont maintenant sérieusement pris en considération dans la logique du développement urbain. Si la théorie de la classe créative semble attrayante sur papier, elle n'est pas la panacée. Le contexte du Canada atlantique est particulier, ce qui justifie que la région soit l'objet d'une approche qui

⁵⁷ M. Gertler et T. Vinodrai, « Anchors of Creativity: How Do Public Universities Create Competitive and Cohesive Communities? », Toronto, Université de Toronto, communication présentée à la conférence intitulée « *Building Excellence: Graduate Education and Research* », 2004, p. 2 (traduction libre).

⁵⁸ Comme nous l'avons souligné précédemment, le Canada atlantique compte le plus haut taux d'inscription à l'université au Canada chez les jeunes de 18 à 24 ans.

⁵⁹ T.J. Courchene, « Social Policy and the Knowledge Economy: New Century, New Paradigm », *Options politiques = Policy Options*, vol. 24, n° 7 (août 2004), p. 32.

tienne compte de ces particularités. La situation démographique inquiétante du Canada atlantique aura certainement des répercussions stratégiques sur les politiques destinées à soutenir la croissance des centres urbains de la région. Pendant que les grandes régions métropolitaines du Canada trouvent des façons de gérer leur croissance démographique et d'intégrer les immigrants internationaux, les centres urbains du Canada atlantique se démènent pour trouver des moyens de maintenir et de stimuler leur croissance démographique, et des façons d'attirer et de retenir les immigrants. En fait, telle est la réalité de plusieurs centres urbains de petite et moyenne taille situés en région périphérique.

Même si le Canada atlantique réussissait à attirer une plus grande proportion d'immigrants dans les années à venir, rien ne garantit que les compétences de ceux-ci seraient exploitées à leur plein potentiel. À bien des égards, l'intégration des immigrants dans l'ensemble du Canada est plutôt inefficace. En fait, « comparés à leurs homologues nés au Canada, les immigrants diplômés d'universités étaient deux fois plus susceptibles d'occuper des emplois qui sont nettement en deçà de leur niveau de scolarité dans les années 1990⁶⁰ ». Il ne fait pas de doute que le Canada atlantique doit adopter une approche plus proactive dans ses efforts pour attirer des immigrants internationaux afin de répondre à la demande de travailleurs hautement qualifiés. Les trois paliers de gouvernement doivent s'attaquer à ce problème et trouver des façons de faciliter l'entrée des immigrants et leur intégration dans les collectivités du Canada atlantique. En 2004, on comptait plus de 6 000 étudiants internationaux dans les universités de la région⁶¹. Voilà une occasion pour les universités, en partenariat avec les gouvernements, de jouer un rôle crucial en vue de faciliter l'immigration. Un sondage pilote réalisé en 2005 auprès d'étudiants internationaux des universités du Canada atlantique a révélé que « la plupart des étudiants interrogés (67 %) se sont dits intéressés à demander la résidence permanente au Canada et à s'établir au Canada atlantique⁶² ».

Une étude récente qui rend compte des tendances démographiques et de l'urbanisation au Canada atlantique affirme que « les emplois en milieu urbain requièrent des travailleurs qualifiés » et que « les tendances de l'emploi en milieu urbain reflètent la croissance de l'économie du savoir »⁶³. En raison des exigences du marché du travail, les compétences spécialisées sont fortement en demande. Dans ces conditions, les dirigeants municipaux devront envisager des stratégies visant à attirer et à retenir des gens talentueux et créatifs. Le capital humain est essentiellement perçu comme le fondement de base de la croissance économique et de la prospérité. La situation est d'autant plus critique dans le cas du Canada atlantique en raison de la pénurie imminente de travailleurs due au vieillissement de la main-d'œuvre et à l'exode des jeunes. Il se peut que les incitatifs financiers et les allègements fiscaux réussissent à attirer des

⁶⁰ Statistique Canada, « Étude : Les immigrants sont-ils perdants? 1991 à 2001 », *Le Quotidien*, 23 juin 2004, p. 6.

⁶¹ Gardner Pinfold Consulting Economists Ltd., « The Economic Impact of Universities in the Atlantic Provinces », p. 25.

⁶² D. LeBrun et S. Rebelo, *Le rôle des universités dans le développement économique du Canada atlantique : l'accent sur l'immigration*, Moncton, Agence de promotion économique du Canada atlantique, 2006, p. 78.

⁶³ Conseil économique des provinces de l'Atlantique (CEPA), *Urbanisation et vieillissement de la population, qu'est-ce qui s'en vient pour le Canada atlantique?*, Halifax, CEPA, 2003, p. 3.

entreprises axées sur l'économie du savoir dans une région, mais il y a de fortes chances que celles-ci n'y restent pas si elles n'ont pas accès à un bassin suffisant de travailleurs qualifiés qui puissent les aider à prendre de l'expansion. Il faut, maintenant plus que jamais, que les stratégies de développement économique soient dirigées vers les individus, le capital humain. En termes simples, les stratégies de développement économique doivent adopter une approche plus humaine. Les collectivités et les gouvernements devraient investir non seulement dans les infrastructures traditionnelles, mais aussi dans la création d'un environnement qui soit attrayant pour les travailleurs créatifs et doués.

La théorie de Florida sur la classe créative s'inscrit dans un contexte social plus large de réaligement des priorités des travailleurs, où la vie en général est moins compartimentée et où l'on attache une plus grande valeur à des considérations liées aux loisirs et à la qualité de vie. Cette façon de penser s'appuie sur le raisonnement suivant : étant donné que les travailleurs créatifs forment un groupe très mobile, ils convergeront vers des villes-régions qui offrent un équilibre entre les meilleures perspectives d'emploi et des commodités de première qualité liées au style de vie. Cela donne du poids à la croyance de Florida largement répandue voulant qu'il existe une « course mondiale au talent ».

D'après un classement des pays selon la classe créative réalisé plus récemment par Florida, le Canada est arrivé au huitième rang quant à la taille de sa classe créative. Le Canada, dont un quart de la main-d'œuvre exerce une profession créative, a même surpassé les États-Unis dans ce classement⁶⁴. Cette amélioration de son classement global s'explique en grande partie par le rendement des trois grandes régions métropolitaines du pays (Toronto, Montréal et Vancouver). Celles-ci viennent en tête au pays au chapitre de la diversité et du dynamisme créatif. À elles trois, elles accueillent près des trois quarts de tous les immigrants internationaux qui arrivent au Canada. Ce sont aussi des centres florissants de production culturelle et d'activités de haute technologie. On pourrait faire valoir que les villes-régions dotées d'une économie vigoureuse sont tout simplement mieux positionnées pour attirer les travailleurs créatifs et les immigrants.

Les principaux reproches que nous faisons à la théorie de la classe créative ont trait à la taille des villes et à la méthode utilisée par Florida. En effet, Florida a clairement conçu sa théorie en ayant en tête de grandes régions métropolitaines, et certains de ses indices de créativité sont manifestement biaisés en pénalisant les villes de petite et moyenne taille par rapport aux grands centres urbains⁶⁵. D'ailleurs, Florida a ouvertement déclaré que les petites villes étaient des « causes désespérées ». Quoi qu'il en soit, certains éléments de son message s'avèrent tout de

⁶⁴ Les cinq premiers pays étaient, en ordre décroissant, l'Irlande (33,5 %), la Belgique (30,4 %), l'Australie (30,1 %), les Pays-Bas (29,5 %) et la Nouvelle-Zélande (27,1 %). Les États-Unis, où 23,6 % des travailleurs faisaient partie de la classe créative, ont chuté au 11^e rang. Voir R. Florida, « America's Looming Creativity Crisis », *Harvard Business Review*, vol. 82, n^o 10 (octobre 2004), p. 124-125.

⁶⁵ Pour plus de précisions à ce sujet, voir R. Nelson, « A Cultural Hinterland? Searching for the Creative Class in the Small Canadian City », dans W.F. Garrett-Petts (dir.), *The Small Cities Book: On the Cultural Future of Small Cities*, Vancouver, New Star Books, 2005, p. 98-105.

même relativement pertinents pour les principaux centres urbains du Canada atlantique. Il y a beaucoup de vrai dans son affirmation selon laquelle les villes-régions qui savent attirer et retenir les gens talentueux et qui appuient les entreprises de haute technologie stimuleront leur prospérité (quoiqu'il ne soit pas le premier à défendre cette idée). Bien que la réalité des petites villes comme celles du Canada atlantique ne colle pas tout à fait à la théorie de Florida, nous avons pu montrer que les centres urbains du Canada atlantique possèdent au moins deux des grandes qualités décrites dans le modèle de Florida, à savoir un pourcentage élevé de diplômés universitaires et une forte concentration de travailleurs créatifs (artistes). Il ne fait aucun doute que cet effectif est un important atout que peuvent exploiter les stratégies urbaines.

Nous avons aussi constaté que l'accroissement naturel de la population est pratiquement stagnant au Canada atlantique et que la région est aux prises avec un vieillissement de sa main-d'œuvre. Toutefois, le vieillissement de la main-d'œuvre est un problème répandu. Afin d'attirer de nouveaux talents, les villes devront trouver des façons novatrices de se rendre attrayantes aux gens provenant d'autres régions et d'autres pays, et de garder ceux qui y sont déjà établis. Les gens talentueux iront d'abord et avant tout là où il y a des perspectives d'emploi. S'ils ont la possibilité de choisir parmi divers endroits offrant de bonnes perspectives d'emploi, leur choix pourrait pencher en faveur des villes riches en diversité, ayant un centre-ville animé et une scène culturelle et artistique dynamique. Mais ce n'est pas nécessairement le cas, et c'est là l'une des principales réserves envers la théorie de Florida. Ce ne sont pas tous les travailleurs créatifs qui recherchent une ville *cool* et riche en diversité.

L'avenir des centres urbains du Canada atlantique est un enjeu qui intéresse au plus haut point les décideurs politiques des trois paliers de gouvernement. On a maintes fois réitéré l'importance de renforcer les centres urbains, mais il faut veiller à minimiser l'impact qui pourrait en résulter pour les régions rurales. Dans le contexte actuel de la nouvelle économie et de l'intégration mondiale et continentale, les experts s'entendent pour dire que les perspectives de croissance économique dépendront de la production de savoir et de la capacité d'innovation. Les centres urbains joueront un rôle primordial dans l'essor des économies régionales. Le nombre grandissant de travaux de recherche dans le domaine de l'économie urbaine atteste de l'importance de soutenir l'économie du savoir et de la création. L'approche de la classe créative présente néanmoins des failles évidentes lorsqu'on l'applique à des centres urbains de petite et moyenne taille, à plus forte raison si ces centres sont situés en périphérie, comme c'est le cas au Canada atlantique.

Nous avons fait ressortir certaines forces et certaines lacunes de la théorie de la classe créative dans le contexte du Canada atlantique. Nous nous penchons maintenant sur ce qu'en pensent les praticiens dans les domaines du développement économique et de la culture. De façon plus précise, les entrevues que nous avons réalisées donnent un aperçu de certains des enjeux et des défis que le système urbain du Canada atlantique rencontre régulièrement, de ce qui fonctionne en matière de développement économique dans la région et des améliorations qui pourraient être apportées à cet égard.

IV

Le point de vue des praticiens du développement économique et du secteur culturel

Afin de mieux connaître le point de vue des praticiens au sujet du développement économique des régions urbaines en général et de l'influence de la théorie de Florida sur la classe créative en particulier, nous avons recueilli de l'information au moyen d'entrevues semi-dirigées auprès de 26 personnes. Il y avait deux groupes de répondants : le premier comprenait des praticiens du développement économique et le second était composé de praticiens du secteur culturel. Nous avons consulté les membres de ce dernier groupe en vue de mieux saisir le degré d'importance que les villes attachent aux arts et à la culture comme moyen d'améliorer et de promouvoir la qualité du lieu. Notre échantillon comprenait des personnes de St. John's, de Charlottetown, de Halifax et de Moncton, et nos questions se rapportaient surtout à deux domaines principaux : premièrement, les défis économiques des villes; et deuxièmement, la pertinence de l'approche de la classe créative. Tout en reconnaissant que chaque centre urbain est fondamentalement différent et fait face à un ensemble de défis qui lui sont particuliers, nous tenterons de généraliser à partir des renseignements recueillis lors des entrevues et de dégager certains enjeux et défis que les répondants ont en commun.

Au sujet des défis économiques des régions urbaines

La section 2 du présent rapport a examiné la situation économique et démographique du Canada atlantique par rapport à celle de ses principaux centres urbains. Les données de Statistique Canada ont confirmé que, de façon générale, les centres urbains se tirent mieux d'affaire sur les fronts économique et démographique. Nos entrevues ont révélé que, dans certains cas, il n'est pas suffisant d'avoir de meilleurs résultats que la moyenne régionale. On peut regrouper les défis qui se posent sous deux grandes rubriques : pallier la pénurie de main-d'œuvre et bâtir des environnements d'affaires concurrentiels.

- *Pallier la pénurie de main-d'œuvre*

Le principal défi que doivent relever les centres urbains de la région et qu'ils devront relever dans l'avenir est lié à la pénurie de main-d'œuvre. On prévoit que le vieillissement de la main-d'œuvre, combiné au grave problème de l'exode des jeunes, aura de graves conséquences sur la croissance économique et la viabilité de nombreuses régions urbaines. Les intervenants estiment que les villes doivent mettre de l'avant des stratégies à long terme en vue non seulement de garder

leurs jeunes, mais aussi d'attirer des travailleurs qualifiés. La rétention des jeunes est cruciale; c'est pourquoi les villes doivent créer un climat attrayant afin de les garder dans la région et de rapatrier ceux qui l'ont quittée pour trouver de meilleures perspectives ailleurs. Les centres urbains du Canada atlantique, à l'exception de Halifax, ressentent les effets de l'exode des cerveaux (Halifax possède l'un des taux de rétention des jeunes les plus élevés au Canada). Il faudrait faire davantage pour retenir les diplômés des universités du Canada atlantique. St. John's, Charlottetown, Halifax et Moncton comptent toutes au moins une université et un collège. Il semble que de plus en plus de diplômés des collèges et des universités élisent domicile dans la ville où ils ont étudié, ce qui témoigne du fait que les jeunes instruits y bénéficient de possibilités d'emploi accrues. Les programmes des universités et des collèges de la région devraient être adaptés pour répondre aux besoins de l'industrie locale.

L'immigration joue un rôle fondamental pour remédier à la pénurie de main-d'œuvre. Au cours des dernières années, les centres urbains du Canada atlantique n'ont attiré qu'un faible nombre d'immigrants et ont dû multiplier les efforts pour les retenir. Souvent, la région de l'Atlantique sert de tremplin aux nouveaux immigrants ou de lieu où ils s'établissent temporairement avant d'aller s'installer dans les grandes régions métropolitaines. À l'heure actuelle, les infrastructures sont insuffisantes pour accueillir et intégrer les nouveaux immigrants, et les collectivités locales doivent redoubler d'efforts à cet effet. Les efforts doivent s'attacher à aider les immigrants à trouver des possibilités d'emploi. Comme la plupart des universités canadiennes, les universités de la région de l'Atlantique ont pris un virage afin d'attirer les étudiants étrangers. On devrait s'efforcer en particulier de retenir les diplômés étrangers des universités et collèges du Canada atlantique.

- *Bâtir des environnements concurrentiels*

Attirer et retenir la main-d'œuvre est une chose. Mais pour bâtir des économies solides, il sera nécessaire que les centres urbains du Canada atlantique créent des perspectives d'emplois significatifs et bien rémunérés. À mesure qu'ils cherchent à s'éloigner d'une économie marquée par l'intervention de l'État, les centres urbains du Canada atlantique se tournent de plus en plus vers les industries axées sur le savoir (technologies maritimes et océaniques, biotechnologies, aérospatiale, TIC, énergie, etc.), d'où la nécessité de compter sur un bassin de travailleurs hautement qualifiés. Bon nombre de ces domaines peuvent tirer profit de collaborations accrues avec les universités locales. La présence d'universités dotées d'une forte capacité de R-D est un atout considérable pour les villes. Il faudrait que les gouvernements fédéral et provinciaux, les administrations municipales, les universités et le secteur privé forment des partenariats afin de créer une culture d'innovation dans la région de l'Atlantique. En fait, les établissements d'enseignement postsecondaires sont considérés comme des acteurs essentiels et devraient être de plus en plus intégrés aux efforts de développement de l'économie locale.

Le manque de planification stratégique concertée est ressorti comme une lacune importante dans les centres urbains de la région de l'Atlantique. L'expérience a démontré qu'une approche tous

azimuts du développement économique s'avère inefficace. Pour relever les défis à venir, il faudra que les villes adoptent une approche stratégique et centrée, mise en œuvre par des dirigeants solides ayant une vision claire. Un autre défi se rapporte à la compréhension des besoins des collectivités locales. Divers intervenants ont réclamé des outils d'analyse comparative afin d'évaluer les besoins locaux. Souvent, les efforts des gouvernements fédéral et provinciaux en matière de développement économique ne sont pas au diapason des besoins locaux. De leur côté, les administrations municipales n'ont généralement pas les ressources adéquates pour saisir les occasions de développement économique. Les gouvernements provinciaux doivent jouer un rôle de premier plan dans le développement économique des régions urbaines. Cela peut exiger une bonne dose de courage politique étant donné la force des circonscriptions électorales rurales.

La mondialisation signifie que les centres urbains du Canada atlantique ne sont pas en concurrence les uns avec les autres. St. John's, Charlottetown, Halifax et Moncton rivalisent plutôt avec d'autres villes-régions des quatre coins du Canada et de la planète. La façon dont la région est dépeinte revêt une importance capitale. Par le passé, la région de l'Atlantique a subi les effets d'une couverture médiatique défavorable à l'échelle du pays, qui n'a fait que véhiculer des idées fausses sur la région. Le besoin de dissiper ces idées fausses continue d'être un défi pour les villes alors qu'elles cherchent à accroître leur visibilité et à transmettre une image positive. D'ordinaire, les avantages concurrentiels que l'on attribue au Canada atlantique comprennent ce qu'il en coûte pour y faire des affaires, les niveaux de salaires, la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée, les infrastructures stratégiques, une qualité de vie supérieure, un coût de la vie abordable, des universités locales dotées d'une capacité de recherche et un climat propice aux affaires. C'est ce qu'il faut promouvoir.

Au sujet de l'approche de la classe créative

Nos entrevues ont révélé que, bien que la plupart des répondants aient une connaissance des fondements généraux de la théorie de Florida sur la classe créative, peu d'entre eux en connaissaient les subtilités. La plupart ont établi un parallèle entre la théorie de Florida et la nécessité d'investir dans la culture, mais peu ont fait référence aux fonctions centrales qu'y jouent l'économie du savoir et la technologie.

Plusieurs praticiens du développement économique ont décrit la théorie de Florida comme étant la « dernière saveur du mois » et ont souligné ses lacunes au plan pratique. Si la présence d'un environnement créatif est très importante sur papier, il est difficile d'en convaincre les intérêts commerciaux de l'extérieur. D'après leur expérience, nombre de praticiens ont déclaré que, du point de vue des entreprises, les incitatifs fiscaux et l'infrastructure sont beaucoup plus importants. En somme, la qualité de vie et les commodités liées au style de vie constituent des facteurs importants mais non pas cruciaux. Les entreprises recherchent d'abord et avant tout des travailleurs qualifiés, des taux d'imposition concurrentiels et des infrastructures de base répondant à leurs besoins. Quelques rares personnes interrogées apprécient l'idée générale qui se dégage

du raisonnement de Florida, à savoir que si les travailleurs s'établissent dans les villes qui se distinguent par le dynamisme de leur communauté et que les entreprises s'établissent dans les villes qui comptent des travailleurs qualifiés, alors les entreprises (lire à forte concentration de connaissances) iront s'établir dans les villes abritant une communauté dynamique.

La grande majorité des praticiens du développement économique que nous avons interrogés a accordé peu de poids à la thèse selon laquelle la croissance économique repose exclusivement sur le choix d'un milieu de vie des personnes créatives, qui préfèrent les endroits riches en diversité, où les gens sont tolérants et ouverts aux nouvelles idées. Certes, ce sont là des atouts importants qui peuvent contribuer à attirer les jeunes travailleurs qualifiés et qui sont susceptibles de plaire en particulier aux entreprises sans attaches, mais d'autres facteurs plus pratiques font aussi partie de l'équation, tels le coût et l'abordabilité du logement, et l'accès aux soins de santé et à de bonnes écoles. La création des conditions favorables à la croissance est une préoccupation de tous les instants pour les villes. Les centres urbains de la région doivent promouvoir certains des avantages concurrentiels des villes de taille moyenne : la circulation moins congestionnée, la proximité d'un environnement rural et de la nature, un rythme de vie plus lent et un esprit communautaire solide. Contrairement à ce que prétend la théorie de Florida, ce n'est pas tout le monde qui souhaite vivre et travailler dans une région métropolitaine pleine d'animation.

Pour leur part, les intervenants du secteur culturel croient que les villes pourraient faire davantage pour intégrer les arts et la culture dans leurs stratégies de développement économique. À l'heure actuelle, on ne perçoit pas vraiment la culture comme étant un outil de développement économique. À leur avis, il arrive souvent que les villes se servent des arts et de la culture pour leur propre promotion ou qu'elles les intègrent dans leur stratégie de promotion touristique. Les activités artistiques et culturelles contribuent énormément à rendre une ville attrayante aux gens de l'extérieur – les touristes aussi bien que les investisseurs – et à améliorer le tissu social des villes. Les intervenants du secteur culturel ont le sentiment que la présence d'un environnement créatif a une incidence positive sur l'ouverture de nouvelles perspectives économiques, mais il n'existe pas de données objectives permettant de mesurer à quel point c'est le cas.

Il est rare que les organismes ou les intervenants du secteur culturel soient invités à participer à la planification du développement économique, ce qui illustre encore une fois le fossé qui sépare la culture et l'économie. Bien que les municipalités aient accru leur appui aux arts et à la culture se soit accru ces dernières années, le secteur continue généralement d'être une priorité marginale et sporadique. Le défi des praticiens du secteur culturel consiste à encourager les croisements entre l'économie et la culture, à montrer comment elles peuvent être avantageuses l'une pour l'autre. Il n'y a pas très longtemps que la créativité se trouve dans la mire des municipalités, et Richard Florida a beaucoup contribué à attirer l'attention des décideurs et des artisans des politiques sur les arts et la culture.

V

Ce qu'il faut faire : relever les défis des centres urbains du Canada atlantique

Si Florida a raison, les individus ne suivent pas toujours les emplois et les entreprises lancent de nouvelles activités dans les régions où les travailleurs créatifs décident de s'établir ou préfèrent vivre. Dans cet esprit, que doivent faire le Canada atlantique et ses trois paliers de gouvernement? Que doit faire le secteur privé? Comment la région peut-elle promouvoir son indice de talent et son indice bohémien?

Comme l'indique le sommaire du tableau 7 (page 58), le Canada atlantique semble occuper une position idéale pour mettre en œuvre certains éléments des politiques prescrites par Florida. La plupart des villes choisies de la région de l'Atlantique se sont assez bien classées selon les indices de créativité malgré leur taille relativement petite. Comme on le sait, la région – en particulier la Nouvelle-Écosse – abrite un grand nombre d'universités⁶⁶. Le style de vie dans la région, le rythme de vie détendu, les plages et les coûts de logement abordables devraient plaire aux gens créatifs. Bref, on pourrait croire que la région a tout ce qu'il faut pour devenir un laboratoire de développement économique comme l'entend Florida. Néanmoins, ce qui fait contrepoids aux forces de la région, c'est que les activités de haute technologie, de recherche et d'innovation du Canada atlantique, qui sont au cœur de la théorie de Florida, ne comptent que pour une petite portion de la production nationale à ce chapitre.

Toutefois, dans le domaine du développement économique, les choses sont rarement ce qu'elles semblent être ou aussi simples qu'on le voudrait bien. Qui plus est, même un examen superficiel des publications sur le sujet révèle que les théories du développement économique sont sujettes à l'engouement du moment. Aucune théorie de développement économique, si globale et convaincante ait-elle semblé à première vue, n'a répondu aux attentes qu'elle avait suscitées. Il suffit de rappeler le concept de pôle de croissance élaboré par Perroux pour le constater. Bon nombre de pays, tant dans le monde occidental que parmi les pays en développement, ont adhéré à la théorie de Perroux sur les pôles de croissance et ont investi des fonds publics importants afin qu'elle donne les résultats escomptés. Le Canada n'y a pas fait exception; on se souviendra que le concept des pôles de croissance était à la base du nouveau ministère de l'Expansion économique régionale (MEER) de 1968 à 1973. Comme tant d'autres pays, le Canada a abandonné le concept de pôle de croissance économique au milieu des années 1970, insatisfait des résultats obtenus.

⁶⁶ La Nouvelle-Écosse abrite 11 universités, qui sont toutefois très variées sur le plan de la taille, de la structure et des programmes offerts.

Loin de nous l'idée de suggérer que les théories du développement économique sont sans importance. Elles sont très importantes, car non seulement elles permettent d'obtenir des indications sur la façon dont le développement économique prend forme, mais aussi elles aident à préciser les exigences en matière de politiques. En effet, on peut affirmer que le concept de pôle de croissance derrière le MEER s'est avéré un succès. Pour en avoir la preuve, on n'a qu'à examiner la croissance de Moncton, de Halifax et de St. John's, qui ont été l'objet d'une bonne part des efforts que le MEER a consacrés aux pôles de croissance.

Florida apporte de nouvelles réflexions sur le développement économique ainsi que des perspectives et des idées en vue de façonner les nouvelles politiques prescrites. De nombreux faits laissent entendre que les villes, l'innovation, la recherche et développement, les indicateurs de qualité de vie, les esprits créatifs et les personnes hautement qualifiées jouent un rôle important et continueront de jouer un rôle important dans la santé économique des régions. Cela dit, la méthode employée par Florida ne parvient pas à démontrer sans l'ombre d'un doute que la créativité et la diversité entraîneront ou soutiendront la croissance économique.

Les gouvernements peuvent adopter de nombreuses mesures dans le sens des politiques prescrites par Florida. Il existe toutefois déjà de nombreuses initiatives gouvernementales qui cadrent avec la vision du monde de Florida. Ainsi, l'Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA) a lancé, en 2001, le Fonds d'innovation de l'Atlantique, qui poursuit le genre d'objectifs en matière de développement économique que préconise Florida. Le Fonds a pour but de renforcer la compétitivité du Canada atlantique dans l'économie mondiale en faisant la promotion de nouvelles idées, de nouveaux produits et de la R-D. Le Fonds a reçu un accueil extrêmement favorable dans la région : lors des trois premières rondes de financement, l'Agence a reçu une demande d'aide financière de la part de 487 projets d'une valeur de quelque trois milliards de dollars. L'APECA a approuvé 131 d'entre eux, qui ont reçu au total environ 363 millions de dollars du Fonds, ce qui s'est traduit par un investissement global de 802 millions de dollars dans des projets de R-D dans la région. Toutefois, la R-D n'est qu'un des aspects du processus d'innovation. Les gouvernements fédéral et provinciaux doivent appuyer une vision plus large de l'innovation, sans négliger les projets qui empruntent d'autres moyens que la R-D pour créer ou innover, et ce, dans d'autres secteurs économiques plus traditionnels.

D'autres initiatives mises en œuvre par les gouvernements tant fédéral que provinciaux correspondent bien aux idées de Florida. Les efforts visant à promouvoir la région de l'Atlantique auprès des néo-Canadiens, la décision du gouvernement du Nouveau-Brunswick d'introduire des incitatifs fiscaux afin d'encourager les étudiants universitaires internationaux à demeurer dans la province après l'obtention de leur diplôme et les efforts particuliers de R-D déployés par les quatre gouvernements provinciaux vont tous dans le sens du programme de Florida.

Que peut-on faire de plus? La première chose qu'il faut se rappeler, c'est qu'il n'existe pas de remèdes miracles ou de solutions faciles. S'il y en avait, il ne fait aucun doute qu'on les aurait déjà appliqués. Un deuxième point à ne pas oublier, c'est que des facteurs historiques ont une influence

sur le développement économique comme sur toutes choses. Si les quatre provinces de l'Atlantique n'ont pas connu une croissance économique aussi forte que d'autres régions du Canada, en particulier l'Ontario et l'Alberta, c'est à cause de divers facteurs, notamment l'application de politiques nationales au fil des années dans le cas de l'Ontario et les riches réserves de pétrole et de gaz naturel dans celui de l'Alberta. Il est peu probable que Florida ou qui que ce soit réussisse à transformer l'économie du Canada atlantique à court terme. Il faudra du temps et un engagement soutenu de la part de tous les principaux acteurs économiques, tant les gouvernements que les universités et le secteur privé. Les défis économiques que la région doit relever sont de portée considérable. Ils sont aussi bien connus : le manque de néo-Canadiens, une population urbaine relativement faible, un secteur privé qui n'investit pas assez dans la R-D et l'innovation, et ainsi de suite.

Les solutions? Florida évoque plusieurs possibilités. Elles comprennent la promotion du développement urbain, ce qui pourrait se traduire notamment par une importance accrue accordée au corridor Halifax-Moncton et à St. John's. Florida insiste sur l'importance du rôle que les universités peuvent jouer dans la promotion du développement économique, spécialement par l'entremise de leurs activités de recherche. S'il est vrai que le Canada atlantique compte d'excellentes universités, peu d'entre elles sont fortement axées sur la recherche. Des universités telles que St. Francis Xavier, Acadia et St. Thomas figurent constamment au sommet du classement des universités canadiennes réalisé par le magazine *Maclean's*. Il s'agit cependant d'universités qui offrent surtout des programmes de premier cycle et qui comptent des réalisations importantes mais tout de même modestes dans le domaine de la recherche lorsqu'on les compare avec l'Université de Toronto, l'Université McGill et l'Université de l'Alberta.

Deux universités de la région ont une solide tradition de recherche dans des domaines variés, soit Dalhousie à Halifax et Memorial à St. John's. La région devrait s'inspirer de ces deux établissements pour leur leadership, et ces deux universités devraient quant à elles explorer les possibilités de former des partenariats avec d'autres universités de la région en vue de mener des activités de recherche. Il n'y a pas de meilleur endroit où concentrer les efforts de coopération que dans la R-D en milieu universitaire. Les gouvernements fédéral et provinciaux et les organismes de financement de la R-D devront montrer la voie sur ce front. Selon les données de Statistique Canada, les universités du Canada atlantique sont la principale source d'innovation et de recherche fondamentale dans la région.

Les gouvernements fédéral et provinciaux devront aussi se montrer créatifs dans l'élaboration de politiques publiques afin de rehausser l'attrait de la qualité du lieu de façon à garder et à attirer les gens dans la région. L'industrie culturelle et artistique, les musées et les installations récréatives sont tous des éléments importants des infrastructures régionales qui cherchent à attirer les meilleurs individus et les plus brillants esprits créatifs. La stratégie régionale de développement économique n'y attachait pas une grande importance par le passé, mais elle devrait le faire à l'avenir. Il est nécessaire de recueillir de plus amples données empiriques établissant un lien de

causalité afin de démontrer que la qualité du lieu joue effectivement un rôle en vue d'attirer et de retenir ces esprits créatifs.

Comme chacun le sait, la région a beaucoup dépendu de ses ressources naturelles au cours de son histoire, exportant une bonne part de ses produits à l'état brut. Les infrastructures, les transports et les ressources naturelles continueront d'être importants, car la géographie et l'emplacement ont encore une incidence sur le développement économique au Canada atlantique. Après tout, une politique judicieuse de développement économique doit bâtir sur les forces et les avantages. Néanmoins, la région doit prendre au sérieux l'opinion de Florida selon laquelle le capital humain sera dans l'avenir un facteur clé de réussite. Étant donné que les travailleurs peuvent se déplacer d'un endroit à un autre, les régions ont intérêt à améliorer leur qualité de vie afin d'attirer des personnes de talent et de les retenir. L'attitude à préconiser consiste à prendre soin des travailleurs hautement qualifiés et à les garder dans la région. Les gouvernements devraient s'efforcer de rendre le climat propice aux personnes autant qu'aux affaires. Ils devraient mettre en œuvre une stratégie axée sur le capital humain qui cible des moyens d'attirer et de retenir les personnes talentueuses par l'entremise de l'éducation, de la formation et de l'immigration.

Conclusion : examen des centres urbains du Canada atlantique

On ne peut nier le mérite de l'argument de Florida selon lequel le développement économique se concentre dans les régions urbaines. La section 2 de ce rapport a fait voir que les régions urbaines choisies du Canada atlantique sont des chefs de file au chapitre de l'emploi et de la croissance économique et qu'elles jouent déjà un rôle central dans la croissance des économies provinciales et régionale. Mais comment le Canada atlantique peut-il promouvoir le développement urbain? Nos villes peuvent-elles rivaliser avec Montréal, Ottawa et Toronto, sans parler de Boston et de New York? Comment la région peut-elle se défaire de son esprit de clocher? Et qu'advient-il de nos régions rurales? Comment vont-elles s'intégrer au plan d'ensemble?

Ce ne sont pas là des questions faciles, mais nous devons nous les poser. Nous devons nous interroger sur le rôle du gouvernement fédéral dans le développement de la région. Il va sans dire que les besoins des centres urbains de l'Atlantique en matière de développement économique ne sont pas les mêmes que ceux de Toronto. St. John's, Charlottetown, Halifax, Moncton et d'autres villes de la région auront besoin d'aide pour améliorer leurs infrastructures, développer leurs marchés et former de nouveaux partenariats. Nos villes n'ont pas les mêmes moyens de planification que Toronto ou Ottawa. Les gouvernements de nos provinces, petits comparativement aux gouvernements du Québec et de l'Ontario, ne sont certainement pas en mesure d'offrir aux municipalités la même aide à la planification. Ce n'est qu'une autre raison pour laquelle les quatre provinces de l'Atlantique doivent nouer des liens étroits de collaboration afin de promouvoir le développement de leurs villes. Mais cela ne suffira pas. Le gouvernement fédéral peut faire beaucoup pour favoriser le développement de nos villes par l'entremise de ses programmes, mais aussi par son influence auprès des provinces. Dans le passé, le gouvernement fédéral a souvent été en quelque sorte l'artisan de la coopération régionale dans le tourisme et le commerce. Il devrait en aller de même pour le développement urbain.

Il ne sera pas facile de promouvoir le développement urbain au Canada atlantique. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler la mise en pratique du concept de pôle de croissance à la fin des années 1960 et au début des années 1970. La promotion du développement urbain peut souvent donner l'impression que les gouvernements appuient les collectivités urbaines **aux détriment** des collectivités rurales et qu'ils privilégient certaines municipalités aux dépens d'autres municipalités. Le développement rural et le développement urbain ne sont pas deux antagonistes; ils sont complémentaires.

C'est précisément la raison pour laquelle les leaders d'opinion, les dirigeants d'entreprise, les dirigeants communautaires et les médias doivent se rallier afin d'explorer la voie à suivre en

matière de développement économique au Canada atlantique. La région doit forger de nouvelles relations et de nouveaux partenariats afin de relever les défis du développement économique.

Le programme de politiques publiques touchant la région pourrait comprendre de nombreux aspects qui vont du développement urbain aux moyens de promouvoir la recherche et développement dans le secteur privé, en passant par le développement des infrastructures, la promotion du commerce, une réforme fiscale, les défis et le développement des régions rurales, le rôle des universités, les moyens de promouvoir le développement économique axé sur l'innovation, le resserrement de la coopération régionale, et ainsi de suite. En fait, la liste est beaucoup trop longue, et la situation commande un renforcement des priorités et de la coopération. Celui-ci ne se produira pas en vase clos ou simplement parce qu'il devrait avoir lieu. Il se produira uniquement si des citoyens engagés du Canada atlantique provenant des quatre coins de la région et de divers secteurs économiques s'unissent pour qu'il se réalise.

Si les opinions de Florida sur la croissance économique peuvent sembler convaincantes, ses arguments demeurent hautement hypothétiques et sa méthode prête largement le flanc à la critique. Un peu comme certaines théories économiques qui l'ont précédée, la théorie de la classe créative n'est pas une panacée pour le Canada atlantique. On ne peut recommander des mesures fondées sur la force de relations linéaires à partir des travaux de Florida, mais il est possible d'en retirer plusieurs indications précieuses. Ainsi, la nouvelle économie est différente de l'ancienne et tend à favoriser le capital humain plutôt que les ressources naturelles et les régions urbaines plutôt que les régions rurales. De plus, elle est très concurrentielle et elle est dirigée par secteur **privée**. Si les collectivités, les entreprises privées et les universités de quatre petites provinces essaient de s'y tailler une place par leurs propres moyens, elles n'y parviendront pas. Le Canada atlantique a besoin d'un forum où tous les principaux acteurs économiques peuvent se rencontrer pour comparer leurs notes, faire du réseautage et planifier la voie du développement économique. Voilà l'élément le plus important du programme d'action, et le gouvernement fédéral peut jouer un rôle de premier plan à cet égard.

Bibliographie

Azmier, J. *Culture and Economic Competitiveness: An Emerging Role for Arts in Canada*, Calgary, Canada West Foundation, 2002.

Barrieau, N., *Le secteur culturel au Canada atlantique : impact économique et potentiel d'exportation*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2004.

Beaudin, M., et S. Breau, *L'emploi, les compétences et l'économie du savoir au Canada atlantique*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2001.

Beckstead, D., et T. Vinodrai, *Nature et ampleur des changements qui ont touché les professions dans l'économie du savoir au Canada, 1971 à 1996*, Ottawa, Statistique Canada, 2003.

Canada, Groupe de travail du Premier ministre sur les questions urbaines, *La stratégie urbaine du Canada : un cadre d'action*, Ottawa, Groupe de travail du Premier ministre sur les questions urbaines, novembre 2002.

Coish, D., *Régions métropolitaines de recensement constituant des grappes culturelles*, Ottawa, Statistique Canada, 2004.

Conseil économique des provinces de l'Atlantique (CEPA), *Un agenda pour la croissance et la prospérité au Canada atlantique*, Halifax, CEPA, 2004.

Conseil économique des provinces de l'Atlantique, « ICT and Science Industries: Their Role in Atlantic Canada's Economy », *Atlantic Report*, vol. 38, n° 4 (2004).

Conseil économique des provinces de l'Atlantique, *Urbanisation et vieillissement de la population, qu'est-ce qui s'en vient pour le Canada atlantique?*, Halifax, CEPA, 2003.

Courchene, T.J., « Social Policy and the Knowledge Economy: New Century, New Paradigm », *Options politiques = Policy Options*, vol. 25, n° 7 (août 2004), p. 30-36.

Dayton-Johnson, J., *Qu'y a-t-il de différent à propos des produits culturels? Un cadre économique*, Ottawa, Patrimoine canadien, 2000.

Desjardins, Pierre-Marcel, *Un profil socioéconomique du Canada atlantique : les caractéristiques des régions rurales et urbaines et leurs implications pour les politiques publiques*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2005.

Donald, B., « Competitiveness and Quality of Life in City Regions: Compatible Concepts? », Montréal, communication présentée à l'assemblée annuelle de l'Association canadienne des géographes, 2001.

Donald, B., et D. Morrow, *Competing for Talent: Implications for Social and Cultural Policy in Canadian City-Regions*, Ottawa, Patrimoine canadien, 2003.

Florida, R., « America's Looming Creativity Crisis », *Harvard Business Review*, vol. 82, n° 10 (2004), p. 122-136.

Florida, R., « The Great Creative Class Debate: Revenge of the Squelchers », *The Next American City*, n° 5 (2004). Sur Internet : http://www.americancity.org/article.php?id_article=39.

Florida, R., *The Rise of the Creative Class, And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*, New York, Basic Books, 2002.

Florida, R., « The Economic Geography of Talent », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 92, n° 4 (2002), p. 743-755.

Florida, R., *Competing in the Age of Talent: Quality of Place and the New Economy*, rapport préparé pour la fondation R.K. Mellon, Heinz Endowments et Sustainable Pittsburg, Pittsburg, 2000.

Florida, R., et M. Gertler, « Cities: Talent's Critical Mass », *The Globe and Mail*, 3 janvier 2003.

Gardner Pinfold Consulting Economists Ltd., « The Economic Impact of Universities in the Atlantic Provinces », rapport préparé pour l'Association of Atlantic Universities, février 2006.

Gertler, M., *Les villes créatives : Quelle est leur raison d'être, comment fonctionnent-elles et comment les bâtissons-nous?*, Ottawa, Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, 2004.

Gertler, M., et T. Vinodrai, « Anchors of Creativity: How Do Public Universities Create Competitive and Cohesive Communities? », Toronto, Université de Toronto, communication présentée à la conférence intitulée « *Building Excellence: Graduate Education and Research* », 2004.

Gertler, M., et T. Vinodrai, « Competing on Creativity: Focus on Halifax », Halifax, Greater Halifax Partnership, 2004.

Gertler, M., et T. Vinodrai, « Competing on Creativity: An Analysis of Kingston », Kingston (Ont.), Kingston Economic Development Corporation, 2003.

Gertler, M., G. Gates, R. Florida et T. Vinodrai, *Competing on Creativity: Placing Ontario's Cities in North American Context*, rapport produit pour le ministère de l'Entreprise, des Débouchés et de l'Innovation de l'Ontario et l'Institute for Competitiveness and Prosperity, 2002.

Hill Strategies Research Inc., « Les artistes par province, territoire et région métropolitaine du Canada : analyse statistique basée sur le recensement de 2001 », *Regards statistiques sur les arts*, vol. 3, n° 2 (2004).

Holloway, A., « The Best Cities for Business in Canada », *Canadian Business*, 22 novembre 2004. Sur Internet : www.canadianbusiness.com/investing/article.jsp?content=20041122_63812_63812.

Howkins, J., *The Creative Economy: How People Make Money from Ideas*, Londres, Allen Lane/Penguin Press, 2001.

LeBrun, D., et S. Rebelo, *Le rôle des universités dans le développement économique du Canada atlantique : l'accent sur l'immigration*, Moncton, Agence de promotion économique du Canada atlantique, 2006.

Lee, S.Y., R. Florida et Z.J. Acs, « Creativity and Entrepreneurship: A Regional Analysis of New Firm Formation », *Regional Studies*, vol. 38, n° 8 (2004), p. 879-891.

Luciani, P., *Do Cities Create Wealth? A Critique of New Urban Thinking and the Role of Public Policy for Cities*, Halifax, Atlantic Institute for Market Studies, 2004.

Markusen, A., et D. King, *The Artistic Dividend: The Arts' Hidden Contributions to Regional Development*, Minneapolis, Humphrey Institute of Public Affairs, Université du Minnesota, 2003.

Markusen, A., G. Schrock et M. Cameron, *The Artistic Dividend Revisited*, Minneapolis, Humphrey Institute of Public Affairs, Université du Minnesota, 2004.

National Governors' Association (NGA), *The Role of the Arts in Economic Development*, Washington (DC), NGA Center for Best Practices, 2001.

Nelson, R., « A Cultural Hinterland? Searching for the Creative Class in the Small Canadian City », dans W.F. Garrett-Petts (dir.), *The Small Cities Book: On the Cultural Future of Small Cities*, Vancouver, New Star Books, 2005.

New England Council, *The Creative Economy Initiative: The Role of the Arts and Culture in New England's Competitiveness*, Boston, New England Council, 2000.

Oakley, K., « Not So Cool Britannia: The Role of the Creative Industries in Economic Development », *International Journal of Cultural Studies*, vol. 7, n° 1 (2004), p. 67-77.

Polèse, M., et R. Shearmur, avec la collaboration de Pierre-Marcel Desjardins et Marc Johnson, *La périphérie face à l'économie du savoir : la dynamique spatiale de l'économie canadienne et l'avenir des régions non métropolitaines du Québec et des provinces de l'Atlantique*, Montréal, INRS-Urbanisation, culture et société/Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, 2002.

Savoie, D.J., *Visiting Grandchildren: Economic Development in the Maritimes*, Toronto, University of Toronto Press, 2006.

Simmons, J., et L.S. Bourne, « New fault lines? Recent trends in the Canadian urban system and their implications for planning and public policy », *Revue canadienne de recherche urbaine = Canadian Journal of Urban Research*, vol. 12, n° 1 (2003), p. 1-27.

Statistique Canada, « Dépenses publiques au chapitre de la culture », *Le Quotidien*, 31 octobre 2005.

Statistique Canada, « Disparités de revenu entre les provinces selon une perspective urbaine-rurale : données du Recensement de 2001 », Ottawa, *Aperçus sur l'économie canadienne*, n° 12 (2004). Voir www.statcan.ca/francais/research/11-624-MIF/11-624-MIF2005012.pdf.

Statistique Canada, *Rattrapage et perte de terrain : la performance provinciale du PIB par habitant entre 1990 et 2003*, Ottawa, Série de documents de recherche sur l'analyse économique, catalogue n° 11-F0027MIE, 2004.

Strom, E., *Strengthening Communities Through Culture*, Washington (DC), Center for Arts and Culture, 2001.

Wolfe, J.M., « A National Urban Policy for Canada? Prospects and Challenges », *Revue canadienne de recherche urbaine = Canadian Journal of Urban Research*, vol. 12, n° 1 (2003), p. 1-21.

Liste des figures

Figure 1	Structure de la relation entre la technologie, la tolérance et le talent	21
Figure 2	Populations urbaine et rurale en proportion de la population totale, Canada atlantique et Canada, 1961-2001	29
Figure 3	Tendances démographiques au Canada atlantique et dans ces principaux centres urbains, 1981-2001	31
Figure 4	Répartition de la population par groupe d'âge, Canada, Canada atlantique et régions urbaines choisies, 2001	32
Figure 5	Migration interprovinciale nette au Canada atlantique, par groupe d'âge, 1996-2001	34
Figure 6	Proportion de la population de 15 ans et plus selon le plus haut niveau de scolarité atteint, Canada, Canada atlantique et principaux centres urbains de la région, 2001	38
Figure 7	Taux de chômage au Canada, au Canada atlantique et dans les principaux centres urbains, 1990-2005	40
Figure 8	Taux d'emploi au Canada, au Canada atlantique et dans les principaux centres urbains de la région, 1990-2005	41
Figure 9	Revenu moyen d'emploi (en dollars constants de 2000) au Canada, au Canada atlantique et dans les principaux centres urbains, 1995-2000	43
Figure 10	PIB réel par habitant par province (Canada = 100), 1990-2003	45
Figure 11	Indice de talent, ou pourcentage de la population de 20 ans et plus ayant au moins un baccalauréat, RMR et AR choisies, Canada, 2001	50
Figure 12	Indice bohémien, ou nombre d'artistes professionnels par 1 000 habitants, RMR et AR choisies, Canada, 2001	53

Figure 13	Indice de mosaïque ethnique, ou pourcentage de la population née à l'étranger, RMR et AR choisies, Canada, 2001	56
Figure 14	Indice de pôle technologique, RMR et AR choisies, Canada, 2001	57

Liste des tableaux

Tableau 1	Population née à l'étranger vivant au Canada atlantique et dans ses principaux centres urbains, selon la période d'immigration, 2001	35
Tableau 2	Variation (en pourcentage) de la main-d'oeuvre par groupe d'âge, Canada, Canada atlantique et principaux centres urbains de la région, 1996-2001	36
Tableau 3	Emplois selon le niveau de scolarité atteint (15 ans et plus), en proportion de l'emploi total, Canada et Canada atlantique, 1995-2005.....	37
Tableau 4	Croissance de l'emploi au Canada atlantique et dans ses principaux centres urbains, 1990-2005	39
Tableau 5	Main-d'oeuvre par industries (SCIAN 1997) au Canada, au Canada atlantique et dans les principaux centres urbains de la région, en proportion de la main-d'oeuvre totale, 2001	44
Tableau 6	Taille et croissance de la population, RMR et AR choisies, Canada, 1991-2001	48
Tableau 7	Classe créative – classement sommaire des villes selon chacun des indices	58
Tableau 8	Matrice de coefficients de corrélation (valeur de r), RMR et AR canadiennes choisies	59
Tableau 9	Catégories professionnelles de la classe créative d'après la Classification type des professions de 1991	62
Tableau 10	Travailleurs dans les professions de la classe créative en proportion de la main-d'oeuvre totale, Canada et principaux centres urbains du Canada atlantique, 2001	63
Tableau 11	Travailleurs dans les professions de la classe créative en proportion de la main-d'oeuvre totale, par province, Canada, 2001	63
Tableau 12	Croyances au sujet du développement économique dans L'ancienne et la nouvelle économie	65